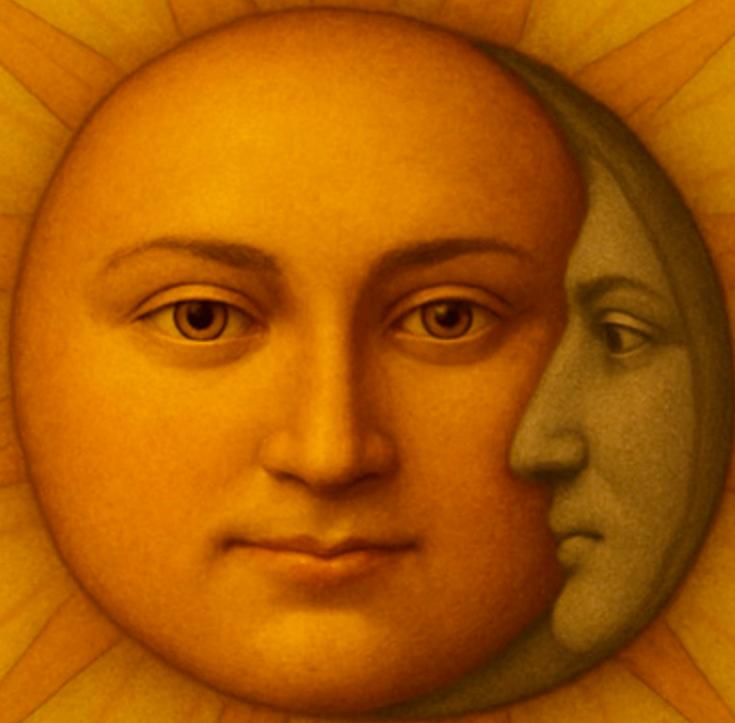


SAW:B
ETUDE 2024

RENAISSANCE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE ?

— — — — —
POUR UNE
CONSCIENCE POLITIQUE

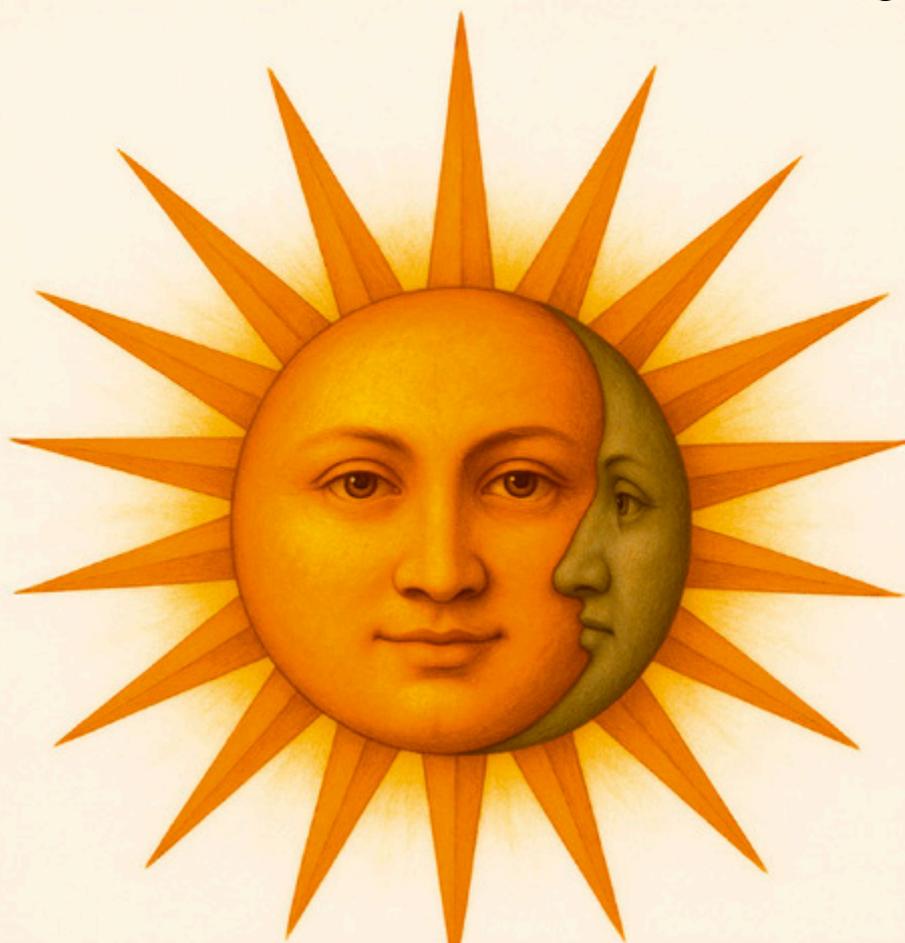


ETUDE 2024

RENAISSANCE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE ?



POUR UNE
CONSCIENCE POLITIQUE



SAW&B

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	5
Partie 1. : L'Économie Sociale et Solidaire peut-elle transformer la société ?	7
Pourquoi cette question aujourd'hui ?	
1.1. Une fable historique de l'économie (<i>Hugues De Bolster et Marian de Foy</i>)	8
1.1.1. Le récit des capitalistes	8
1.1.2. Mise en contexte et grille de lecture du récit capitalise en regard d'une ligne du temps	17
1.2. L'économie sociale et solidaire : une utopie réaliste pour le XXI ^e siècle ? Entretien avec Robert Boyer (<i>Quentin Mortier</i>)	31
1.2.1. Trois sources d'inspiration	31
1.2.2. Faiblesse du questionnement sur le potentiel de l'ESS	33
1.2.3. Dialogue + délibération + coopération = solidarité	35
1.2.4. Les contradictions intrinsèques de l'ESS.....	36
1.2.5. Le niveau méso-politique	37
1.2.6. De quelques pistes concrètes.....	38
1.3. Transformer la société, un projet politique commun : Les grandes balises issues d'un échange avec des collectifs de la société civile (<i>Olivier de Halleux</i>).....	41
1.3.1. Un constat partagé	42
1.3.2. Que défendre ensemble ? Vers une bifurcation radicale pour un nouveau modèle économique et social.....	44
1.3.3. Une ligne de défense pour quelle action commune ?.....	47
Partie 2. : Comment l'ESS doit-elle évoluer pour transformer la société ?	49
Que lui manque-t-il ?	
2.1. Être radical au travers de récits – De quoi parle-t-on ?	50
(<i>Olivier de Halleux et Alexia Stathopoulos</i>)	
2.1.1. Pourquoi est-il difficile de raconter de nouveaux récits ?.....	51
2.1.2. Pourquoi est-ce important de produire de nouveaux récits ?	57
2.1.3. Comment construire de nouveaux récits ?.....	59
2.1.4. Une expérience d'un récit commun coconstruit : « <i>La Journée des Chantiers de l'Économie Sociale - Il est temps de réinventer notre avenir commun !</i> ».....	65
2.2. Être pragmatique - Essai de construction d'une feuille de route par les acteurs de l'économie sociale en Belgique francophone.....	69
(<i>Hugues De Bolster et Joanne Clotuche</i>)	
2.2.1. Des stratégies pour l'ES en Belgique francophone ?	70
2.2.2. Une reconnaissance qui affecte les récits de l'économie sociale ?.....	72
2.2.3. Les freins à la construction d'une feuille de route par et pour l'ES en Belgique francophone	75
2.2.4. Construire une feuille de route commune ?.....	77
2.2.5. Conclusion.....	80
Partie 3. : Dialogues avec Olivier De Schutter et Florence Jany-Catrice	83
(<i>Joanne Clotuche et Quentin Mortier</i>)	
3.1. Olivier De Schutter : Entre dilemmes et forces de l'économie sociale et solidaire émerge l'idée d'un Etat partenaire	83
3.2. Florence Jany-Catrice - Pour une lecture politique de l'économie.....	90
Conclusion	97

INTRODUCTION

Disons-le d'emblée et simplement : **SAW-B est convaincu depuis sa naissance que pour espérer changer la société, l'ESS doit être politique.** Une difficulté apparaît immédiatement : ce positionnement est aussi un truisme, une évidence. Il faut donc déconstruire et reconstruire celui-ci. C'est à cela que cette étude s'attaque. De nombreux facteurs, internes ou externes, concourent en effet à une dépolitisation des acteurs de l'ESS. Avec des effets délétères sur les capacités transformatrices et les espoirs de changement dont est porteuse l'ESS. Comprendre ce phénomène et esquisser des réponses est tout sauf évident.

La dépolitisation est ce processus par lequel une question, un débat ou un domaine d'action est présenté comme neutre, technique ou consensuel, en masquant les rapports de pouvoir, les conflits d'intérêts et les choix de société qui le traversent. Prenons un exemple dans lequel nous nous sommes impliqués. L'évaluation d'impact social peut être vue comme une question d'ordre plutôt technique. On y répondra alors par des outils et des guides pratiques. Une autre approche consiste à identifier dans quel contexte social et politique l'enjeu de l'évaluation d'impact social intervient¹, quel est la raison pour laquelle il est éventuellement important d'évaluer son impact social, quels sont les mots utilisés (notamment la distinction entre mesurer et évaluer), quels sont les risques encourus, etc. Outre ce questionnement, il faudra aussi finalement répondre à la question de comment s'y prendre. Mais, une fois de plus, les moyens seront choisis en ne perdant pas de vue les fins. Cette deuxième approche est plus compliquée à mettre en œuvre, elle demande du temps, du débat, des confrontations mais elle permet d'éviter plusieurs pièges, notamment celui de l'instrumentalisation par les financeurs.

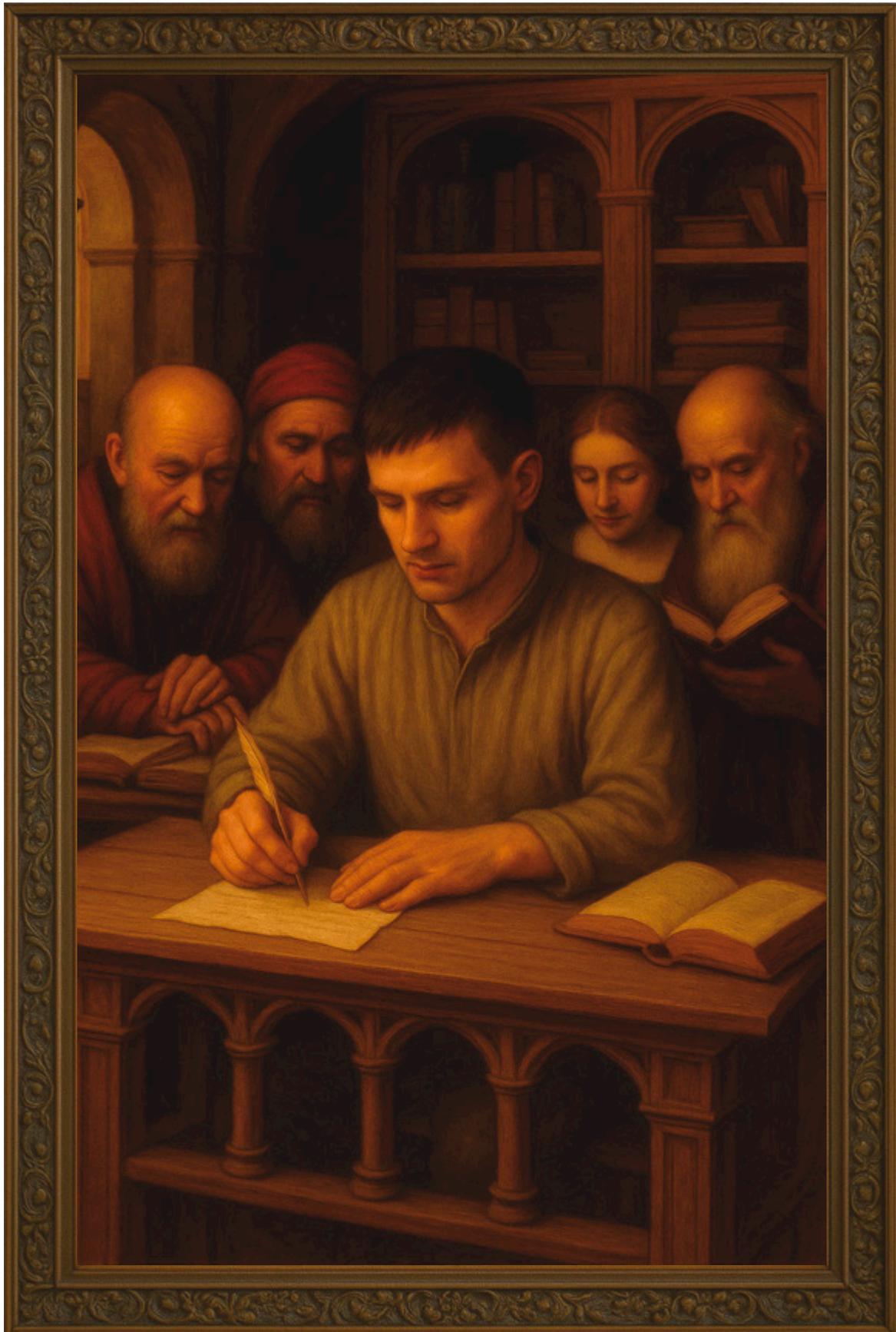
L'adoption et l'utilisation d'une approche politique pour envisager les problématiques, questions et enjeux particuliers et quotidiens qui se posent à l'ESS peut aussi être d'application pour envisager les questions que l'ESS pose à notre société, de manière plus ambitieuse. Parmi ces questions, celle de la capacité de l'ESS à transformer la société, à influencer sur la construction d'un modèle économique et social plus juste et soutenable. Les règles que se donne l'ESS peuvent-elle devenir la norme et ses pratiques devenir majoritaires ? A quelles conditions ? Quels leviers actionner pour y arriver ? Comment dépasser ses contradictions internes et ses limites structurelles ? Et ce à l'heure où l'échec, l'incohérence, la dangerosité du modèle en vigueur deviennent de plus en plus patents.

Ce sont ces questions qui nous ont animé.es à l'heure d'entreprendre la rédaction de cette étude. Nous avons décidé de les traiter de multiples manières. **Vous trouverez dans le texte qui suit des traces d'ironie, d'introspection, de réflexivité et de dialogue.** Comme à notre habitude, cette étude est aussi le fruit d'un travail collectif entre co-auteur.rices et premiers lecteur.ices issu.es de notre équipe.

Dans un premier temps, nous analyserons le rôle de l'ESS dans le contexte actuel, en questionnant son ambition transformatrice et en confrontant ses promesses aux réalités historiques et économiques. Nous nous appuyons pour ce faire sur un entretien passionnant avec l'économiste hétérodoxe Robert Boyer. Préalablement et de manière provocatrice, nous ferons le bilan du récit que nous sert chaque jour le capitalisme. Nous fera-t-il boire la coupe jusqu'à la lie est l'interrogation qui point justement à la vue de ces lignes du temps entrecroisées de l'ESS et du capitalisme, partiales et partielles. **Ensuite, nous explorerons les évolutions nécessaires pour que l'ESS devienne une véritable force de transformation,** en mettant en lumière les récits, stratégies et alliances (au sein et en dehors du champ de l'ESS) qui pourraient lui permettre de peser davantage dans les décisions collectives. **Enfin, nous concluons par un dialogue avec un penseur et une penseuse de l'ESS (Olivier De Schutter et Florence Jany-Catrice), afin d'ouvrir des pistes de réflexion et d'action pour l'avenir.**

CE TRAVAIL ESPÈRE OFFRIR DES CLÉS DE COMPRÉHENSION ET D'ACTION AUX ACTEURS ENGAGÉS DANS L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE, MAIS AUSSI PLUS LARGEMENT À TOUTE PERSONNE SOUHAITANT ŒUVRER À UN CHANGEMENT DE SOCIÉTÉ EN PARTANT DE LA QUESTION : QUELLE ÉCONOMIE VOULONS-NOUS VOIR ADVENIR ?





L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE PEUT- ELLE TRANSFORMER LA SOCIÉTÉ ?

POURQUOI CETTE QUESTION AUJOURD'HUI ?

'interroger sur les capacités du mouvement de l'économie sociale et solidaire (ESS) à transformer la société appelle à un regard sur la situation économique et politique actuelle mais aussi passée. L'analyse de l'histoire nous éclaire en effet sur les choix de société et les voies qui ont été empruntées et qui ont mené à l'état actuel du monde. Un monde de plus en plus inégalitaire et enfermé dans la vision unique de la croissance et de la marchandisation. Dans un premier point, nous avons peint la situation actuelle au travers du récit « décapant » du capitalisme. Nous avons aussi tenté de présenter de façon claire et concise les grands mouvements historiques de notre économie en regard de dates clefs qui résonnent avec ceux-ci. Comment l'économie (néo)-libérale s'est-elle constituée au détriment de qui et dans l'intérêt de qui ? C'est la question qui a traversé ce regard historique proposé.

Pour continuer notre éclairage des capacités transformatrices de l'ESS, nous avons préféré poser la question à d'autres avant de partager notre position sur la nécessité d'un changement de paradigme économique. Nous avons décidé d'interroger Robert Boyer, économiste français, qui nous a partagé des pistes de réflexion stimulantes mais aussi et surtout des points d'achoppement qui se présentent aujourd'hui à l'ESS. Ces faiblesses, voire contradictions, de l'ESS résonnent avec d'autres défis que des acteurs de la société civiles, pas nécessairement associés à l'ESS, partagent également. Au-delà du constat d'échec, nous avons pu dessiner les contours d'une bifurcation radicale à amorcer et qui souligne plus encore la nécessité de proposer un nouveau récit et ses modalités concrètes.

1.1. UNE FABLE HISTORIQUE DE L'ÉCONOMIE

Eclairons le présent à la lumière du passé. Avant de nous attacher à l'ancrage politique actuel de l'économie sociale, plongeons dans le récit du capitalisme et dans une ligne du temps dynamique des grands moments historiques de l'économie qui ont influencé, et influencent encore, nos sociétés occidentales.

1.1.1. LE RÉCIT DES CAPITALISTES

Avertissement

Nous proposons de débiter cette fable par la lecture du récit du capitalisme sans détour et avec humour. Nous l'avons imaginé comme s'il était conté par les capitalistes eux-mêmes pour souligner sa domination. Ce récit s'est imposé au monde entier. Il est présent dans chacun de nos esprits et influence, d'une manière ou d'une autre, qu'on le veuille ou non, notre vision du monde, nos valeurs et nos actions. Commencer par nous plonger dans ce récit semble donc la condition indispensable à toute prise de recul sur la question des récits actuels, et des récits nécessaires pour tracer notre avenir – peut-être un autre avenir que celui que nous promet le capitalisme...

Notre histoire est longue et pleine de rebondissements. Mais nous avons créé le monde tel qu'il est aujourd'hui. Il n'est peut-être pas parfait, mais il est tout de même mieux que tout ce qui a pu exister avant lui. Nous avons développé la science à un niveau tel que nous pouvons aujourd'hui envisager d'envoyer des êtres humains sur Mars (et de faire du tourisme spatial). Nous avons relié le monde entier et diminué les distances entre les groupes humains (surtout quand on a un jet privé !). Nous avons créé pour la première fois des régimes démocratiques, et nous avons promu la démocratie partout dans le monde (sauf dans les pays où il y a du pétrole et des minerais). Bref, le capitalisme est le meilleur régime possible, il n'y a jamais eu mieux dans l'histoire de l'humanité, et tous ceux qui ont tenté de faire autrement ont créé d'horribles dictatures. Alors, plutôt que de le critiquer, il faut peut-être travailler à l'améliorer, comme nous l'avons toujours fait !

QUI SOMMES-NOUS ?

🗨️1 : Trump et Musk, arrêtez de pouffer.

Mais tout d'abord, laissez nous nous présenter. **Nous sommes les capitalistes. Ceux qui possèdent les capitaux**, ces sommes immenses, sous forme d'actions ou d'immobilisations qui nous permettent de façonner le monde et de lui donner une âme. Même si nous ne sommes pas dans les gouvernements^{🗨️1}, nous avons des responsabilités énormes dans cette société. Car c'est nous qui créons les richesses à travers nos entreprises. C'est nous qui fournissons des emplois, qui créons de l'innovation, qui produisons de la nourriture, des bâtiments, et des véhicules. Nous sommes le sang qui irrigue la société. Notre créativité nous a sorti du Moyen-Âge, et encore aujourd'hui nous révolutionnons sans cesse les techniques. Alors nous voulons revenir sur notre histoire, car nous avons longtemps été freinés, et cela maintenant les sociétés dans l'arriération.



Fig. 2 ▶
La création du capitaliste. De la minorité opprimée à la minorité toute-puissante.

AU DÉBUT : UNE MINORITÉ OPPRIMÉE

Car avant que nous puissions nous émanciper et bouleverser toute la société, nous étions une minorité opprimée. Quelle que soit la période que vous regardez, il y avait toujours des milliers de règles pour nous empêcher d'exercer nos activités commerciales et d'investir où nous voulions. En Égypte antique, toute l'économie était sous le contrôle de l'État, le commerce avec les pays voisins se faisait avec des fonctionnaires. Sous la Chine, à l'antiquité, les marchands étaient régulièrement dépouillés de toutes leurs richesses obtenues à la sueur de leur front. En Mésopotamie, les prêtres gardaient jalousement le monopole du commerce.

Bref, aussi loin que l'on puisse remonter, les marchands et les investisseurs ont toujours été privés de leurs droits essentiels à la propriété privée, ce qui a mené à la ruine de tous les empires et les royaumes qui se complaisaient dans l'immobilisme, profitant sans honte de leurs privilèges sans rien offrir en échange.

EN EUROPE, LES DÉBUTS D'UNE ÉCLAIRCIE

La situation était assez similaire en Europe, au Moyen-Âge. Les restrictions du commerce étaient innombrables. Nous étions écrasés d'impôts, alors que les nobles et le clergé n'en payaient aucun. Mais le pire, c'est que notre fortune n'était jamais à l'abri. Le meilleur exemple est celui de Jacques Cœur, un de nos représentants les plus éminents, fils d'un petit commerçant, qui a réussi, par son travail acharné, à se hisser comme première fortune de France. Sa réussite avait enrichi des milliers de gens^{¶2}, à commencer par le roi lui-même. Une richesse qui stimulait toute l'économie, qui permettait le développement du commerce, qui créait des opportunités pour de nombreux petits artisans et paysans. Mais cela n'a pas empêché le roi Charles VII, jaloux, de lui coller de faux procès et de lui voler toute sa fortune...

¶2 : Des milliers c'est peut-être un peu exagéré, mais en tout cas au moins 2 personnes : mes deux associés.

Ce type d'attitude était précisément ce qui maintenait l'Europe dans la misère. Mais c'est aussi cela qui provoquait les guerres, car la seule manière de s'enrichir était la guerre pour obtenir de nouvelles terres, et le Moyen-Âge se résumait donc à un enchaînement de guerres plus atroces les unes que les autres. Face à ce constat, nous, les bourgeois, nous ne sommes pas restés les bras croisés. Partout où nous étions, nous nous sommes organisés, rassemblés pour défendre une autre vision que celle des seigneurs. Nous nous sommes organisés en guildes, en compagnies, nous avons développé nos propres journaux, et nous avons eu nos propres penseurs. Diderot, Rousseau, Montesquieu, ces penseurs des Lumières ont porté les valeurs et les principes de notre modèle économique. D'un modèle marginal nous avons petit à petit grandi, d'autres individus nous ont rejoint, et nous sommes devenus de plus en plus nombreux.

VERS LE POUVOIR

En développant notre modèle économique, nos entreprises, nous avons gagné en puissance. Nous nous sommes rapprochés du pouvoir. Cela a commencé dans les villes qui intéressaient moins les seigneurs et les rois. Nous avons obtenu de plus en plus de droits, pour pouvoir gérer nous-mêmes les cités, comme à Florence ou à Gênes. Cela nous a permis de montrer que nous étions capables d'exercer le pouvoir de manière bien plus démocratique^{¶3} que la tyrannie des rois.

¶3 : Il faudrait souligner plusieurs fois démocratique non ? - Attention Machiavel, il ne faut pas en faire trop, les gens risquent d'aller vérifier.

Nous avons aussi su tirer profit des rivalités entre les rois et les seigneurs. Le roi avait toujours besoin de plus d'argent pour entretenir son armée, et montrer sa richesse supérieure à celles des autres seigneurs. Il nous demandait donc régulièrement des fonds, et nous avons pu utiliser ces demandes pour nous rapprocher progressivement du trône, en demandant de participer à l'exercice du pouvoir, en contrôlant la manière dont l'argent prêté était dépensé.

☞4 : Il faut reconnaître qu'on a bien profité de toutes ces guerres pour vendre nos armes.

Mais nos nouvelles positions généraient des tensions. Car là où le roi cherchait toujours à utiliser son argent pour des nouvelles guerres de pillage☞4, nous, nous voulions au contraire l'utiliser pour développer le commerce partout dans le monde, pour découvrir les splendeurs du monde, les épices, les soieries, les parfums. Ces tensions se sont aggravées au fur et à mesure que nous montions dans les sphères du pouvoir. Et elles ne pouvaient se résoudre que par un clash...

LES RÉVOLUTIONS

Vu les différences de valeurs et de principes entre les nobles, les seigneurs, les rois, et nous, cela se terminait souvent mal. Nous avons déjà mentionné Jacques Cœur, mais cela arrivait régulièrement que les seigneurs viennent à l'assaut des villes pour nous écraser, réaffirmer leur domination et piller notre argent. Tout cela nous a poussés à nous organiser, y compris militairement. Petit à petit, les villes se sont dotées de gardes bourgeoises☞5 pour les défendre.

☞5 : C'est sûr qu'il fallait payer tellement cher l'équipement... ce n'était pas les pauvres qui allaient rentrer dans la garde... Cela aurait été dangereux !

Mais cette situation de tension, qui menait à des luttes de plus en plus nombreuses, ne pouvait pas durer. Et cela devait se terminer par une lutte décisive pour le pouvoir, et donc par une révolution, par un renversement des nobles qui cherchaient à se maintenir à tout prix au pouvoir. Cela n'a pas réussi du premier coup évidemment. Et nous comptons encore aujourd'hui nos martyrs dans les différentes tentatives de prise du pouvoir, comme en 1525 en Angleterre, à Naples en Sicile 1647, ou en Catalogne à la même période.

☞6 : Commerce international, oui ça sonne beaucoup mieux que commerce triangulaire !

Mais, avec l'expérience, avec l'augmentation de nos richesses grâce au développement du commerce international☞6, nous avons fini par atteindre pour la première fois une prise du pouvoir aux Pays-Bas en 1609. Pour la première fois, nous avons pu prendre le pouvoir politique en plus du pouvoir économique. Cela avait pu se faire grâce à un soutien massif de la population, qui voyait bien que la noblesse écrasait le peuple, alors que nous, les bourgeois, nous allions donner un nouveau souffle à la nation. Et c'est grâce à la mobilisation de milliers d'artisans, de paysans, de commerçants, que nous avons pour la première fois fondé une république bourgeoise.

Pour la première fois, nous dictions les règles sur la population de tout un pays. Cette première république sera un exemple et une inspiration pour le monde entier. Pour la première fois, il règne un esprit de tolérance. Les juifs n'y sont pas persécutés, et nombreux sont ceux qui viennent s'y réfugier. La liberté de la presse n'y connaît plus aucune limite. La science et la culture y ont un développement sans précédent. La justice y est la même pour tous, et elle n'est plus seulement celle des nobles^{¶7}.

¶7 : *Je vois déjà les mauvaises langues dire que cela devient la justice des riches... Mais ce n'est pas parce que les avocats coûtent cher que tout le monde n'a pas les mêmes chances. Il y a les avocats commis d'office... quand ils ont le temps...*

LA DIFFUSION

Cette expérience fabuleuse est commentée par tous les penseurs de l'époque, et très vite d'autres nations tentent de faire pareil. L'Angleterre connaît une période révolutionnaire quelques décennies seulement après la révolution hollandaise. Mais surtout, la révolution qui va le plus marquer les esprits sera la Révolution française. La France était alors la « *filles aînée de l'Église* », le royaume le plus puissant d'Europe. Le roi Louis XIV avait monté le prestige de la France à son apogée, en imposant le modèle de la monarchie absolue.

Mais justement, pour atteindre un tel développement, le roi a dû s'appuyer sur nous, les bourgeois, contre les autres nobles. En France, nous étions soutenus pour nos expéditions maritimes internationales, pour les constructions de palais et de bâtiments grandioses, pour le commerce de la soie, et de bien d'autres choses. La bourgeoisie était une partie énorme de la nation. C'est pourquoi, lorsque le roi Louis XVI a convoqué les états-généraux pour exiger de nous de l'argent^{¶8}, nous avons assuré de notre côté que cela ne se ferait pas sans que nous ayons nous aussi notre mot à dire dans les affaires de la Nation.

¶8 : *L'argent, c'est quand même le nerf de la guerre !*

Le roi n'a pas été d'accord, et a tenté de nous faire taire. Mais nous n'étions pas seuls. Toute la population était exaspérée par les abus de la noblesse et du roi, par les nombreuses taxes, par les incessantes douanes qui bridait tout déplacement. Nous, les bourgeois, nous avons pris la tête du mouvement de contestation. Nous avons mené la lutte courageusement, et nous avons mis en place un régime entièrement nouveau.

¶9 : *Les mauvaises langues diront qu'on en a créé d'autres pour nous, mais ça c'est pour plus tard.*

Nous avons détruit les privilèges^{¶9} de la noblesse, pour qu'elle contribue elle aussi aux finances de l'État. Nous avons établi l'égalité^{¶10}, la liberté et la fraternité, mais aussi la propriété, indispensable pour tout développement économique, comme les fondements de la nation. Nous avons confisqué les biens de l'Église^{¶11} pour affaiblir son influence, elle qui tuait dans l'œuf toute créativité. Bref, un nouveau monde s'ouvrait^{¶12}.

¶10 : *Enfin pas l'égalité économique évidemment*

¶11 : *Et aussi surtout pour s'approprier ces biens. Il faut reconnaître que l'Église avait des belles terres bien rentables.*

¶12 : *À nous.*

📌13 : Littéralement, puisqu'avec Napoléon nous avons conquis toute l'Europe, ou presque...

Cette révolution a bouleversé le monde entier, tout à coup, la monarchie la plus puissante d'Europe finissait par se faire couper la tête. Cela peut paraître barbare, mais quand on voit le développement extraordinaire qui a suivi la Révolution française, on ne peut qu'être conquis📌13.

LES DÉBUTS D'UNE NOUVELLE ÈRE

Le monde a alors connu une impulsion formidable. Partout les chemins de fer se multipliaient, les industries apparaissaient à tous les coins de rue, les frontières féodales étaient dépassées le commerce a connu un essor sans précédent. Les innovations se sont alors multipliées : bateau à vapeur, pile hydro-électrique, conserves alimentaires, bicyclette, stéthoscope, télégraphe, photographie, machine à écrire, tramway, etc. Toutes ces inventions ont eu lieu quelques années après la Révolution française.

📌14 : Ne mentionnons pas les massacres et génocides...

Ces inventions se sont rapidement diffusées partout en Europe, mais aussi dans le monde entier. Car certes, cela s'est parfois fait de manière brutale, mais le capitalisme s'est étendu partout dans le monde. Il est sûr que la colonisation a créé beaucoup de souffrance📌14, mais elle a aussi amené de nombreux peuples à rejoindre la civilisation📌15. Notre nouveau modèle économique a été adopté📌16 partout car il était supérieur à tous les autres. Avec le modèle capitaliste, les petits États européens ont été capables de dominer le monde entier, y compris des empires immenses comme l'Inde ou la Chine.

📌15 : À nous enrichir surtout

📌16 : Imposé

📌17 : Pas les ouvriers, et encore moins les personnes colonisées. Ceux-là il valait mieux les payer le moins possible pour augmenter nos profits !

Cette nouvelle richesse nous a permis sans cesse de nouvelles innovations. Et ces innovations ont amélioré la vie des populations. De plus en plus de gens📌17 ont eu accès à de bons logements, sont sortis de l'incertitude alimentaire, ont eu l'occasion de s'enrichir. Le capitalisme montrait à quel point il était utile pour l'humanité.

PAS D'OMELETTE SANS CASSER DES ŒUFS

📌18 : Des guerres qui ont été bien rentables pour les marchands d'armes.

Bien sûr, ces développements n'ont pas été sans quelques difficultés. Certains États peu raisonnables se sont laissé entraîner dans la guerre ou la violence📌18. Les colonies ont aussi fait partie des abus graves📌19 de cette époque. Mais les plus grandes violences ont souvent été déclenchées par des individus hostiles📌20 au capitalisme, qui ne voyait pas la grandeur de notre système économiste, et qui ont donc tenté de le freiner. En faisant cela, c'est tout le développement de l'humanité qu'ils mettaient en danger, et nous n'avons donc pas eu d'autre choix que de trouver des moyens d'empêcher leurs efforts.

📌19 : Quand on voit ce que ça a rapporté, on ne peut que comprendre...

📌20 : Ah les communistes et les anti-impérialistes...



Mais ceux qui s'opposaient au capitalisme ont fait la démonstration de la catastrophe vers laquelle ils voulaient faire dériver l'humanité. L'expérience communiste en URSS, les expériences nationalistes de quelqu'un comme Nasser ou plus récemment Bachar Al-Assad ou encore les voies religieuses intégristes comme en Iran ont montré qu'il n'y a que deux options : soit rentrer dans le système capitaliste, soit chercher une autre voie, qui ne mène qu'à la dictature et au massacre de son peuple ^{¶21} ...

Le capitalisme a montré qu'il était le meilleur système au monde.

¶21 : On les renversera tous, tous, tous ! Rien ne résiste à la force du capitalisme.

UN CAPITALISME QUI NE SAIT PAS S'ADAPTER MEURT

Bien sûr, le capitalisme a été critiqué depuis son naissance, et continue de l'être aujourd'hui. Que ce soit la critique sociale, ou la critique consumériste, la critique écologiste, beaucoup d'individus se sont exprimés contre les excès du capitalisme. Et nous leur sommes reconnaissants. Car le capitalisme n'est pas né sans imperfection ^{¶22}, comme tous les systèmes. Mais comme le capitalisme est extrêmement souple, il a été capable de résoudre ces problèmes et d'y faire face.

¶22 : Mais il est tellement parfait pour les capitalistes.

La question sociale a été une des premières critiques adressées au capitalisme. De nombreuses personnes se sont exprimées contre les inégalités et la pauvreté que créait le capitalisme. Les inégalités sont quelque chose de naturel. Le capitalisme donne droit à ses inégalités car il récompense grassement les individus les plus dynamiques et les plus innovants, ce qui est la seule manière de faire avancer l'humanité. Une société sans méritocratie serait le règne de la médiocrité. Mais il est vrai que le début du développement du capitalisme n'a pas permis aux pauvres d'avoir beaucoup de richesses. C'est pourquoi certains pauvres ont voulu avoir plus de richesses en faisant grève ^{¶23} ou en créant des partis socialistes, comme si arrêter et ralentir la production allait créer des richesses.

¶23 : Cela me donne des déman-gaisons rien que d'y penser.

Malgré le ralentissement de la dynamique capitaliste que de telles concessions créaient, nous avons accepté d'augmenter légèrement les salaires et les conditions de travail quand c'était mérité. Cette concession a fait qu'une grande partie des socialistes et des syndicalistes qui au début étaient contre le capitalisme, ont fini par arrêter de le critiquer en tant que tel, mais seulement ses excès ^{¶24}, et que nous avons pu nous entendre.

¶24 : Excès de profit pour nous, excès de misère pour les paresseux. Entre nous, je ne vois pas où est le problème !

La critique consumériste est arrivée plus tard, justement quand nous avons permis aux individus ^{¶25} d'augmenter leurs revenus, et que nous leur avons fourni tout le confort moderne. Nous avons développé l'industrie et les supermarchés pour répondre à la critique sociale, pour permettre à tous d'avoir accès à tout, mais certains trouvaient cela exagéré. Pas de problème, car le capitalisme

¶25 : Ce qui est magnifique avec cette phrase c'est qu'on oublie 80% de l'humanité. Brillant !

☞26 : *Travaillée, plutôt que « exploitée »... Clever !*

☞27 : *Tu ne penses pas que tu exagères ? Franchement ça n'est pas si grave. - Trump il faut qu'on fasse bon genre. Serre les dents pour une fois. On utilisera ça pour avoir des millions de subvention de l'État.*

☞28 : *Heureusement qu'on les écoute.*

☞29 : *C'est avec l'argent des impôts, mais bon, c'est quand même grâce au capitalisme.*

☞30 : *Oh pitié encore plus de budgets, j'aimerais ouvrir des nouvelles usines de voitures électriques.*

☞31 : *Et mon portefeuille !*

☞32 : *On les vend qu'aux riches mais bon, il faut bien faire de l'argent !*

☞33 : *Même si c'est le capitalisme qui a créé le réchauffement climatique. Il fallait oser, mais c'est la spécialité des capitalistes !*

☞34 : *Tout ce qui rapporte, on prend !*

s'adapte à la demande. Et pour ceux qui veulent d'autres rythmes de consommation, nous pouvons développer le tourisme authentique, les centres de méditation et de yoga, les magasins « *alternatifs* » en vrac et locaux.

Cette critique consumériste était évidemment accompagnée de la critique écologique. Car en développant les moyens pour répondre aux besoins de l'humanité, nous avons libéré une puissance formidable qui a causé des problèmes que nous n'avons pas anticipé. L'utilisation d'énergies fossiles, la destruction des forêts, l'extension des surfaces habitées et travaillées^{☞26}, tout cela causait des dommages irréversibles^{☞27} à l'environnement auxquels il fallait faire face.

Mais, là encore, le capitalisme a montré son incroyable capacité à résoudre les problèmes. Nous avons pris les enjeux de l'environnement à bras le corps. Des concertations internationales^{☞28} ont été réalisées pour identifier les enjeux du réchauffement climatique, des chercheurs du monde entier ont été financés^{☞29} pour étudier ce problème. Et depuis quelques années, des budgets conséquents^{☞30} sont attribués au changement climatique, qui permettent d'imaginer des changements de mode de vie et de transport à l'échelle mondiale. Aucun autre système n'aurait pu réagir de manière aussi exemplaire.

CONCLUSION

Le capitalisme a révolutionné le monde^{☞31}. C'est lui qui a permis le développement des moyens extraordinaire que nous avons aujourd'hui. La science n'aurait jamais pu trouver des vaccins et des antibiotiques^{☞32} sans le capitalisme. Les climatologues n'auraient jamais pu identifier les causes du réchauffement climatique^{☞33} sans le capitalisme. Et mêmes les alternatives au capitalisme sont souvent elles-mêmes intégrées au capitalisme^{☞34}. Nous innovons et développons sans cesse les connaissances. Nous créons des emplois, nous gérons l'ensemble de l'économie.



Fig. 3 ►
De l'ancien maître Dieu ou nouveau maître Marché.

Le capitalisme est beaucoup critiqué, persécuté. Les discours sur les riches qui ne le mériteraient pas sont innombrables et stériles^{¶35}. Mais la réalité c'est que le capitalisme reste le meilleur modèle possible. Tous ceux qui ont tenté d'y dresser des alternatives ont surtout prouvé que rien d'autre ne marchait. Alors ce à quoi il faut travailler, c'est à faire face aux excès du capitalisme, car il a montré plus d'une fois qu'il était capable de se transformer^{¶36}.

¶35 : *En fait je sais pas, j'ai pas lu. Mais j'ai d'autres choses à faire... comme de l'argent.*

¶36 : *Tant qu'on a le profit, on peut repeindre l'entreprise en vert sans problème !*

QUELQUES COMMENTAIRES

Vous l'avez compris, il s'agit évidemment d'un récit fictif, agrémenté de commentaires fictifs eux aussi. Cependant, ce récit et les commentaires qui l'accompagnent s'appuient sur une réalité historique. Une frise historique est proposée juste après ce texte afin de pouvoir mieux identifier les éléments réels du récit. Les objectifs de ce texte sont multiples.

En premier, il s'agit de rendre visible le fait que l'économie capitaliste a une histoire. Qu'elle n'est pas liée à la nature humaine, qu'elle n'a pas toujours existé. Elle a une naissance, un développement, et donc potentiellement une fin. Même si ce texte se termine sur l'affirmation qu'il n'y a pas d'alternative, le simple fait de prendre du recul ouvre de nouvelles possibilités historiques.

A partir de là, cela veut dire aussi qu'une autre économie peut naître et se développer, et venir remettre en question la domination de l'économie capitaliste. Ce récit est aussi là pour rappeler que le capitalisme a d'abord été minoritaire dans la société. Qu'il a pu s'étendre parce que ses défenseurs, les capitalistes, avaient un projet de société, une philosophie commune, des intérêts communs, et surtout, parce qu'ils étaient organisés en un mouvement politique et qu'ils portaient un récit commun. Comme le dit Benjamin Roux, *« le récit, en tant que tel, est neutre et (que) ce sont les intentions qui le portent et donc les personnes qui l'émettent qui politisent son propos et ses conséquences »*. Des leçons intéressantes à tirer pour tout mouvement qui se veut une alternative au capitalisme, tout en étant actuellement minoritaire.

Autre aspect que peut apporter cette histoire, c'est de décrypter les clichés et les idées reçues véhiculées par le capitalisme. Car le capitalisme porte avec lui, pour se défendre, un grand nombre de contre-arguments, de grandes idées, de grands principes, mais qui s'appuient sur des idées fausses. C'est pour cette raison que le récit du capitalisme est complété par des commentaires qui révèlent la pensée secrète des capitalistes, afin de mettre en perspective le récit officiel, édulcoré, avec un récit intime, révélant les intentions véritables, ce qui permet de nuancer le récit original. Ces commentaires permettent aussi de désamorcer

les fondements du récit, ce qui lui donnent de la force, en montrant que derrière les grandes idées, il y a parfois les intérêts sonnants et trébuchants. On voit alors que le récit capitaliste, comme n'importe quel récit, ne ment pas frontalement mais s'appuie sur des omissions et des raccourcis.

Tous les clichés ne sont pas forcément déconstruits dans ce récit directement, mais les lecteurs qui souhaiteraient aller plus loin liront avec profit le carnet qui accompagne le jeu Capitalisme – Les 7 Clichés Capitaux qui déconstruit 7 clichés autour du capitalisme².

1.1.2. MISE EN CONTEXTE ET GRILLE DE LECTURE DU RÉCIT CAPITALISÉ EN REGARD D'UNE LIGNE DU TEMPS



Le récit du capitalisme pour le moins décoiffant et au second degré de la réussite du modèle capitaliste ainsi que notre ligne du temps qui mêle à la fois des événements qui illustrent le développement du capitalisme, racontent les luttes sociales, témoignent de l'émergence d'alternatives économiques ou encore éclairent le cadre posé par les états ou les instances internationales depuis le début de la révolution industrielle demandent quelques clés de lecture pour bien en saisir notre intention et la portée de ces textes. C'est que le cours de l'Histoire n'est pas inéluctable. Comme tout système, l'ordre social institutionnalisé qu'est le capitalisme est régulé par des forces, des contre-pouvoirs et événements.

Aldous Huxley disait : « *La réalité n'est pas ce qui arrive mais ce que nous faisons avec ce qui nous arrive* ». Cela signifie qu'analyser le capitalisme nécessite de regarder les relations entre trois éléments majeurs : le capital, l'État et les mouvements sociaux. C'est en comprenant ces relations qu'on pourra agir au mieux face à la situation actuelle.

Aujourd'hui, on a l'impression que ce qui se passe est inévitable : le modèle et les idées de social-démocratie, qui visent moins d'inégalités et plus de liberté, d'émancipation personnelle et collective s'effondrent face au retour des régimes autoritaires et voire fascistes, soutenus par les forces économiques capitalistes. Bien que l'on nous conte depuis les années 90 que la démocratie allait de pair avec le développement économique, le retour des dictatures ne devrait pas nous surprendre. C'est le résultat d'un paradoxe : la démocratie et les pouvoirs économiques entretiennent une relation complexe.

L'accumulation ne pourrait pas exister sans un cadre juridique solide pour protéger les entreprises privées et les échanges commerciaux (comme la propriété privée, les régimes fiscaux avantageux, la libre circulation des capitaux, voire la correction de dysfonctionnements de l'économie par les Etats ou les organisations supranationales, etc.). Notre ligne du temps en témoigne : l'Etat est garant d'un cadre favorable à l'épanouissement capitaliste³. Mais, le capitalisme ne pourrait pas non plus fonctionner sans **un autre cadre qui garantit les conditions de reproduction sociale par des politiques qui définissent les conditions de travail, la sécurité sociale, le renouvellement des générations ou la protection de l'environnement**. Ce second cadre est tout aussi primordial et a été largement construit par les forces sociales puis par les Etats pour faire face à des crises économiques majeures.

L'État, à travers des politiques publiques, joue un rôle clé en soutenant ces deux cadres : celui qui garantit le développement économique et celui qui assure la reproduction sociale. Or c'est précisément là que se situe le paradoxe : le capital dépend des pouvoirs publics pour en garantir le fonctionnement – voire pour éviter sa perte comme lors des crises financières de 1929 et 2008 – mais il n'a de cesse d'affaiblir les pouvoirs démocratiques et les conditions de reproduction sociale car l'impératif d'accumulation est sans limite et l'oblige à détruire le cadre de reproduction sociale. Or, ce paradoxe n'est possible que parce que les sphères du pouvoir public et du pouvoir économique sont considérées comme « *naturellement* » séparées. **Le capitalisme se fonde sur cette distinction qui est par essence anti-démocratique, en excluant l'économie de la démocratie.**

**L'ETAT EST
GARANT D'UN
CADRE FAVO-
RABLE À L'ÉPA-
NOUISSEMENT
CAPITALISTE**

Cette distinction le rend antidémocratique car elle soumet nos choix de production, qui sont au cœur de notre choix de société, à la loi du marché⁴. Elle nous met dans l'incapacité de décider collectivement ce qui doit être produit et en quelle quantité, sur la base de quelles énergies et de quelles ressources naturelles, de l'organisation du travail de reproduction sociale et son rapport au travail productif. **Elle rend le capitalisme hostile à la démocratie** car dans ce rapport entre Etat et capital, il faut des démocraties fortes, de l'action politique au service de la société et des principes régulateurs du marché qui garantissent une production durable et éthique. Or, avec l'avènement du néolibéralisme et la financiarisation de l'économie, c'est tout l'inverse qui s'est produit⁵. **Il a renforcé les pouvoirs économiques privés à un tel point qu'ils régissent les relations entre capital et Etats et placent ceux-ci – c'est-à-dire nous les citoyens – dans une relation de débiteur à créancier.**

18\

3/ Voir aussi à ce sujet l'analyse de Marian de Foy, « *Capitalisme, la quadrature du cercle* », SAW-B, 2023

4/ Nancy Fraser, « *L'impossible démocratie de marché* », Le Monde Diplomatique, décembre 2024.

5/ Voir à ce propos l'interview de Barbara Stiegler "La philosophe Barbara Stiegler : « *Les gens savent-ils exactement ce qu'est une démocratie ?* » réalisée par Carmen-Perez Lanzac (pour El Pais) in supplément Lena, Le Soir, avril 2023. Disponible sur <https://www.lesoir.be/515452/article/2023-05-25/la-philosophe-barbara-stiegler-les-gens-savent-ils-exactement-ce-quest-une>

Dans ce contexte, **les mouvements sociaux ont perdu de leur influence.** Non seulement les États ne peuvent plus autant financer les politiques sociales et d'emploi mais aussi parce que le chant des sirènes sur le partage des fruits de la croissance nous a séduit puis étourdi. Il nous a détourné de nos luttes pour la démocratisation, comme une mise sous contrôle démocratique, des outils de production et éloigné de nos initiatives pour organiser l'économie autrement quand elles n'ont pas été tout simplement balayées par les forces du marché et le consumérisme. Au lieu de chercher à repenser le système, nous avons été absorbés par la consommation. **Avec la mondialisation et l'affaiblissement des États, les acquis sociaux des dernières décennies se sont effondrés. Des revendications sociales pour améliorer nos conditions de vies nous reviennent à la lutte sociale pour préserver nos vies.**

C'est dans ce terreau fertile que se développent des partis populistes de droite et d'extrême droite. Leurs dirigeants séduisent les électeurs en promettant de « *reprendre* » leur pays au capital mondial mais ils n'ont que peu de solution à proposer. En réalité, ils font plutôt partie de la même oligarchie et créent les conditions propices à leur profit quand ils ne sont pas, comme Trump, des capitalistes eux-mêmes. Aux États-Unis, depuis la victoire de Trump aux élections, l'alliance que nous voyons se nouer sous nos yeux entre les pouvoirs économiques et politiques est l'exemple le plus évident d'une dérive autocrate.

*CE N'EST QUE LORSQUE NOUS
COMPRENDRONS QUE LES CRISES
DÉMOCRATIQUES, SOCIALES ET
ÉCOLOGIQUES QUE NOUS RENCONTRONS
NE SURVIENNENT, NON PAS EN DÉPIT MAIS
À CAUSE DE L'ORDRE ÉTABLI, QUE NOUS
POURRONS ENFIN AGIR ET IMAGINER LE
RÉCIT D'UNE AUTRE ÉCONOMIE.*

LIGNE DU TEMPS

Affirmer que l'ES existe depuis toujours serait une erreur d'appréciation. En tout cas si l'on tient compte de sa définition actuelle reposant sur 3 piliers : organisation économique, buts sociaux et principes de gouvernance participative. Certes, depuis l'antiquité et depuis bien avant sans aucun doute, les humains ont cherché à s'associer dans des objectifs d'entraide ou de défense d'intérêt mutuel. Mais c'est également lié au fait que les échanges économiques étaient bien moins dictés par un marché non contrôlé socialement que par des logiques de réciprocité. Cela ne signifie pas pour autant que ces organisations étaient organisées par des principes d'égalité dans le processus de décision.

Vers le 11^{ème} siècle, les premières guildes marchandes et corporations d'artisans se forment. Elles deviendront de véritables contre-pouvoirs dans la société féodale notamment par leur pouvoir financier et le rôle qu'elles prennent dans la défense armée des villes. S'agit-il déjà d'économie sociale ? Certainement si l'on ne garde de ses principes que les aspects d'autonomie de gestion et de défense des intérêts de la communauté... pour le reste, on en est loin !

Moyen-Âge

1454

1250

1250 : Toulouse, création de la première société anonyme : La société des Moulins de Bazacle (60 moulins tout de même...) dont les « *uchaux* » ou actes notariés attestant du placement financier pouvaient s'échanger de mains en mains et dont la valeur variait en fonction de la conjoncture économique et la rente promise par l'entreprise. Bref, l'équivalent des actions actuelles...

1454 : invention du brevet à Venise.

1492

15^{ème} et 16^{ème} siècle : développement des premières compagnies commerciales en Europe et Scandinavie (exemples : Vereenigde Oostindische Compagnie aux Pays Bas, Casa da India au Portugal, Virginia Company en Angleterre, etc.) Ces compagnies sont à l'origine du développement de nombreux dispositifs qui fondent encore aujourd'hui le modèle capitaliste : bourse des valeurs, sociétés anonymes, actions et obligations, logique de l'entreprise multinationale aux multiples filiales. C'est l'âge d'or du capitalisme marchand.

La ligne du temps peut se lire par période, mais aussi par catégories listées ci-dessous, selon les différents codes couleurs du texte correspondant à ces catégories :

1. Economie capitaliste (bleu)
2. Développement de l'ES (vert)
3. Lutttes sociales (rouge)
4. État (ocre)

Fin 18^{ème} la révolution industrielle se propage en Europe. De nombreuses inventions voient le jour, comme le télégraphe, la locomotive, le bateau à vapeur, qui réduisent les distances et accélèrent le développement du capitalisme. Cela va accélérer l'information et intensifier les échanges économiques avec pour résultat une spéculation renforcée.

1789 : la Révolution française bouleverse les rapports de pouvoir à l'échelle de la France et de l'Europe entière. La bourgeoisie prend le pouvoir et abolit les privilèges de la noblesse. Elle confisque les biens de l'église et consacre l'égalité formelle face à la loi. A un détail prêt, c'est que les inégalités économiques, loin d'être abolies, sont protégées par les « Droits de l'Homme » qui défendent la propriété privée.

1791 : Au cours de la révolution française, la bourgeoisie abolit également les associations professionnelles par la Loi « Le Chapelier ». La loi interdit tout groupement professionnel, que ce soit de gens de métier, les « maîtres », ou de leurs ouvriers et apprentis et donc, les syndicats et l'expression de toutes revendications collectives.

Développement du capitalisme et révolution industrielle

1789

1791

Cette révolution industrielle crée une nouvelle classe sociale, la classe ouvrière, qui travaille dans ces industries, mais vit dans la misère malgré les richesses immenses générées par la révolution industrielle. En réaction, les artisans et ouvriers s'organisent. Trois piliers d'actions se dégagent :

- ☛ L'action politique et de résistance (manifestations, grèves, sabotages, etc.) pour améliorer les conditions de travail
- ☛ L'entraide mutuelle à travers les caisses de solidarité
- ☛ L'accès aux biens de nécessité (pain, savon, etc.) par les coopératives de consommation

Fin du 18^{ème} siècle, en France, les artisans et ouvriers s'organisent en coopératives de production afin de détourner la Loi « Le Chapelier ». Les premières coopératives de production apparaissent et la pensée d'économistes « utopistes » (Saint-Simon, Fourier, Owen, Godin, etc.) émerge.

Exemple : en Angleterre, Robert Owen, propriétaire d'une filature, cherche à améliorer les conditions de travail et l'éducation de ses ouvriers. Parallèlement, il développe le concept de « Communauté de travailleurs ». En 1825, il le met en pratique par la création de deux « Communautés de Travailleurs » qui sont des organisations d'environ 1200 personnes, en autogestion, dont la portée dépasse l'organisation de l'outil de production mais gère la vie communautaire. L'une se situait en Angleterre près de Glasgow, l'autre dans l'Indiana aux USA.

1821 : L'anglais John Cockerill vient s'installer en Belgique pour y construire un haut fourneau. Il est attiré par le charbon, ressources indispensables pour le développement de la métallurgie, qui est présent en abondance en Wallonie.

1853 : découverte du procédé Solvay qui permet de synthétiser la soude, qui lance l'industriel Solvay dans la chimie et amène au développement international de son entreprise.

1838 : Les ouvriers anglais, révoltés par leurs conditions de travail et de vie, se mobilisent pour le droit de vote, pensant ainsi pouvoir prendre le contrôle de l'État pour le retirer des mains des riches qui sont alors seuls au pouvoir grâce au vote censitaire. Plus d'un million d'ouvriers signent la Charte du Peuple qui sera présentée au parlement pour demander une réforme électorale. Cette charte sera refusée par le parlement bourgeois qui enverra ses troupes réprimer les ouvriers mobilisés.

1864 : Londres, création de l'Association Internationale des Travailleurs. Première étape de la construction internationale du mouvement ouvrier. Le mouvement ouvrier dépasse le syndicalisme, il inclut les partis politiques et les différentes formes d'action sociale et économique comme le coopératisme, l'associationnisme et le mutualisme.

1800

1821

1838

1848

1844

1853

1844 - Royaume Uni : création par 28 tisserands de la première coopérative de consommation « Société des équitables pionniers de Rochdale » qui inspirera de nombreuses autres initiatives ouvrières en Europe et dans le monde par ses principes coopératifs + lien ACI

1848 : Rédaction du Manifeste du Parti Communiste par Karl Marx, qui affirme que le capitalisme est un système d'exploitation et de concurrence, et que les travailleuses et les travailleurs sont capables de le renverser.

1871 : En pleine guerre entre la France et la Prusse, le gouvernement abandonne la ville de Paris, alors assiégée. La population de Paris reprend entre ses mains le contrôle de la ville, et met en place la Commune de Paris, une ville dirigée par des comités populaires, des élus révoquables, et qui instaure la réquisition de certains ateliers, l'interdiction du travail de nuit, l'éducation gratuite, etc. La commune sera renversée par les ennemis d'hier, la bourgeoisie française et prussienne, qui se rassemblent pour écraser dans le sang la commune de Paris.

Extension du capitalisme

1873 : Belgique : la loi sur les coopératives vient consacrer leur développement qui existait déjà dans les faits. Les coopératives, qui étaient jusque-là majoritairement socialistes, sont aussi développées par le mouvement catholique, et même par le mouvement libéral. Elles sont à la fois des coopératives de consommation et de production. Les coopératives de consommation investissent tous les secteurs : biens de première nécessité comme le pain (Vrije Bakkers – à l’origine du Vooruit à Gand en 1873), le secteur de l’épargne et du crédit (Cera, à Rillaar en 1892).

1880 : Les luttes contre l’exploitation se multiplient en Belgique et de nombreux syndicats sont fondés, qui s’allieront pour fonder la Parti Ouvrier Belge en 1885.

1905 : création du groupe Eternit, en Belgique, qui rachète le brevet de l’amiante-ciment et le commercialise à l’échelle internationale, alors que les risques de l’amiante sur la santé des travailleurs sont identifiés. Ils feront du lobbying pour freiner la réglementation du secteur.

1906 : la Société Générale de Belgique, un fonds d’investissement belge, commence à investir dans la colonie congolaise de Léopold II. L’exploitation brutale de la population congolaise, qui diminue de moitié durant cette période, enrichira énormément la société générale.

1864

1873

1880

1895

1905

1913

1871

1875

1885 : Le capitalisme, qui s’est déjà tellement enrichi avec la révolution industrielle, cherche des nouvelles « opportunités d’investissement » à l’étranger. Conférence de Berlin, partage de l’Afrique entre les puissances coloniales.

1898

1906

1914

1895 : Création de l’Alliance Coopérative Internationale qui formalise les 7 principes coopératifs déjà proposés par les pionniers de Rochdale en 1844. Ce mouvement crée un socle commun pour toutes les coopératives à travers le monde.

1913 : Suite à l’expansion importante des coopératives en Belgique, le Parti Ouvrier Belge, qui contrôle un grand nombre de ces coopératives, crée une banque pour le soutien et le développement de nouvelles coopératives. Cette banque va cependant perdre ses valeurs et se banaliser, en investissant comme une banque classique notamment dans la colonisation du Congo.

1898 : création de la Sofina, un fonds d’investissement allemand en Belgique. La société deviendra l’un des plus grands fonds d’investissement du pays à la suite de divers investissements dans de nombreux secteurs.

1914 – 1918 : Avec l’expansion du capitalisme, les bourgeoisies anglaise, allemande, belge, française, etc. sont en compétition pour exploiter les investissements ultra-rentables que sont les colonies. Cette compétition sera une des causes de la première guerre mondiale.

1917 : En pleine guerre, la population russe se mobilise. Les femmes lancent une manifestation le 8 mars contre la famine imposée par la guerre. Les soldats refusent de continuer à aller se battre. Ces mouvements vont jusqu'au renversement du tsarisme et la mise en place d'un gouvernement élu par des assemblées de quartiers, de soldats et d'usines. Elle inspirera d'autres révolutions en Allemagne, en Hongrie, en Finlande, en Italie, etc. Le nouvel état démocratique sera cependant renversé progressivement par la dictature de la bureaucratie dirigée par Staline.

1920 : Les États créent la Société des nations, censée garantir la paix entre les peuples et éviter qu'une guerre se déroule de nouveau.

1929 : Crash de Wall Street : début de la plus grande crise économique mondiale du XXe siècle. Il faudra attendre 1933 et la politique de Roosevelt pour que les USA adoptent le «*New Deal*», mode de régulation de l'économie proposée par Keynes, axée sur une intervention forte de l'Etat.

1914

1917

1920

1919

1929

1919 : Dans le cadre du Traité de Versailles imposé à l'Allemagne, suite à sa défaite après la Première guerre mondiale, de lourdes réparations et l'amputation de certains territoires ainsi que de ses colonies, l'Organisation Internationale du Travail voit le jour selon le principe que la paix universelle ne peut être fondée que sur la base de la justice sociale.

1919 : La fin de la guerre amène de nombreuses tensions sociales. Les populations sont révoltées de s'être entretuées pendant des années pour les profits des industriels. Pour calmer les choses, le suffrage universel masculin est mis en place en Belgique.

1929 - 1939 : En réaction à la crise, les mondes économique et politique cherchent des boucs émissaires pour éviter d'en endosser la responsabilité. Les discours démagogiques anti-migrants se développent. Des lois de déportations sont mises en place contre les Mexicains, et plus d'1,8 million d'entre eux seront raflés et renvoyés au Mexique sous la présidence de Hoover, et les déportations continueront, bien qu'en diminuant, sous la présidence de Roosevelt.

1933 : Après le traité de Versailles, qui impose d'immenses réparations au peuple allemand, et la crise de 1929, la bourgeoisie allemande veut récupérer une place dans l'économie internationale. Elle va financer Hitler qui lui promet de se débarrasser des syndicats et des partis de gauche qui limitent la possibilité pour les patrons de baisser les salaires et de se préparer à lancer une guerre pour arracher des colonies à d'autres bourgeoisies.

1934 : La banque de Bruxelles, une importante banque belge qui a été affectée par la crise, sépare ses activités bancaires et son fonds d'investissement, ce qui amène à la création de la Brufina, qui deviendra le Groupe Bruxelles Lambert en 1977.

10 mai 1944 : Déclaration de Philadelphie qui deviendra la Charte de l'OIT. Elle énonce les grands principes d'action de l'OIT et affirme notamment que « *le travail n'est pas une marchandise* ». Elle vise à placer l'humain, et donc le politique, en position prévalente permettant de contrecarrer l'inclinaison « *naturelle* » du capitalisme.

22 juillet 1944 : Accords de Bretton Woods qui définissent les grandes lignes du système financier international de l'après seconde guerre mondiale : mise en place du FMI et de la Banque Mondiale (à l'époque BIRD). Le retour à l'étalon-or pour chaque monnaie étant impossible, l'un des pivots du nouveau système financier est le « *Gold Exchange Standard* » fondé sur une seule monnaie, le dollar américain : toutes les monnaies sont définies en dollar et seul le dollar est défini en or. Du dollar dépendent désormais la croissance et l'inflation mondiales.

1934

1944

1933

1939

1945

1934 : Faillite de la banque belge du travail qui entraîne la faillite de nombreuses coopératives. Contrairement à de nombreuses autres banques belges, la Banque Belge du Travail ne sera pas soutenue par l'État au moment de la crise.

1944 : en Belgique et en France se mettent en place des « *Etats Sociaux* » avec une généralisation des dispositifs de protection sociale imaginés et nés dans les mouvements ouvriers dès le 19^e siècle. Les différentes caisses de solidarité, de maladie, de chômage, de retraite sont fusionnées dans un système de sécurité sociale à l'échelle nationale, obligatoire pour tous.

1939 - 1945 : Hitler, soutenu par la bourgeoisie allemande, déclenche la deuxième guerre mondiale qui mettra le monde entier à feu et à sang pendant cinq longues années. La violence de cette guerre sera alimentée par les marchands d'armes et de canons du monde entier qui s'enrichiront énormément.

1945 : Après la guerre, les gouvernements tentent de faire renaître la corde nationaliste, pourtant à l'origine des deux guerres mondiales, en appelant à la « *Bataille du charbon* », une mobilisation de la population pour reconstruire le pays après la guerre en augmentant énormément la production du charbon.

1945 et plus : Partout dans le monde, de nombreuses luttes se développent contre la colonisation, et les colonies vont progressivement obtenir leur indépendance après des longues périodes de luttes et de guerres.

1948 : La loi pour le droit de vote des femmes est passée. Celle-ci est notamment proposé par le parti catholique, qui espère que le vote des femmes amènera à faciliter le retour du roi Léopold III en Belgique, au moment où la question royale remet en question sa légitimité. Le parti catholique estime à cette époque que les femmes auront plus tendance à être attachées au roi. La loi est également soutenue par le parti Communiste, mais aussi par la députée socialiste Isabelle Blume, qui rappelle le rôle des femmes pendant la guerre et le droit qu'elles ont à participer à la démocratie.

1950's : Développement de Mondragon, un groupe de coopératives dans un petit village espagnol, qui deviendra la plus grande coopérative du monde.

1961 : Grève générale en Belgique contre la Loi Unique qui est une grande loi pour l'austérité. Alors que le mouvement mobilise partout en Belgique, un syndicaliste wallon, André Renard, divise le mouvement en avançant que les travailleurs wallons devraient lutter séparément des travailleurs flamands, ce qui amène à l'essoufflement du mouvement.

1950

1945

1948

1950 : David Riesman critique pour la première fois la société de consommation, au moment où, juste après la famine générée par la guerre, une partie de la population commence à retrouver une forme de confort avec la reprise économique.

1950 - 1970 : Avec la reprise du développement économique, la concurrence capitaliste fait rage. Le marché est tendu, et partout des investisseurs, comme Delhaize ou Colruyt, ouvrent des magasins et proposent des produits aux prix les plus bas. Les coopératives de consommation sont incapables de suivre le rythme, et un grand nombre d'entre elles tombent en faillite.

1961 : Les premiers supermarchés arrivent en Belgique, notamment avec le Super Bazar à Auderghem. Il devient beaucoup plus facile et rapide de faire ses courses, et de nouvelles familles, comme la famille Colruyt ou Delhaize sautent sur l'occasion pour développer leur fortune.

1968 : Au départ des luttes contre la guerre au Vietnam lancée par les États-Unis, un mouvement de lutte se développe partout dans le monde, y compris en France où une grève de dix millions d'individus immobilise le pays. Le mouvement, qui touche massivement les travailleurs, aboutira finalement à des hausses de salaires importantes, mais qui seront rapidement rattrapées par l'inflation. Certains récupéreront le mouvement pour en faire un mouvement pour l'épanouissement personnel, de manière individualiste.

1970's, Belgique : naissance des maisons médicales qui vont proposer un nouveau rapport à la santé basé sur la solidarité. Les maisons médicales permettent aux patients de payer un forfait mensuel et d'ensuite pouvoir accéder aux visites autant que nécessaire, sans coût supplémentaire, ce qui pousse à consulter au plus tôt, et donc éviter l'aggravation des maladies.

1973 etc. : Emergence des associations de formation professionnelles (aujourd'hui CISP), réponse citoyenne pour assurer la formation et la transition professionnelle. « Intérêt de l'Etat » pour créer des politiques à moindre coût...

1971 : Fin de convertibilité en or du dollar. Décidée unilatéralement par le Président des USA, Richard Nixon, la libéralisation financière s'accélère. Désormais les Etats ne se financent plus par leurs banques centrales et les garanties qu'elles pouvaient assurer mais par le marché sur lequel ils empruntent à des taux d'intérêts orientés par des agences – privées - de notation de leur santé financière.

1974 : Ackermans & Van Haaren, l'entreprise belge de construction et de dragage devient une holding et diversifie ses activités à l'échelle mondiale.

Spéculation et crises

1961

1968

1970

1971

1973

1974

1975

1977

1973 : Premier choc pétrolier. L'entente sur les volumes de production au sein de l'OPEP, imposé par les États-Unis, provoque une hausse des prix jamais connue du pétrole, de l'énergie. La concurrence internationale et la recherche de profit pousse les industriels belges à fermer les industries.

1975, Belgique : les femmes de ménage de l'UCL s'organisent en coopérative « Le balais libéré » et « virent leur patron » afin d'améliorer leurs salaires et leurs conditions de travail. La coopérative durera 14 ans, jusqu'à ce que l'UCL ne choisisse un autre prestataire moins cher.

1973 : Invention par des banques privées de SWIFT, un système d'échange internationaux de mandats financiers sous forme électronique, qui permet d'accélérer encore les transactions et accélère la mutation du capitalisme dans sa forme financière et spéculative.

1977 : création du Groupe Bruxelles-Lambert, suite à la fusion de la Banque de Bruxelles et de la Banque Lambert. Ce groupe financier est encore aujourd'hui l'un des plus gros groupes financiers belges dont les principaux actionnaires, la famille Frère, sont parmi les plus grandes fortunes de Belgique.

1980's : les gouvernements américains et anglais, dirigés par Thatcher et Reagan, mettent en place une politique néolibérale, qui consiste à diminuer drastiquement les dépenses de l'État et à libéraliser les services publics.

2000 : crise de la « bulle internet » suite à une forte activité spéculative dans les sites internet de l'époque, dont tout le monde va s'arracher les actions, avant de se rendre compte qu'elles sont largement surestimées.

2004 : Création de Odoo, une entreprise de logiciel de gestion qui s'étendra à l'international et fait de son fondateur, Fabien Pinckaers, l'un des hommes les plus riches de Belgique.

1980

1991

2000

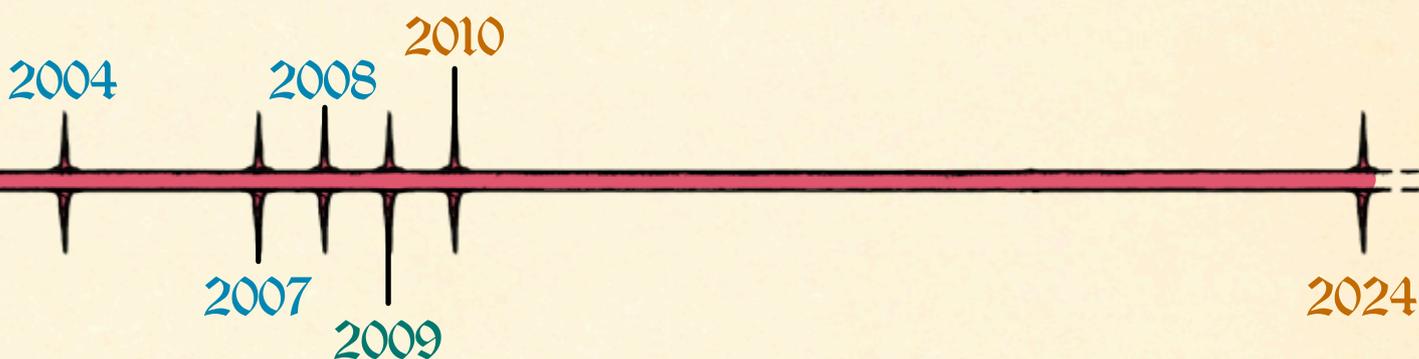
1991 : l'URSS se disloque, mettant fin à l'existence d'une région immense du globe qui fonctionnait sur d'autres principes que le capitalisme. Les représentants du capitalisme crient à la victoire et l'auteur japonais Fukuyama annonce même la « fin de l'histoire » avec la victoire définitive du capitalisme sur tous les autres systèmes.

2007 : apparition de l'iPhone qui propose un nouveau design et système d'exploitation pour les téléphones portables.

2008 : crise économique causée par la spéculation sur les prêts bancaires et le marché immobilier aux États-Unis. Cette crise montrera l'interpénétration du réseau bancaire international, la faillite d'une banque entraînant automatiquement de nombreuses autres banques partout dans le monde derrière elle. Les banques sont sauvées à coup de milliards par l'argent public.

2009 : Création du Conseil Wallon de l'Économie Sociale (CWES) et régionalisation de la matière « *économie sociale* », qui améliore la reconnaissance de l'économie sociale et facilite son développement.

2010's : Remontée des nationalismes et des discours d'extrême droite, ce qui amène à une augmentation des budgets militaires – soit aussi la production et le commerce des armes - partout dans le monde. Entre 2017 et 2023, les dépenses d'armement à l'échelle mondiale ont ainsi augmenté de 26%.



2008 : Au passage, la BACOP qui tire ses origines dans le milieu syndical et mutualiste chrétien disparaît. C'est qu'au cours des années '90, au gré des achats, fusions et acquisitions rapides dans le secteur bancaire, la BACOP s'est associée à Fortis. Elle disparaîtra avec le démantèlement de FORTIS organisé par le gouvernement belge pour sauver son secteur bancaire. Les actifs détenus par les organisations et institutions d'économie sociale majoritairement chrétiennes s'envolent en fumée.

2024 : Réélection de Donald Trump, et alliance des milliardaires derrière l'extrême droite américaine, avec Elon Musk, Mark Zuckerberg, etc.



1.2. L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE : UNE UTOPIE RÉALISTE POUR LE XXI^e SIÈCLE ?

ENTRETIEN AVEC ROBERT BOYER

Nous avons lu une interview puis le livre que consacre Robert Boyer à l'ESS⁶ et nous avons décidé de solliciter une rencontre tant les réflexions de cet économiste recourent et prolongent celles que nous nous sommes faites à travers le temps et notre rôle d'acteur intermédiaire entre les associations, entreprises et fédérations sectorielles de l'économie sociale et les pouvoirs publics. **Robert Boyer est un économiste français. Il est connu comme l'un des fondateurs de la théorie de la régulation.** Celle-ci est une approche hétérodoxe de l'économie qui tente d'expliquer le passage de la croissance à la crise, sans invoquer de chocs externes. Comme il l'explique lui-même, son récent livre sur l'ESS est un regard nouveau mais ô combien pertinent de ce macroéconomiste sur le sujet.

1.2.1. TROIS SOURCES D'INSPIRATION

Dans cette interview, qu'il a accepté de nous accorder, l'auteur situe sa réflexion sur l'ESS au croisement de trois sources. La première source est sa conception institutionnelle de l'économie. *« Dès 1973, j'étais macro-économiste pour le Ministère des finances en France et j'ai vu que le magnifique modèle que nous avons élaboré ne fonctionnait pas. Avec mes collègues, dont Michel Aglietta, on a revisité l'histoire du capitalisme américain, puis français, et nous nous sommes aperçus du rôle considérable des institutions. Nous ne vivons pas tous atomisés sur un marché. Nous sommes salariés, citoyens, membres d'une association, contributeurs à la fiscalité, impliqués dans nos municipalités, etc. Nous ne sommes pas dans des économies de marché, nous sommes dans des économies truffées d'ins-*

^{6/} Robert Boyer, *L'économie sociale et solidaire. Une utopie réaliste pour le XXI^e siècle ?*, Les Petits Matins, 2023 et Thomas Lamarche, Renaud Metereau, « Entretien avec Robert Boyer. La possibilité d'un régime socioéconomique dominé par l'ESS ? », dans RECMA, n° 367, 2023.

titions : les conventions collectives, le régime fiscal, le droit du travail, le droit de la concurrence, le droit de l'environnement, etc. Nous avons découvert que ce sont les organismes intermédiaires qui structurent l'économie et que les institutions sont beaucoup plus importantes que le marché lui-même. Pour reprendre une expression de mon collègue Olivier Favereau : le marché assure l'équilibre entre une série d'îlots organisationnels et institutionnels. C'est fondamental pour l'analyse. Il n'y a pas que le jeu Marché-Etat ou Entreprises-Etat. »

La deuxième source d'inspiration est son intérêt pour les crises. *« Selon la théorie de la régulation, il est surprenant qu'un mode de production aussi contradictoire que le capitalisme perdure. Puisque, grosso modo, il favorise des bouffées d'accumulation, de surproduction, d'ajustement et il reproduit en permanence un conflit capital-travail. Comment se fait-il qu'il tienne ? Il tient grâce à des institutions qui assurent un compromis. »*

Notamment les institutions de l'ESS.

L'auteur s'est rendu en Argentine en 2000 alors que le pays connaît une crise économique majeure. C'est alors qu'il découvre l'ESS, comme réaction à une crise majeure : *« L'économie s'effondre. On invente des monnaies locales, des clubs de troc et on voit apparaître des coopératives ouvrières qui reprennent le flambeau des entreprises en faillite, les récupèrent en autogestion. Sans ces éléments, la société aurait été plus mal lotie. Donc j'ai découvert l'ESS comme défense du lien social, lorsque tous les acteurs politiques ont abandonné les citoyens. »*

La troisième source est une invitation. Invité à présenter l'analyse des régulationnistes sur l'ESS lors d'une journée d'étude à Amiens, Robert Boyer écrit le premier jet de ce qui deviendra le livre finalement publié aux Editions Les Petits Matins. En tant que non spécialiste de l'ESS, l'auteur démontre la nécessité de celle-ci pour que l'économie capitaliste perdure. Mais aussi l'extrême difficulté de l'ESS à se constituer en un mode de production alternatif. Il y a une relation dialectique entre capitalisme et ESS : à chaque crise, l'ESS se rénove et joue un rôle et lorsqu'un ordre socio-économique est rétabli, la place et le soutien à l'ESS diminue. C'est là le cœur de sa démonstration.

**À CHAQUE CRISE,
L'ESS SE RÉNOVE
ET JOUE UN RÔLE
ET LORSQU'UN
ORDRE SOCIO-
ÉCONOMIQUE EST
RÉTABLI, LA PLACE
ET LE SOUTIEN À
L'ESS DIMINUE.**

« Dans mon livre, je me pose deux questions. Un : pourquoi l'ESS existe et, contrairement à tous mes collègues keynésiens, schumpétériens, je démontre la nécessité de l'ESS. C'est une démonstration forte, parce qu'en général, il est dit

qu'on n'en a pas vraiment besoin. Deux : pourquoi l'ESS est-elle structurellement incapable de se constituer en un mode de production alternatif, sauf en économie autarcique. On peut imaginer des phalanstères, des utopies sociales localisées, etc. qui auraient incorporé ce modèle mais à l'époque de la transnationalisation du capital, des rendements d'échelle, etc., la grande difficulté, c'est l'incapacité des membres de l'ESS à faire apparaître son point de vue comme solution possible d'organisation des sociétés contemporaines sur une longue période. C'est ça, à mon avis, la grande difficulté. »

La thèse est forte : au départ du constat que l'ESS sert de béquille au capitalisme, rend viable le système qui est fondamentalement injuste, l'auteur entame une réhabilitation intellectuelle de ce que pourrait potentiellement être l'ESS. *« Ce n'est pas un placebo, ce n'est pas un petit sparadrap, c'est un élément constitutif d'un développement. Le cœur de mon analyse est le questionnement suivant : est-ce que le politique joue le marché, est-ce qu'il joue l'Etat, est-ce qu'il joue l'ESS et la société civile et son primat de solidarité ? Et ça donne des variantes concrètes très différentes de l'ESS. Est-ce qu'elle est dominante, est-ce qu'elle est dominée ? Ou est-ce qu'elle est équilibrée par rapport à l'Etat et au Marché ? »*.

1.2.2. FAIBLESSE DU QUESTIONNEMENT SUR LE POTENTIEL DE L'ESS

 e questionnement est très peu présent dans les recherches en économie et dans les réflexions politiques ou même, et c'est nous qui l'ajoutons, au sein des réflexions des acteurs diversifiés de la société civile. Pour expliquer cette situation, l'auteur évoque un blocage idéologique mais aussi une défaite intellectuelle.

Un blocage idéologique est au cœur de la pensée économique. Cette discipline se présente comme scientifique alors qu'elle est une construction, une représentation particulière du monde. Celle-ci voit le marché comme indépassable, comme le moins mauvais de tous les systèmes (comme on le dit de la démocratie représentative). *« Pour les macroéconomistes, l'ESS n'a aucun rôle à jouer. Pour eux, c'est du détail, ça ne compte pas, ça ne sert à rien, c'est une absurdité, c'est le ruban sur le cadeau de fin d'année. »* Il y a bien des crises. Et lors de toutes les grandes crises, l'ESS renaît sous des formes renouvelées. C'est récemment le cas avec l'invention du dispositif des Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée. Cette nouveauté est bénéfique mais elle n'a pas d'effet sur

la politique macro-économique de l'emploi. Celle-ci est intangible et une fois encore, c'est à l'ESS d'innover et de s'ajuster. Il s'agit là d'une situation de dépendance très préjudiciable : *« on capte la bienveillance et la mobilisation des militants pour finalement faire accepter un système totalement injuste qu'on ne refait pas »*.

Il faudrait un *aggiornamento* des économistes mais celui-ci est peu probable. Ne serait-ce que parce qu'on n'enseigne pas l'ESS dans les universités et dans les départements d'économie (même si des cursus apparaissent dans les *business school*)⁷. La question de savoir quels sont les grands obstacles à la diffusion de l'ESS comme un mode de production, comme un système social alternatif, comme le voulaient les créateurs, n'est absolument pas posée en sciences économiques.

La défaite intellectuelle est celle des partis sociaux-démocrates et des syndicats face au concept et aux pratiques du marché. Un peu à la manière de la lampe d'Aladin, ceux-ci ont libéré l'esprit du marché. Notre auteur prend l'exemple du Premier Ministre français Pierre Bérégovoy, qui était selon lui un syndicaliste absolument remarquable, un socialiste convaincu qui a pourtant libéralisé les marchés financiers de la dette publique pour essayer d'abaisser son coût et défendre des marges de manœuvre budgétaire. Résultat : 60 % de la dette est détenue par des investisseurs internationaux dont des fonds de pension américains qui organisent une camisole de force sur les choix budgétaires du pays. Le marché est perçu comme égalitaire, juste, source de liberté et neutre, véritable antienne idéologique. Or, les mécanismes de marché polarisent, reproduisent les inégalités et le pouvoir des capitalistes et donc l'inégalité capital/travail. Ce qui heurte de plein fouet, toujours selon Robert Boyer, l'idéal de l'économie sociale et solidaire qui, elle, restaure l'égalité de tous ceux qui créent de la valeur. Mais, ajoute-t-il, peut-être est-ce aussi dû à l'abandon par l'ESS du mythe social fondateur de libération de l'homme, de son rôle émancipateur, malgré les efforts de minorités ? *« Un tel récit n'est pas très présent dans la société. Dans la campagne électorale, dans les partis de gauche, presque personne n'a évoqué l'ESS. »*

**NOTRE SOCIÉTÉ
OCCIDENTALE EST
INDIVIDUALISTE
ET PARADOXALE.
NOUS SOMMES
PARTAGÉS ENTRE
DES OBJECTIFS DI-
VERS ET CONTRA-
DICTOIRES.**

La complexité des mécanismes qui permettraient d'établir l'ESS comme un mode de production alternatif au capitalisme est grande. Elle transcende la diversité des sociétés. Notre société occidentale est individualiste et paradoxale. Nous sommes partagés entre des objectifs divers et contradictoires : **nous voulons des avantages publics, mais nous ne voulons pas payer d'impôts ; nous**

voulons pouvoir nous associer et développer des formes de solidarité mais nous voulons aussi des produits à bas prix, etc. Et même dans les sociétés dans lesquelles l'appartenance au collectif est essentielle, comme en Amérique latine, il est difficile de faire prévaloir la société dans son ensemble. Sans parler des diverses tentatives d'émancipation historiques et internationales, qui se sont toutes terminées par des échecs y compris parfois dans la violence (Espagne républicaine, expérience yougoslave, début de l'indépendance algérienne, expérience chilienne, etc.).

1.2.3. DIALOGUE + DÉLIBÉRATION + COOPÉRATION = SOLIDARITÉ

 e régime socio-économique qui pourrait être porté par l'ESS place en son centre la solidarité. Qu'est-ce à dire ? *« La coopération directe est plus efficace que la mise en concurrence de tous contre tous. L'idée est là : coopérons au sein de l'entreprise au lieu de se bousculer pour la promotion, pour augmenter les cadences, etc. Dialoguons, délibérons, coopérons. La coopération génère davantage de productivité et de performance que l'aiguillon capitaliste. En général, le marché organise une coopération, mais faite de luttes concurrentielles. Dans l'ESS, la coopération est consciente et délibérée dans l'ensemble du travail. Ce qui joue beaucoup dans le niveau de vie et dans la perception individuelle de la qualité de vie. »*

Cette coopération interne aux entreprises peut aussi être organisée entre acteurs de l'ESS. *« Mon idée serait que, sur un espace local, les associations, les mutuelles, les SCOP, les fondations, même si j'ai du mal avec elles (car elles confondent parfois philanthropie et solidarité), forment un cercle vertueux dans lequel les uns s'alimentent aux autres, dans lequel la coopération et la délibération régissent la relation plutôt que le marché. Essayons d'en faire un mode d'organisation alternatif au marché au niveau local, en créant une boucle dans laquelle la logique du profit est minimisée, au profit de celle de la coopération. »* Ces pratiques de dialogue, délibération et coopération à l'échelle des entreprises mais aussi à l'échelle d'un territoire entre acteurs socio-économiques (et éventuellement acteurs politiques) sont un embryon de société solidaire. Une telle coopération entre acteurs diversifiés de l'ESS (à l'échelle d'un même territoire mais aussi entre territoires à l'échelle internationale) pourrait permettre de dépasser certaines limitations endogènes de l'ESS (comme sa sous-capitalisation) et inscrire celle-ci dans les débats technologiques ou ceux relatifs à la transition.

Prenons deux exemples. *« Alors que l'ESS donne l'occasion de solutionner au niveau local les relations entre l'agriculture, les polluants et la santé publique, la conférence de Paris a complètement oublié ces solutions locales permettant d'engendrer une agriculture durable. Alors que l'ESS donne l'occasion de solutionner au niveau local les relations entre transport, énergie et pollution des villes, il y a un mythe technologique selon lequel l'économie digitale va permettre de résoudre tous les problèmes. Alors que c'est un problème de délibération et de planification démocratique. Il y a énormément d'initiatives au niveau local. Les collectifs locaux ont beaucoup d'imagination. Mais la difficulté récurrente est que tout cela ne fait pas système. On a l'expérience. Mais on n'en passe pas à l'implémentation à un niveau plus haut, régional puis national. »*

1.2.4. LES CONTRADICTIONS INTRINSÈQUES DE L'ESS

 i une alliance entre visée sociale et visée écologique pourrait redonner un nouvel essor à l'ESS, qui y est partiellement prédisposée, il faut aussi avoir conscience de certaines de ses limites intrinsèques. Le drame de l'ESS n'est pas seulement de l'ordre de la pensée mais il est aussi très matérialiste : combien pèse-telle et peut-elle mobiliser de fonds ? *« L'ESS est un peu handicapée par le fait que comme elle ne poursuit pas le profit, elle peut moins s'endetter que d'autres acteurs économiques. Ce qui lui donne une beaucoup plus grande résilience, mais aussi une incapacité à développer rapidement des capacités de production. Elle est plus stable mais plus lente. Donc elle n'est pas partie prenante des nouveaux régimes technoscientifiques. Ces acteurs ont probablement raison de ne pas se précipiter dans ces nouvelles activités qui ont des effets de levier extraordinaires mais aussi des niveaux d'endettement et donc de faillite très élevés. Relever cette dialectique peut être très intéressant : les avantages même de l'ESS lui interdisent de devenir le mode d'organisation dominant. »*

Dans son livre, l'auteur pointe les avantages et limites de plusieurs principes : le principe *« une personne, une voix »* présente l'avantage de développer la démocratie au cœur même de l'économie mais aussi la limite de réduire la taille des entités ; le principe de lucrativité limitée crée un espace pour la distribution de la valeur ajoutée et en même temps restreint la capacité de financement ; le principe de satisfaction des besoins essentiels contribue à la lutte contre l'exclusion sociale mais rend aussi plus difficile l'innovation technologique.

1.2.5. LE NIVEAU MÉSO-POLITIQUE

Là où le bât blesse dans le processus d'institutionnalisation de l'ESS, c'est, selon Robert Boyer, au niveau méso, entre le niveau national et le niveau territorial. De manière imagée, l'ESS mobilise des acteurs et des chercheurs mais entre ces deux niveaux, il manque un cœur battant. *« Dans l'ESS, il y a un aspect un peu moral : il faut placer l'humain au centre... C'est respectable, mais ce n'est ni une proposition ni une force politique. Après avoir dit cela, il faut mobiliser les pouvoirs politiques. Et là, les acteurs de l'ESS rencontrent une limite endogène. Du fait de leur attachement à leur autonomie, les acteurs de l'ESS font difficilement ce pas de nature politique. Et pourtant, c'est dans cet entre-deux que se trouverait une façon de renforcer l'ESS, en constituant des agrégats ambitieux. On construit une telle démarche petit à petit. Et puis, vingt ans plus tard, on peut apparaître comme porteur d'un véritable programme politique, à destination de l'Etat. On ne passe pas de la construction d'initiatives locales, très pertinentes, à des politiques publiques sans un niveau et des acteurs intermédiaires. »*

L'ESS nécessite l'action de corps intermédiaires à l'action éminemment politique : fédérations sectorielles et généralistes, plate-forme de concertation, syndicats, fédérations patronales. Par le passé, les partis jouaient précisément ce rôle. Selon Robert Boyer, cette forme d'intermédiation a périclité. *« Comme vous l'avez vu dans le cas de la France, nous n'avons plus des partis, nous n'avons plus que des écuries présidentielles. Chacun constitue son équipe au Parlement pour gagner les prochaines élections. C'est la fin des partis, ce sont devenus des clans, des cliques qui se moquent complètement des citoyens. »* En outre, une action politique néolibérale cherche à affaiblir ces corps intermédiaires, ce qui provoque anomie et division et participe à la difficulté de l'ESS à monter en régime, avec des intellectuels et des praticiens qui réfléchissent au sein des partis et influent sur les programmes. A cet affaiblissement des corps intermédiaires par l'extérieur, il faut ajouter une faiblesse intérieure qui est la moindre capacité d'analyse politique des acteurs et actrices au sein de ces institutions.

Robert Boyer évoque à ce sujet une perte extravagante de culture politique. Les jeunes générations n'ont généralement pas une analyse politique fine. Ils ont évidemment des tas d'émotions, ils manifestent mais n'ont pas été formés pour avoir des idées politiques constructives. De plus, nés dans ce système injuste, certains considèrent impossible d'avoir un autre système plus juste. Pour eux, l'horizon est indépassable. Il est injuste, il est instable, il est inégalitaire. Il y a là un vrai problème de capacité d'agir sur le destin collectif et d'espoir. Robert Boyer prend à l'appui de sa vision la désaffection des jeunes pour les partis, le vieillissement des cadres des partis et l'abstention électorale des jeunes.

1.2.6. DE QUELQUES PISTES CONCRÈTES

A ce regard lucide sur les mérites et limites de l'ESS et sur son potentiel, **nous avons voulu faire ajouter par son auteur quelques considérations pragmatiques. Que peut-il nous conseiller ?** Nous qui sommes un de ces acteurs intermédiaires œuvrant au quotidien à la reconnaissance de l'ESS à sa juste valeur et à la construction d'un projet politique de société. Lorsque nous évoquons l'évolution de nos alliances et la composition de notre conseil d'administration qui réunit des acteurs et actrices de l'ESS, des chercheuses et des représentantes des syndicats, le chercheur nous invite à y ajouter des hommes et femmes politiques, locaux, régionaux ou nationaux. Parce que, selon lui, *« ils seront partie prenante de la solution. Il faut déjà les connexions avec le politique, il faut avoir leur oreille. »*

Voici les pistes évoquées par Robert Boyer en fin d'entretien.

La première attention de notre passionnant octogénaire est portée vers les jeunes générations. **Il faudrait arriver à les attirer et les convaincre de l'intérêt et de l'ampleur de l'ESS.** Selon Boyer, le projet écologique est un projet défensif : *« Il mobilise parce que la planète est en feu. Mais ça ne donne pas un horizon désirable. Avoir une terre habitable, c'est désirable, mais ce n'est pas une utopie. »*. Il faudrait arriver à capter l'attention des jeunes militants sur le fait *« qu'il n'y a pas des individus dans la nature, mais des individus dans la société, instiller cette idée que le social est aussi un élément important de la viabilité. »*

Deuxièmement, dans le domaine de la recherche, **il faut réarmer intellectuellement et politiquement les chercheurs et chercheuses en ESS**, par exemple en créant des bourses et des prix pour les meilleures thèses, les meilleurs travaux sur l'ESS, qu'ils soient de terrain ou de théorie. Il faut aussi les socialiser avec des acteurs de l'ESS, par exemple sous la forme de conférences annuelles où les chercheurs et les gestionnaires font le point ensemble. Ce qui est un travail de très longue haleine.

Or, Robert Boyer est convaincu de l'imminence d'une crise financière monumentale. *« Donc, à ce moment-là, il faudra réinstitutionnaliser. Il faudra refonder la société. Il faut y être prêt. Il faut dès à présent se préparer. Il faut s'organiser maintenant pour être prêt au moment où les choix déterminants se feront. Je redoute que ce moment soit passé, revenant au passé. »*

**IL FAUT RÉARMER
INTELLECTUEL-
LEMENT ET POLI-
TIQUEMENT LES
CHERCHEURS ET
CHERCHEUSES
EN ESS.**

Ces crises majeures peuvent être l'arrivée au pouvoir de régimes autoritaires en Europe. Alors qu'il faut imaginer un futur différent. C'est dans ce contexte-là qu'il faudrait une voix très forte des citoyens pour ce moment fondateur. Qu'ont fait les libéraux par le passé ? Le modèle fordiste après-guerre s'est effondré. Les libertariens à la Hayek ou Friedman se sont affirmés comme porteurs de la solution. Avec Thatcher et Reagan, ça va très vite. Ça s'est reconfiguré très rapidement. Ma grande hantise est l'impréparation totale des forces progressistes face à ce moment-là. Comment organiser la société ? L'ESS doit se poser la question. Il faut y travailler dès aujourd'hui. Intensément, intensément, intensément, parce que cette crise peut arriver d'un mois à l'autre. Et si les pouvoirs politiques font défaut ou sont mus par des idéologies, ce sera la catastrophe annoncée. »

Il ajoute qu'il ne faut pas sous-estimer la brutalité des renversements possibles. *« Dans ces situations-là, des choses réputées impossibles, deviennent possibles. On prolonge le système à l'infini mais à l'infini, tout s'écroule. Vous avez un point de rupture. Et ce point de rupture, il faut le préparer et il sera très différent de ce qu'on vient de vivre avec la dernière pandémie. Il n'y a pas de fatalité. Au contraire. Ceux qui seront les plus prêts seront ceux qui auront la capacité d'imposer leurs idées, de jouer sur l'histoire. Y compris avec des propositions, des récits, etc. Il faut être prêts ! »*



Fig. 5 ▶
Et au point de rupture, il y a la naissance d'une nouvelle économie.



1.3. TRANSFORMER LA SOCIÉTÉ, UN PROJET POLITIQUE COMMUN : LES GRANDES BALISES ISSUES D'UN ÉCHANGE AVEC DES COLLECTIFS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Dans le sillage des paroles de Robert Boyer, nous ne sommes pas les seuls à partager la nécessité et l'urgence de la transformation de la société.

En tant qu'acteurs de l'économie sociale, nous nous interrogeons sur la manière dont nos actions peuvent contribuer à ce changement. Si le regard sur l'économie sociale change peu à peu, il reste du chemin à parcourir pour passer d'une économie sociale vue comme un archipel d'initiatives plus ou moins réunies ou comme un secteur particulier à une économie sociale et solidaire vue comme un paradigme socio-économique. Ce projet est de nature politique, porté par SAW-B depuis toujours.

Mais d'autres collectifs de la société civile travaillent également à des propositions de changement de la société. Les syndicats, les fédérations et coalitions environnementales, les fédérations d'action sociale, les universités etc. Chacun de ces collectifs agit selon sa lecture du monde et son mode d'action, selon ses propres stratégies et agenda. Lors de certains événements ou lors de revendications précises, une concertation minimale peut avoir lieu mais elle n'est ni permanente, ni axée sur des revendications d'action politique qui s'attaqueraient aux causes plutôt qu'aux conséquences que chacun dénonce. Conscients que nous n'y arriverons pas seuls, comment politiquement et collectivement amorcer le changement ? Serait-il possible de proposer un projet politique commun aux forces progressistes de la société ?

Dans cette perspective, il convient de vérifier si le constat d'un changement de l'économie capitaliste vers l'économie sociale et solidaire est partagé. Quelles sont les visions respectives de ces collectifs d'un changement de la société par l'économie ? Qu'est-ce qui différencie ces acteurs et actrices de changement ? Quel regard portent-ils sur l'économie sociale et son projet de transformation de la société ? Quelles sont les convergences possibles entre l'économie sociale et d'autres luttes ? Comment intégrer leurs visions politiques et nourrir des revendications communes portant sur les causes fondamentales que nous situons essentiellement dans un modèle économique mortifère ?

Pour discuter de ces questions, nous avons organisé une matinée d'échange avec la Fédération des Services Sociaux (Céline Nieuwenhuys – Action Sociale), Kaya (Cécile Tonglet – Entrepreneuriat Durable), SAW-B (Jean-François Herz – Economie Sociale), Nature et Progrès (Julie Van Damme - Environnementaliste) et le CEPAG (Renaud Bierlaire – Organisation de défense des travailleurs). La CSC (Luca Ciccia) était également invitée à la réflexion mais en a été empêchée pour cause de maladie. Nous en avons tiré une analyse que nous partageons en deux parties. La première reprend sous formes d'arbres à problèmes les constats actuels de la société. La deuxième partie entend faire état d'éléments de leviers d'action commune et de ses limites.

1.3.1. UN CONSTAT PARTAGÉ

'approche par la constitution d'arbres à problèmes a démontré sans équivoque un alignement sur les conséquences. Chaque organisation pointant plus particulièrement certaines conséquences selon ses combats sociaux, environnementaux ou économiques.

Surtout, au cours de cette matinée, le problème central a été clairement établi et partagé. Il s'incarne dans le modèle socio-culturel capitaliste qui est caractérisé par une domination économique d'une élite minoritaire.

De surcroît, ce modèle est arrivé à son paroxysme avec une absence de récit(s) permettant de s'en extraire. Faut-il encore en citer les causes ou les racines qui peuvent être détaillées en plusieurs niveaux. Ci-dessous, nous en épinglons principalement deux.

Sur le plan économique, la croyance en un marché autorégulé, affichée comme un argument pour expliquer et confirmer l'absence de régulation du marché, **est une des racines du problème.** Elle nous plonge dans une prophétie de la croissance autoréalisatrice. Elle se concrétise dans le besoin insatiable de contrôle et de possession des richesses menant à une compétition entre les

**LA CROISSANCE
EST DEVENUE UN
OBJECTIF COM-
MUN ET MONDIAL
DONT LES CONSÉ-
QUENCES PRIN-
CIPALES SONT
LA SURCONS-
OMMATION DES
RESSOURCES ET
L'ALTÉRATION DES
ÉCOSYSTÈMES.**

uns et les autres courant après le succès. La croissance est devenue un objectif commun et mondial dont les conséquences principales sont la surconsommation des ressources et l'altération des écosystèmes.

Sur le plan socio-culturel, l'individualisme, comme culte de l'image de soi, aboutit à un entre soi visible à tous les niveaux de la société. Il s'exprime dans un refus de changement des mieux lotis et à une peur de changement des moins nantis. Dans les deux situations, cela **mène à un repli sur soi et à une chute des solidarités. Cette tendance mène à un « effondrement » des valeurs communes**, entendons bonnes pour chacun et chacune.

Le constat partagé est également que ce modèle socio-culturel capitaliste fonctionne selon un mode d'organisation dynamique et systémique de moins en moins stable. Les conséquences nourrissent les causes et renforcent encore davantage les conséquences. Les boucles d'autorégulation se dégradent et le système devient incontrôlable.

Par exemple, **une des premières conséquences identifiées par les participants est le constat d'un système éducatif vacillant** ou en crise dont l'organisation « normée » des savoirs et savoir-faire n'invite plus à aiguïser le sens critique de chacun mais plutôt à renforcer le modèle socio-culturel capitaliste : compétition, individualisme, élitisme. **Ce formatage des esprits contribue inévitablement à nourrir l'acceptation voire le désir d'une économie basée sur la réussite, l'accumulation et la production sans limite.** Par ailleurs, les sources d'information se diversifient sans aucune régulation quant à leur pertinence voire leur véracité, véhiculent des représentations d'un monde fait d'intérêts particuliers et n'affutent pas l'esprit critique ou la réflexion fondés sur l'intérêt commun. Cette diversification d'informations se croise à leur multiplication qui participe à la circulation de ces représentations tant le travail de tri et de lecture des données est devenu impossible pour le commun des mortels. Cette impossibilité nourrit aussi les intentions propagandistes facilitées par la communication algorithmique (ex. : Le référendum sur le Brexit ou plus récemment le réseau social « X » dont l'algorithme a été pour ne porter que des messages pro-Trump). **A force, ces représentations sont acceptées et véhiculées car elles rassurent les gens et assurent le maintien d'un système. En l'occurrence, elles sont un instrument électoraliste puissant pour les extrêmes qui agitent le drapeau identitaire** pour permettre à une partie de la population de sauvegarder leur sacro-saint pouvoir d'achat et à une autre partie de ne pas avoir accès aux droits sociaux. Il en résulte un message diffus et une

dislocation de la société en manque de repères dont les individus en deviennent malades physiquement et psychologiquement comme le soulignait le récent Rapport de l'ONU en dénombrant que 11% de la population mondiale souffre de troubles mentaux.

Une seconde conséquence ou boucle de régulation qui ne fonctionne plus est liée à l'échec des politiques progressistes et à la continuité du système malgré ses effets délétères. L'échec des politiques sociales et écologiques s'explique en partie par sa récupération par le discours capitaliste mais aussi par la complaisance de certains politiques avec le milieu économique capitaliste. De plus, les personnes les plus pauvres sont toujours incomprises et ne sont jamais intégrées dans la définition des politiques sociales et économiques menées aujourd'hui. Elles restent confrontées à la dure loi du marché et enfermées dans l'achat de produits de mauvaise qualité, à petit prix. Il en résulte une perte de confiance entre la population et les politiciens mais également au sein même de la population, entre les franges qui subissent et vivent, celles qui subissent et survivent et enfin celles qui détiennent le pouvoir économique.

1.3.2. QUE DÉFENDRE ENSEMBLE ? VERS UNE BIFURCATION RADICALE POUR UN NOUVEAU MODÈLE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

 Si ce constat et ses racines semblent partagés, qu'en est-il de ce que nous voulons défendre ensemble ?

Premièrement, il faut pouvoir ne plus se reposer sur ses lauriers et prendre les « *avancées* » actuelles comme un réel point d'ancrage de changement. C'est-à-dire que la transition écologique et sociale, souvent présentée comme une évolution douce, progressive et inclusive, n'est plus à la hauteur des défis actuels. Face aux crises environnementales et sociales qui se multiplient, le terme « *transition* » apparaît insuffisant et trompeur. Il masque l'urgence et la violence des bouleversements déjà présents et à venir. Nous ne « *transitionnons* » pas : nous sommes, au contraire, confrontés à un recul brutal des conditions de vie et à une dégradation accélérée de nos écosystèmes. C'est bien cela la réalité. Une « *bifurcation radicale* » serait alors un terme bien plus approprié à la situation pour décrire le virage décisif et profond que notre société doit emprunter si elle souhaite bâtir un avenir viable.

Evidemment, la régulation du marché apparaît essentielle pour permettre cette bifurcation radicale. Un marché libre et non encadré a tendance à privilégier des intérêts à court terme, au détriment du bien commun vu qu'il vise le profit sans limite et joue sans cesse avec les prix par le mécanisme de compétition et de spéculation. Il est donc impératif de rediriger le marché vers des choix vertueux, en intégrant les externalités négatives et positives de chaque activité économique. Par externalité, nous entendons les effets secondaires, non comptabilisés dans l'organisation actuelle de l'économie, d'une activité sur la société et l'environnement. Par exemple, une industrie polluante peut générer des profits financiers mais en réalité, son coût social et environnemental est bien supérieur si l'on prend en compte les dépenses de santé et de réparation écologique. **Orienter le marché vertueusement nécessite ainsi de créer un récit commun et mobilisateur, capable de donner une direction éthique et durable aux décisions économiques.** Ce récit serait un cadre narratif qui, en inspirant l'ensemble des citoyens, guiderait l'ensemble de la société vers un futur commun.



Fig. 7 ▶
Rassembler la diversité en étant égaux dans la différence, c'est un enjeu démocratique central.

Une régulation du marché demande des choix politiques forts alliés à une planification démocratique. Une telle planification propose une réflexion collective et participative sur les questions fondamentales permettant de réguler le marché : Qu'est-ce que l'on produit ? Comment le produit-on ? Et comment s'organise-t-on pour le produire ? La planification démocratique serait ainsi un outil fondamental pour sortir de l'économie de surconsommation et orienter nos ressources vers des biens et services essentiels, produits de manière éthique et durable. Elle incarnerait une économie au service de l'humain et de la nature, plutôt qu'au profit exclusif de certains acteurs économiques.

Cette (re)valorisation de la démocratie implique une ouverture et une diversification des publics. Trop souvent, les débats et les décisions politiques se déroulent entre experts ou élites, isolés de la réalité vécue par les populations les

plus précaires. **Pour engager toute la société, il convient de sortir de l'entre-soi et (re)construire un maillage social. Donner plus de place aux voix diversifiées dans les processus de décisions politiques et économiques est un enjeu démocratique central.** Il s'agit d'intégrer des perspectives nouvelles, issues de milieux sociaux, culturels et géographiques variés. Cette inclusion permettrait une compréhension plus fine des problématiques et une prise en compte des aspirations de l'ensemble de la population. Mais que faire des positions qui défendent un capitalisme sauvage, non régulé et non démocratique, et qui nuisent au bien commun ? Comment exclure les positions et non les personnes dans la prise de décision dans une perspective démocratique ? C'est un débat complexe. Cependant, pour préserver l'intégrité démocratique, il est nécessaire de mettre des limites aux discours et pratiques qui mettent en danger la collectivité et l'environnement. **L'enjeu étant que les décisions politiques soient fondées sur une meilleure compréhension des aspirations et des besoins de chacun. Comprendre les réalités sociales et environnementales est par conséquent indispensable pour sortir du particularisme et des privilèges de certains.**

*POUR ENGAGER
TOUTE LA SOCIÉTÉ,
IL CONVIENT
DE SORTIR DE
L'ENTRE-SOI ET
(RE)CONSTRUIRE
UN MAILLAGE
SOCIAL*

Evidemment, l'éducation a un rôle crucial dans cette bifurcation radicale. Repenser l'éducation au sens large signifie former les nouvelles générations à une pensée critique, systémique et transversale, capable de relier les enjeux écologiques, sociaux, économiques et culturels. **Les disciplines ne doivent plus être compartimentées, mais au contraire dialoguer entre elles pour former des individus conscients de l'interdépendance de ces différents domaines.** Cette refonte de l'éducation doit justement permettre d'éduquer autrement afin d'éviter que les personnes les plus formées et les plus adaptés aux formes d'éducation actuelles ne soient perpétuellement à la manœuvre et qu'aucune bifurcation radicale ne soit possible. D'une part, en sortant des schémas normés de la scolarité actuelle qui induisent reproduction sociale, élitisme et compétition menant au clivage de la population. D'autre part, le rôle de l'éducation permanente au travers des forces associatives doit continuer de renforcer l'esprit critique. Lutter contre les crises est bien, dénoncer les raisons politiques et économiques de celles-ci est mieux. Dans cette optique, il est crucial d'encourager des espaces de dialogue entre disciplines, au travail, entre métiers, entre secteurs. Car **chaque acteur a une part de savoir qui peut contribuer à la résolution des crises actuelles.** Une bifurcation radicale exige une vision d'ensemble partagée.

1.3.3. UNE LIGNE DE DÉFENSE POUR QUELLE ACTION COMMUNE ?

Face aux crises sociales et écologiques qui s'accumulent, la simple « transition » ne suffit plus. Il est temps d'envisager une bifurcation radicale qui réinvente la manière dont nous régulons notre économie, planifions notre production, engageons les citoyens, éduquons nos jeunes et prenons nos décisions. Ces changements profonds, inspirés par une pensée systémique et ouverte, constituent les fondations d'un futur où l'humain et la nature peuvent coexister en harmonie. Mais jusqu'où sommes-nous prêts à agir ou coagir ? Et avec quelles limites ?

S'organiser entre acteurs et collectifs de changement, entre citoyens, sur une ligne d'action commune, et non une ligne de pensée commune, serait une première étape dans le changement à amorcer. Il n'est plus temps de discuter sur nos divergences ou les petites nuances qui nous différencieraient. Il s'agit de les accepter pour se concentrer sur l'action au-delà de nos secteurs, piliers et champs d'action d'origine. Sans cela, chacun restera campé sur ses positions, nous continuerons à tenir des réunions et des débats interminables et il sera difficile de coagir. Passons-au-delà des divergences dans l'action car elles sont aussi de multiples leviers.

Une porte d'entrée intéressante se profile : les politiques sont de plus en plus dépourvus et fatigués face à la situation. Ils cherchent des voies d'inspiration et ont besoin de sentir un soutien des forces de la société civile pour prendre des orientations courageuses. Société civile qui n'est pas non plus à l'abri de l'état d'épuisement comme en témoignent des expériences comme « *Tam Tam* » ou « *Nuit Debout* » qui s'éteignent par usure voire dissension.

**FACE AUX CRISES
SOCIALES ET
ÉCOLOGIQUES QUI
S'ACCUMULENT,
LA SIMPLE
« TRANSITION »
NE SUFFIT PLUS.**

Il y a là une marge de manœuvre qui doit alors s'appuyer sur un récit du futur intégrant un projet social, économique et environnemental. Nous touchons ici à la limite principale qui est de savoir quel serait ce récit et qui pourrait le créer et le raconter ? **Les acteurs de l'économie sociale insistent sur le fait que la question économique est indissociable du social, de la démocratie et de l'environnement.** Mais en quoi ce message constitue un récit ? Comment le défendre au niveau politique ? Comment ne pas retomber dans un récit minoritaire ?



COMMENT L'ESS DOIT-ELLE ÉVOLUER POUR TRANSFORMER LA SOCIÉTÉ ? QUE LUI MANQUE-T-IL ?

Le constat est dépeint et une ligne de défense qui appelle à être davantage nourrie est partagée. **Mais comment permettre à ce message d'être transmis et surtout d'être force de récit pour la société ? Comment le rendre radical, mais non dogmatique, et pragmatique, mais non utilitariste ?** Nous manquons de récits et bloquons face au changement à amorcer malgré les signaux d'alarme connus et reconnus. Pourquoi cette appréhension ? Pourquoi est-il crucial de la surmonter ? Et comment ? Qu'est-ce que les acteurs de l'ESS peuvent proposer comme feuille de route d'un nouveau récit ?

2.1 ÊTRE RADICAL AU TRAVERS DE RÉCITS – DE QUOI PARLE-T-ON ?

Lorsqu'on parle de récit, on pourrait penser à une multitude de pensées, de paroles ou de textes sous de multiples formes. Un récit se raconte. « *C'est un discours qui raconte une histoire* »⁸ dit le chercheur et philosophe Yves Citton. Il ajoute qu'une « *histoire se définit minimalement comme une transformation d'états affectant le rapport d'un certain sujet avec un certain objet, pas forcément matériel* »⁹. Le récit peut exposer le passé, le présent mais aussi le futur, ce qui nous intéresse particulièrement dans le cadre de cette étude. Lorsqu'il s'agit d'avenir, le récit est un imaginaire, une projection ou une fabulation destinée à donner à la collectivité l'envie de se mettre en mouvement, de transformer ce qui l'entoure et d'entrer en action. Le récit n'est alors pas qu'un discours puisqu'il fixe un horizon et trace un possible chemin pour y parvenir, il pose un but ou une finalité. Le récit n'est pas non plus qu'une croyance même si le fait d'y croire participe à sa réalisation. La croyance en est un des ingrédients. Car, enfin, **si le récit peut se concevoir comme une projection, il est aussi un acte qui transforme et forge le présent.** Imaginer un récit et le conter demande à contrer d'autres récits présents ou du moins à les embellir ou les interroger.

Aujourd'hui, l'embellissement du présent ne semble toutefois plus de mise. Nul ne dira que nous ne manquons pas d'un changement profond, d'une « *transition* », d'un revirement drastique, ou encore d'un basculement, pour reprendre les mots de l'historien français Jérôme Baschet¹⁰, face aux crises que nous vivons. **Beaucoup de ces récits ont la particularité d'être rattachés directement à la doctrine capitaliste ou d'être récupérés par celle-ci.** Les récits du libéralisme, du progrès ou du scientisme, du nationalisme ou encore du conservatisme sont ancrés dans l'idéologie capitaliste. Et même les récits plus progressistes comme ceux du socialisme, du féminisme, de l'écologisme sont empreints du capitalisme. **Le constat est clair et il engage une bataille culturelle profonde pour imaginer et raconter un ou de nouveau(x) récit(s) pour dépasser le mythe capitaliste de la production et de la croissance continues.**

2.1.1. POURQUOI EST-IL DIFFICILE DE RACONTER DE NOUVEAUX RÉCITS ?

Nous manquons de nouveaux récits pour que le changement puisse advenir. Les scientifiques du GIEC nous rappellent chaque année qu'il est urgent d'agir face au dérèglement climatique. Des mouvements citoyens, comme la « *Marche pour le climat* », suivent le pas en mettant la pression sur les politiques. Certains de nos dirigeants tentent d'y répondre en mettant sur pied des plans de « *transition* » à l'instar du « *Pacte Vert* » européen. D'autres, comme Donald Trump et consorts, nient complètement la réalité ou estiment que la marche actuelle du monde nous permettra d'affronter le défi climatique. Par ailleurs, la parole des scientifiques est facilement remise en question dans un monde où, médiatiquement parlant, on revendique une liberté d'expression totale dans laquelle toute opinion en vaut une autre : qu'il s'agisse de faits, d'études scientifiques éprouvées ou d'opinions personnelles, toute parole est mise sur le même pied d'égalité et d'équivalence de valeurs. Bien que la reconnaissance d'une situation de crise du monde soit prouvée, elle n'est pas totalement partagée. Les tentatives de réponses à cet état sont à leur balbutiement ou, souvent, des actions vouées à l'échec car vaines. Pourquoi ? Pourquoi n'arrivons-nous pas à sortir de nos paradigmes qui nous plongent dans la situation de crise que nous connaissons ?

**NOUS MANQUONS
DE NOUVEAUX
RÉCITS POUR QUE
LE CHANGEMENT
PUISSE ADVENIR.**



Fig. 9 ▶
Nier la réalité
empêche l'apparition
de nouveaux récits.

LES RÉCITS DE LA POLYCRISE

Tout d'abord, l'état de crise que nous vivons aujourd'hui n'est pas centrée sur une unique crise, climatique et environnementale en l'occurrence. C'est une situation de polycrise, pour reprendre Adam Tooze, qui rend(ra)it la lecture du monde complexe¹¹. Crise climatique et environnementale, crise financière, crise sanitaire, crise du travail, crise sociale, crise économique, crise politique, crise diplomatique et militaire, la liste est longue. Adam Tooze définit le concept de polycrise comme suit : « *Dans la polycrise, les chocs sont disparates, mais ils interagissent entre eux, de sorte que l'ensemble est encore plus insurmontable que la somme des parties* »¹². L'auteur donne cette définition en s'inspirant d'Edgar Morin qui fut le premier à en parler en ces mots. La polycrise est une situation dans laquelle « *des crises interconnectées et se chevauchant* » prennent la forme d'un « *complexe solidaire de problèmes, d'antagonismes, de crises, de processus incontrôlables* » qui dessinent « *la crise générale de la planète* »¹³. Adam Tooze y ajoute : « *Ce qui rend les crises des quinze dernières années si désarmantes, c'est qu'il ne semble plus plausible de pointer une cause unique et, par conséquent, une solution unique* »¹⁴. Ce dernier point est une conclusion qui est la bienvenue pour les économistes néo-libéraux qui appellent à la résilience du système face aux crises. Autrement dit, la complexité des crises invite à subir les événements plutôt qu'à les surmonter et le monde s'y adaptera selon le modèle actuel. En ce sens, il y a bien une unique réponse et c'est celle de la sacro-sainte croissance qui prévaut. Cette posture laisse peu de place à d'autres récits et elle entretient la litanie économique actuelle. Car « *il y a même moyen de gagner de l'argent avec ce chaos. Le président de la Banque européenne d'investissement (BEI), Werner Hoyer, par ailleurs un des acteurs de la crise grecque au début des années 2010, a affirmé avec aplomb que « la polycrise est aussi une poly-opportunité pour l'investissement ». Dès lors, le World Economic Forum ne pouvait que célébrer un tel concept et produire son propre schéma de « risques interconnectés » aider à bien investir et bien se protéger.* »¹⁵



Fig. 10 ▲
Quelle est la cause unique de toutes les crises actuelles ?

Romaric Godin nous éclaire sur cette notion de polycrise et son caractère complexe qui s'attache plus aux conséquences qu'aux causes. Théoriser la complexité des crises est un leurre qui nous empêche de cerner, non pas les causes, mais bien la cause principale de ces crises, c'est-à-dire le capitalisme. Romaric Godin ajoute que ne pas comprendre cela, c'est en réalité refuser que le capitalisme soit la racine de nos maux. Les crises que nous connaissons actuellement sont le résultat de l'échec du capitalisme à répondre aux besoins de la majorité de l'humanité. Et pourtant nous continuons de croire qu'il nous sortira des crises qu'il a engendrées. Pour Romaric Godin, le constat d'une polycrise nous englu davantage dans une vision fataliste que dans une vision émancipatrice.

Mais pourquoi le dépassement du capitalisme est-il si difficile ? Déconstruire le capitalisme n'est pas simple et notamment parce qu'une de ses forces réside dans son histoire. Il nous berce dans ses douces réussites du passé et dans l'espoir que nous les revivrons tôt au tard malgré ses défauts et la sombre conjoncture engendrée. Il se présente comme le meilleur système par défaut et s'immisce dans nos esprits au travers de récits parfois contradictoires.

Prenons en exemples deux récits fondamentaux de prime abord opposés, ceux du libéralisme et du socialisme. Le premier insiste sur la liberté individuelle sans que celle-ci ne nuise à celle des autres. Le rôle de l'Etat y est défini comme le fait « *d'empêcher d'empêcher* », pour que chaque individu puisse jouir de sa liberté sans être contraint par autrui. Il s'agit de l'égalité des chances ou de l'égalité face à la loi. Dans le récit du socialisme, l'égalité est le but premier auquel aboutir. Au contraire du libéralisme, l'égalité est visée dans la juste répartition des richesses organisée par l'Etat. La liberté individuelle y trouve aussi une place mais elle ne peut aller à l'encontre du collectif dans la juste égalité à atteindre. **Pour le dire autrement, l'égalité est une des visées du socialisme. L'égalité y est conçue comme une concrétisation de la liberté.**

Ces récits ont évolué au cours de l'histoire. Ils se sont entrelacés et se recourent dans leur mise en action. Ils s'influencent l'un l'autre notamment sur le principe de liberté. De fait, la liberté économique, comme fondement du capitalisme, a pris le dessus sur l'égalité économique. Des récits de prime abord divergents concourent finalement au même modèle économique qu'est le capi-

talisme. Nous pourrions préciser davantage les liens entre ces récits et d'autres avec le capitalisme. Retenons que les liens sont divers et peuvent être plus ou moins forts. Ce qui engage des postures différentes dans le dépassement du mythe de la croissance infinie portée par le capitalisme.

**LA LIBERTÉ
ÉCONOMIQUE,
COMME
FONDEMENT DU
CAPITALISME, A
PRIS LE DESSUS
SUR L'ÉGALITÉ
ÉCONOMIQUE.**

Ces postures se concrétisent dans des enjeux de pouvoir que dévoilent cet entrelacement de récits. Il s'agit d'une véritable bataille culturelle de fond où certains récits ont perdu de leur vigueur au cours des décennies face au capitalisme. **Le socialisme s'est fourvoyé en prônant l'égalité de tous par le prisme du pouvoir d'achat. Le féminisme a été transformé en devenant une mode et un produit à vendre. L'écologisme a été récupéré en valorisant le progrès technologique et les investissements « *verts* » comme remèdes à la crise climatique.** Précisément, ce sont les personnes, en particulier les

représentants politiques, qui incarnent ces récits qui n'arrivent pas à dépasser celui du capitalisme. Si l'essence de ces récits est toujours bien présente (et heureusement !), il y a un détournement et une réutilisation de leur message par le

capitalisme. La loi du marché a été plus forte et sa culture a prédominé sur celle de l'émancipation et de la solidarité. C'est un fait mais pas une fatalité.

LA PLACE DE L'INDIVIDU DANS LA CONSTITUTION DES RÉCITS

Si la dimension collective joue un rôle important dans l'édification et l'an-crage des récits, la dimension individuelle l'est tout autant. Dans nos sociétés modernes, la place donnée à l'individu-libre est centrale. Cette interprétation individuelle peut prendre deux voix. L'une qu'on pourrait qualifier d'altruiste et l'autre d'égoцентриque. Mais parce que les récits que nous connaissons aujourd'hui idolâtrant la liberté individuelle, la tendance égoцентриque est omniprésente. *« Je veux entendre le récit que je souhaite »* pourrait on paraphraser. Toute échelle collective semble vouée à l'échec car totalement opposée aux tendances indivi-duelles.

Il convient de nuancer cette propension à l'égoцентриisme. Le psychologue et docteur en neurosciences Albert Moukheiber¹⁶ nous y invite. Il s'attache à décrypter la pensée humaine et plus spécifiquement ses biais qui rendent difficiles tout accueil de changement et donc de nouveauté pour un indivi-du. *« Les biais sont comme des engrenages pour sous-tendre une croyance. Ils sont l'expression des contradictions entre nos intentions et nos actions »*¹⁷.

Il cite notamment le facteur de la *« diffusion de la responsa-bilité »*. Si une personne voit un groupe ne pas agir, elle va se dire pourquoi agirais-je si les autres ne bougent pas ? Que les autres fassent et je suivrai ! Il ajoute que cette diffusion de la responsabilité ne s'observe pas uniquement à des niveaux quotidiens mais aussi politiques notamment entre des en-treprises ou des gouvernements, par exemple sur le sujet du climat. Cette responsabilité partagée la dilue au point où *« chacun peut se raconter sa propre histoire en se disant que ce n'est pas lui le problème »*¹⁸. La diffusion de la responsabilité et son partage apparaissent dès lors comme des éléments importants à prendre en compte dans l'élaboration de nouveaux récits. Car *« ne rien faire »* ou *« s'en remettre à la responsabilité d'autrui »*, maintiennent un statut quo, qui est renforcé par les récits. Et pourtant, si on demande à un groupe si le fonctionnement de la société leur semble optimale,

LES RÉCITS
QUE NOUS
CONNAISSONS
AUJOURD'HUI
IDOLÂTRENT
LA LIBERTÉ
INDIVIDUELLE,
LA TENDANCE
ÉGOCENTRIQUE
EST OMNIPRÉ-
SENTE.

beaucoup de personnes répondront non, et seront d'accord sur la nécessité de changer de modèle. En revanche, dès que le passage à l'action doit se faire, rien ne se réalise et notamment parce qu'il n'y a pas de coordination alors que des solutions sont présentes. *« On sait quoi faire, tout le monde est d'accord pour le faire mais on attend un chef d'orchestre »*¹⁹.

Un second biais qu'il cite est celui de confirmation. C'est quand on choisit des informations qui confirment ce qu'on croit déjà et qu'on met celles de côté qui sont en lien avec ce qu'on ne croit pas. Ceci s'explique en partie car nous ne sommes pas capables de porter notre attention sur tout. Cependant, dans le foisonnement d'informations de nos sociétés modernes, il nous est difficile d'évaluer ce qui est vrai ou non (l'exemple des fake news) ou ce qui va aller dans un sens plutôt que dans un autre (l'exemple des guerres actuelles où il n'est pas évident de distinguer le « bon » du « méchant »). On choisit donc les informations, on les arrange pour arriver à la conclusion du raisonnement qu'on avait établi. Dans la lecture des récits qui nous fondent, ces biais participent à la confirmation des récits déjà présents.

Mais pourquoi ces biais existent-ils ? Parce que la dissonance cognitive, le fait de penser une chose et son contraire en même temps, n'est pas agréable à vivre. Par conséquent, on use de biais pour retrouver une consonnance. Si on porte ce regard à celui des récits, des personnes peuvent entendre et être convaincues par leur message. Par exemple, certaines personnes seront persuadées du bienfondé du récit écologiste mais elles ne pourront pas l'appliquer du fait des multiples biais auxquelles ces personnes vont faire face. Il est difficile

de changer, car nous faisons face à des contradictions qui nous mettent mal à l'aise. A la longue, on a beau être profondément convaincu par un récit, nos biais peuvent nous mener au sentiment qu'il n'y a plus rien à faire.

Ce sentiment d'impuissance peut se révéler tant auprès de personnes qui veulent agir (*« J'ai tout essayé, je me suis engagé dans plein de causes, je ne mange plus de viande, je ne prends plus l'avion etc. mais rien ne change. Je n'y crois plus donc je ne fais plus rien »*) **et qui ne veulent pas agir** (*« Ce n'est pas mon problème et de toute façon nous sommes tous condamnés »*). Il s'agit de l'impuissance acquise que Albert Moukheiber voit comme la trace d'une suresponsabilisation de l'individu. *« Si on ne se concentre que sur l'individu,*

Fig. 11 ▼
Le cherry picking ou
l'art de sélectionner
les informations
qui confirme
notre pensée.



*on oublie tout le contexte qui agit sur lui »²⁰. Il y a un risque énorme de nier la réalité et l'urgence d'agir en ne regardant que le poids porté par chaque individu. Car il serait trop simple de dire que c'est « *la faute de notre cerveau et de nos biais* »²¹ si nous n'arrivons pas à voir différemment les choses. D'autres déterminants jouent sur nos comportements notamment économiques.*

Ces déterminants dans le contexte actuel sont nombreux et parmi ceux qui ont des effets importants sur les consciences, on retrouve la publicité qui véhicule de nombreux messages et récits. **Albert Moukheiber souligne en particulier le récit de la technique et de l'innovation.** « *Elle nous a sauvé et nous sauvera encore !* » nous fait-on croire²². Mais lorsqu'on observe l'histoire, on remarque rapidement que plein de civilisations qui détenaient un haut développement technique se sont pourtant effondrées. La technique est-elle alors salvatrice ? Là n'est pas la question. Le psychologue indique que la technologie participe à la diffusion de la responsabilité non pas sur les autres mais sur un deus (ex) machina. C'est simple « *on n'est pas obligé de faire quelque chose car on va résoudre le problème de toute façon. La technologie nous sauvera* »²³.

Bien sûr, beaucoup ne sont pas d'accord avec cette vision du monde. Ceci démontre que nous sommes dans une compétition, une bataille par rapport à l'explication qu'on donne aux problèmes du monde, aux récits qu'on va se raconter. Il y a une compétition sur les récits et celui de la technocratie ou du scientisme est très puissant car il participe au biais d'illusion de connaissance où une personne résume la résolution d'un problème à sa dimension technique, en négligeant les dimensions politiques et sociales. **Enfin, nos biais individuels ne sont pas le principal facteur explicatif de notre difficulté à nous extraire des récits qui nous enlisent dans le capitalisme. Les biais du système, comme les intérêts politico-économiques qui maintiennent et renforcent ces récits, sont bien plus puissants.** Nos biais cognitifs ne dépendent pas que de nous mais aussi des règles collectives dans lesquelles on agit. Il faut donc pouvoir changer ces règles et agir sur elles. Modifier les règles, cela demande de poser les problèmes à un niveau collectif et politique, et donc de se donner de nouveaux récits.

**NOS BIAIS
COGNITIFS NE
DÉPENDENT PAS
QUE DE NOUS
MAIS AUSSI
DES RÈGLES
COLLECTIVES
DANS LESQUELLES
ON AGIT.**

2.1.2. POURQUOI EST-CE IMPORTANT DE PRODUIRE DE NOUVEAUX RÉCITS ?

Même si elle s'applique au champ de la chimie, la maxime d'Antoine Lavoisier, « *Rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme* » résonne particulièrement lorsqu'on la lit comme une raison d'être d'un récit. **Les récits sont des histoires façonnées par les êtres-humains. Ils portent en eux les traces de leurs parents et de leur milieu. L'histoire humaine dans son ensemble est le fruit du travail collectif de nos prédécesseurs qui eux-mêmes se sont inspirés de leurs ancêtres.** C'est un amoncellement de connaissances partagées au travers de traces écrites et orales. Lorsqu'une nouvelle histoire est contée, elle n'est jamais totalement neuve. Elle transforme ce qui a déjà été dit et fait. « *Rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme* ».

David Vercauteren, militant belge, souligne que « *l'art de conter nos expériences collectives est une façon de prendre cet appel (à raconter) au pied de la lettre et de contribuer modestement à la culture des précédents* »²⁴. La culture de nos prédécesseurs est un enjeu de construction de nouvelles sociétés et de nouveaux récits. Ils sont des outils pour faire entendre et vivre les luttes et les engagements pour un autre devenir. Il est important de produire de nouveaux récits parce que la vie humaine s'est toujours construite sur cette capacité à raconter des histoires sur l'existant. « *Rien ne naît ni ne périt, mais des choses déjà existantes se combinent, puis se séparent de nouveau* » disait le philosophe antique Anaxagore qui a inspiré Lavoisier. L'Histoire n'est en effet jamais définitivement terminée.

Le récit est une mise en lumière du réel et à la fois une transformation continuelle de celui-ci. **Il peut être caractérisé selon six critères donnés par Yves Citton²⁵ :**

1. « *Le récit doit incarner un mouvement dans le temps compréhensible* ».
2. « *Le récit est raconté d'au moins un point de vue* ».
3. « *Le récit se déroule de manière causale pour pouvoir être compréhensible* ».
4. « *Le récit comporte des valeurs (désirs et croyances) qui interagissent avec celles des personnes qui en prennent connaissance* ».
5. « *Le récit doit être inscrit dans le contexte normatif et social des personnes à qui il s'adresse tout en intégrant un élément de surprise qui permet de maintenir leur attention* ».
6. « *Le récit doit arriver à raconter notre réel (complexe et varié) à travers une histoire (simplifié et unifié)* ».

^{24/} David Vercauteren, Micropolitiques des groupes ; Pour une écologie des pratiques collectives, Éditions HB, Collection politique(s), 2007 dans Benjamin Roux, *L'art de raconter nos expériences collectives. Faire récit à l'heure du storytelling*, Editions du commun, 2018, p.15 - 25/ Yves Citton, Mythocratie, Storytelling et imaginaire de gauche, Éditions Amsterdam, 2010 dans Benjamin Roux, *L'art de raconter nos expériences collectives. Faire récit à l'heure du storytelling*, Editions du commun, 2018, p.33.

Les quatrième et cinquième critères sont cruciaux dans la capacité du récit à être entendu et à se répandre. Les valeurs sous-jacentes à un récit lui donnent un sens. Lorsque des personnes se reconnaissent dans des valeurs, lorsque des croyances prennent forme, le récit endosse une dimension collective puissante. Il construit un sens commun qui irrigue l'imaginaire collectif. C'est ici que le cinquième critère entre en jeu. Cet imaginaire collectif est déjà constitué d'autres valeurs et normes acceptées par les personnes qui constituent une société. Ce contexte normatif, fait de normes et de règles, n'est pas figé. « *L'élément de surprise* » souligné par Yves Citton peut être compris comme la confrontation des valeurs du récit au contexte normatif existant. Cette confrontation n'est pas non plus frontale. Un nouveau récit agit sur les anciens tout en s'en inspirant. C'est là que le sens peut survenir et mettre en mouvement une société. « *Le récit est une projection des désirs dans le but de les voir advenir* »²⁶.

Raconter un récit est aussi un appel à l'action. **Lorsqu'une personne ou un groupe dit un récit, elle ou il souhaite un effet chez l'autre qui l'entendra.** Le récit vise à proposer une perception ou un point de vue sur un élément connu et qu'on souhaite transformer. Faut-il encore qu'il soit entendu, reçu et compris pour qu'il soit diffusé... Ici, il est important de souligner qui adresse un récit. Les médias de masse, les politiques, les grandes entreprises sont particulièrement efficaces dans la récupération et l'instrumentalisation de nouveaux ou anciens récits au service de l'ordre établi. Dans ce contexte, raconter et entendre un récit n'est pas simple mais il est crucial de continuer à en réaliser, en tant que citoyen. Car « *si nous devons nous raconter des histoires, c'est pour éviter que d'autres les racontent à notre place* »²⁷.

Ce qui est dérangeant à l'heure actuelle, c'est bien que nous entendions toujours les mêmes récits des mêmes personnes plus puissantes ou au bagage socio-culturel plus élevé et surtout avec la même destinée d'un capitalisme triomphant. « *Les récits sont déjà de la lutte et la lutte a besoin de récits* » nous dit le collectif d'auteurs italiens Wu Ming²⁸. Voyons alors le récit comme une capacité collective d'imaginer réellement autre chose. C'est ce à quoi l'ESS appelle au travers de ses principes et valeurs qui la composent.

LE RÉCIT VISE À PROPOSER UNE PERCEPTION OU UN POINT DE VUE SUR UN ÉLÉMENT CONNU ET QU'ON SOUHAITE TRANSFORMER



Fig. 12 ▲ Rien ne naît ni ne périt, mais des choses déjà existantes se combinent, puis se séparent de nouveau.

2.1.3. COMMENT CONSTRUIRE DE NOUVEAUX RÉCITS ?

REVENDIQUER L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE COMME UN IMAGINAIRE DU POUVOIR

Fondée sur la vision d'une économie à la finalité sociale, revendiquant la primauté des personnes et du travail sur le capital, pratiquant la prise de décision démocratique et défendant l'autonomie de gestion, **l'ESS s'affranchit du prêt-à-penser capitaliste et expérimente d'autres manières de vivre notre rapport au monde, à la production et au vivant.** Elle participe à « *frayer de nouveaux devenirs, individuels et collectifs* »²⁹ en proposant une forme de (re)conditionnement des logiques sociales, économiques et écologiques qui constituent nos sociétés modernes. En cela, l'imaginaire porté par l'ESS est puissant : il nous mobilise de telle manière que « *notre puissance d'agir peut trouver de quoi commencer à s'orienter* »³⁰.

Contrairement à des imaginaires tournés vers les limites (à dépasser ou à intégrer) ou vers la privation, qui peuvent « *être sidérants et inhiber notre capacité à nous projeter dans un avenir désirable* »³¹, l'ESS porte un imaginaire de

possibles et de transformation « *où les personnes prennent conscience qu'il ne s'agit pas de faire moins mais de faire autrement* »³². Par sa vision transformatrice, l'ESS offre un pouvoir de changement et de contestation des valeurs, des normes et des croyances dominantes à un niveau politique. En continuant à s'organiser et en travaillant à consolider une vision politique commune, les acteurs et actrices de l'ESS se dotent d'institutions de plus en plus solides et capables de générer des « *effets multiplicateurs* »³³ des récits qu'ils et elles participent à construire au quotidien.

Cela dit, afin que de nouveaux récits puissent (continuer à) émerger à l'aune de cet imaginaire du pouvoir qu'est l'ESS, il nous faut poursuivre la bataille culturelle et politique sur deux fronts indissociables : d'une part, celui de l'économie de l'attention ; d'autre part, celui de la (re)distribution du pouvoir de « *faire récit* ».

L'ESS S'AFFRANCHIT DU PRÊT-À-PENSER CAPITALISTE ET EXPÉRIMENTE D'AUTRES MANIÈRES DE VIVRE NOTRE RAPPORT AU MONDE, À LA PRODUCTION ET AU VIVANT

29/ Yves Citton, *Mythocratie. Storytelling et imaginaire de gauche*, Editions Amsterdam, 2010, p.17 - 30/ Ibid., p.73.- 31/ Ariel Kyrou, auteur de *Dans les imaginaires du futur*, 2020. Propos extraits d'un entretien réalisé et cité par Jules Colé, *Mobiliser la société à travers le prisme de l'imaginaire*, ADEME, 2024, p.11. 32/ Benoît Rolland de Ravel, cofondateur de La Fresque des Nouveaux Récits. Propos extraits d'un entretien réalisé et cité par Jules Colé, Ibid., p.11. - 33/ Yves Citton, Op. cit., p.49-50.

SE RÉAPPROPRIER LA PUISSANCE DES RÉCITS PAR UNE IMAGINATION AGISSANTE

L'économie de l'attention reste un point aveugle dans la bataille culturelle à laquelle participe l'ESS, tant les moyens de diffusion des récits qui la constituent semblent minimes face à l'écrasante et omnipotente industrie moderne de l'imaginaire capitaliste *« qui divertit – littéralement, te détourne de la voie – et se matérialise notamment à travers les médias, le divertissement et la Culture (unique et avec une majuscule) de masse, tel qu'Hollywood peut le proposer »*³⁴. Pourtant, capter l'attention d'un public toujours plus large de citoyens et de citoyennes est un enjeu crucial pour l'ESS ; et cela demande de s'interroger sur les mécaniques de distribution du pouvoir de production des récits. Là aussi, l'ESS et l'imaginaire de transformation sociale et environnementale qu'elle porte sont pris dans un rapport de force déséquilibré car, malgré le nombre grandissant de personnes qui se reconnaissent et s'engagent dans les valeurs de l'ESS, celles-ci restent une minorité face à l'imposition d'un imaginaire capitaliste uniformisant et aliénant : *« Notre industrie moderne de l'imaginaire établit ainsi une séparation entre une mince élite de « créateurs » et une masse de « consommateurs d'images » réduite à l'assimilation des productions des premiers »* et *« accentuant ainsi l'uniformisation des imaginaires individuels par une poignée d'imaginacteurs qui partagent leurs créations au reste de la société, souvent au profit d'intérêts économiques colossaux. »*³⁵

Au-delà de leur surmédiatisation, certains récits comme ceux de la croissance ou du consumérisme se nourrissent du fait que nos cultures dites modernes mobilisent davantage une *« imagination contemplative »* et *« guidée »* nous mettant en position passive de *« récepteurs »* de récits et d'assimilation d'un imaginaire dominant surpuissant, plutôt qu'une imagination *« agentive »*³⁶, exploratoire et créatrice, qui nous rendrait davantage agissants³⁷. Une manière de reprendre du pouvoir sur la production et sur la circulation des récits est de revendiquer un autre type d'imaginaire, *« celui qui subvertit »*³⁸, bouscule et renverse l'ordre de l'imaginaire dominant. Cet imaginaire créateur et créatif relève de l'action et c'est en cela qu'il peut être émancipateur, car *« dans l'acte d'imaginer, nous reprenons la main sur ce que nous pensons et sur ce que nous choisissons de ne pas penser. »*³⁹ Cette propriété de l'imagination permet de se réapproprier une puissance d'agir par et sur les récits : *« Cette encapacitation de chacun à s'ériger en législateur, qui anime la vie et la circulation des récits au sein d'une société, participe de cette même*

CAPTER
L'ATTENTION
D'UN PUBLIC
TOUJOURS PLUS
LARGE DE CI-
TOYENS ET DE
CITOYENNES EST
UN ENJEU CRUCIAL
POUR L'ESS.

diffusion par capillarité infinitésimale et horizontale [...]. Ce sont bien des formes de vies, émergées et vécues « par le bas », au sein des multitudes, qu'expriment, agencent et réagencent les narrations qui circulent dans une population »⁴⁰

Il y a donc d'abord un enjeu individuel à agir sur les récits qui circulent, car *« chaque sujet parlant porte en lui-même la puissance de produire des contre-conduites, des contre-histoires et des contre-interprétations. »*⁴¹ Néanmoins, pour construire un futur désirable, *« ce qui est à chercher du côté du mythe c'est sa puissance collective, sa puissance de réappropriation collective du champ politique et démocratique. »*⁴² Mais comment (re)devenir, collectivement et démocratiquement, producteurs de récits ?

FAIRE POUR RACONTER, RACONTER POUR FAIRE : ANCER LES RÉCITS DANS L'ACTION

*« L'idée même de raconter des récits est intrinsèquement liée au fait de vivre des expériences. Nous racontons ce que nous vivons. Lorsque nous procédons à une scénarisation, au-delà du récit c'est bien une scénarisation de nos vies qui est en jeu. »*⁴³ Une manière de faire récit est de *« conter nos expériences collectives »*, autrement dit de partir de l'action, du vécu, pour les (re)scénariser⁴⁴. Cela permet d'une part d'ancrer la création de récit dans le déjà possible, de prendre appui sur le réel pour lui donner du sens et le rendre davantage commun, partagé ; d'autre part, cela évite une projection hors sol, dans un futur qui pourrait sembler artificiel, illusoire et inatteignable parce qu'il ne se rattacherait pas ou trop peu au monde connu, aux réalités éprouvées. Partir des expériences que nous vivons peut s'avérer particulièrement porteur pour (re)prendre le pouvoir sur les récits qui nous concernent, et ainsi favoriser une mise en action, donner des clefs ou des inspirations à d'autres que soi pour faire, expérimenter, se mettre en mouvement.

Bien sûr, faire le récit d'expériences collectives n'est pas simple, puisqu'au-delà des traces à conserver et de l'histoire à retracer, se pose une question de légitimité et de pouvoir : qui pour conter nos expériences collectives ? et comment ? *« Le fait de devenir « producteur de récit » amène des questions de formes, de pratiques, de faisabilités, et invite à réfléchir aux décalages entre ce qui est raconté et ce qui a été vécu collectivement et individuellement. »*⁴⁵ Dans son livre *L'art de conter nos expériences collectives*, Benjamin Roux rend compte de diverses expériences transposées en récits et surtout des choix opérés par les différents collectifs dans leurs processus de mise en récit (qui ? comment ? avec quelle légitimité ? sous quel format ? etc.). Au-delà des négociations pratico-pratiques et des nombreux micro-choix politiques qui constituent la mise en récit d'une

39/ Ibid. - 40/ Yves Citton, Op. cit., p.125-126. - 41/ Ibid. - 42/ Benjamin Roux, Op.cit., p.88. - 43/ Ibid., p.89. - 44/ Ibid., p.46. - 45/Ibid., p.47.

expérience collective, l'auteur nous oblige à nous interroger sur le processus même de production du récit, et à être attentif aux risques de dénaturation, de récupération voire de confiscation d'une expérience vécue collectivement. La manière de mettre en récit doit alors être interrogée et pensée au même titre que le contenu car, sans vigilance, elle peut reproduire des formes de domination (symbolique, linguistique, sociale, économique, ...) et passer à côté du potentiel encapacitant d'une mise en récit collective.

*« Dis-moi comment tu racontes, je te dirai à la construction de quoi tu participes. »*⁴⁶

FAIRE RÉCIT EN COMMUN : QUELQUES POINTS D'ATTENTION

S'il n'y a pas de recette miracle ni de mode d'emploi clef-en-main pour « *faire récit en commun* », on peut néanmoins noter quelques points d'attention.

👉 **Ne pas tomber dans le piège d'un récit unique, descendant et normatif.**

L'illusion de l'avènement d'un grand récit unique qui permettrait de rendre compte de l'ensemble des réalités vécues et portées par les différents membres d'un groupe pourrait faire perdre de vue l'enjeu profondément démocratique d'un processus de mise en récit collective. D'une part, derrière la cohérence qui peut en apparence transparaître d'un récit unique et rassembleur, dans lequel tout ferait consensus, se cache souvent l'orientation d'une ou plusieurs voix dominantes, dénotant une vision profondément descendante. Par exemple, un atelier de construction de récits proposé à un groupe hétérogène pourra, consciemment ou inconsciemment, être orienté et guidé par les personnes ou structures organisatrices de telle sorte que l'expérience collective se mettra au service de leur vision préconçue. Pour éviter une telle dérive, de nombreux auteurs et praticiennes nous invitent à favoriser la profusion complexe de récits ascendants plutôt que la simplicité d'un récit unique et descendant, au risque de tomber dans les travers d'une approche non seulement réductrice mais surtout normative : *« Certes il y a urgence, mais il n'en résulte pas qu'on puisse faire l'économie d'un travail avec les personnes, à partir de qui elles sont. Les injonctions descendantes sont contre-productives, elles maintiennent les personnes en position de réception, elles nient leur pouvoir – et plus encore leur besoin – d'imaginer et d'agir par elles-mêmes. »*⁴⁷ Bien sûr, il existe un besoin de convergence sur les grandes lignes d'un futur désirable qui pourrait être commun, car c'est dans ce qui nous rassemble

que nous pouvons trouver la force et les ressources pour nous mobiliser à une échelle significative. Néanmoins, donnons-nous l'exigence de (nous) raconter dans la complexité et la conflictualité *« pour ne pas devenir prisonnier de son propre mythe. »*⁴⁸

👉 **Mise en capacité et processus inclusifs : sortir de l'entre-soi.**

Dans nos structures de l'ESS, nous croisons souvent les mêmes personnes, que ce soit lors d'ateliers de réflexion, de formations ou d'événements. De plus, nous partageons souvent des visions du monde ou de ce qu'il devrait être qui sont assez proches, basées sur des constats similaires, identifiant les mêmes causes pour les mêmes conséquences. C'est souvent davantage sur le chemin à parcourir pour transformer la société que nous débattons, sur des points pratiques, stratégiques ou politiques. Cette convergence est rassurante, car elle peut nous faire nous sentir moins seul·e, plus fort·e, réchauffer un sentiment d'appartenance qui donne de l'espoir dans le changement et la suite de l'Histoire, sur base de valeurs communes. Mais elle peut aussi être désolante si elle est synonyme d'entre-soi, car créer de nouveaux récits puissants doit passer par la considération, la mise en capacité et la participation d'une diversité de personnes pour penser et fabriquer ces récits, pour les raconter, les diffuser, les incarner.

Au-delà de l'importance de penser des processus participatifs, inclusifs et ascendants pour co-construire des réflexions et des histoires avec une diversité de participants (et encore faut-il déjà réussir à toucher cette diversité de personnes dans notre communication et via nos réseaux de diffusion), il est essentiel d'interroger nos habitudes et de les bousculer. **A force d'être avec des personnes qui pensent comme nous, qui parlent comme nous, qui réfléchissent plus ou moins comme nous, nous avons développé un certain habitus** : partager un vocabulaire commun, partir du principe que nous avons plus ou moins des bagages éducatifs équivalents, maîtriser des concepts plus ou moins complexes, citer des auteurs ou autrices, se référer à des mécanismes culturels proches, avoir des capacités similaires à prendre la parole, se sentir en capacité de poser un regard sur une situation, de créer, de proposer, de participer... Or, si nous voulons réellement intégrer d'autres publics que nous-mêmes, acteurs et actrices de l'ESS, citoyens et citoyennes engagés sur des thématiques sociales et écologiques, il nous faut reconnaître ces habitudes comme des privilèges et des codes socio-politico-professionnels sélectifs. Être conscient du potentiel d'exclusion et de domination de et par ces habitudes et ces postures (linguistiques, réflexives, critiques, créatives, ...) est aujourd'hui un préalable sans lequel nous ne pourrions réellement faire récit en commun, c'est-à-dire en intégrant une large diversité des personnes compo-

sant notre société (personnes issues de diverses classes sociales, avec des parcours éducatifs inégaux, des types de savoirs multiples, des cultures différentes, des expériences sociales singulières, etc.). **Sans la puissance et l'amplitude d'un collectif diversifié, nos récits sont condamnés à rester de l'ordre de l'anecdotique, voire du storywashing,** (nous) racontant des histoires que nous ne sommes pas capables de mettre en pratique.

👉 **Se donner la liberté d'être créatif.**

Lorsque nous parlons de récit, nous avons souvent la vision d'un texte ou d'un discours, d'un passage presque obligatoire par l'écriture. Pourtant, il y a bien d'autres manières de penser et d'imaginer qu'avec des mots. Au-delà d'un enjeu de démystification de l'écriture (qui peut favoriser une mise en compétence et une montée en légitimité des personnes les moins à l'aise avec le l'écrit ou l'élaboration discursive), passer par une multiplicité de formats de création peut permettre d'ouvrir les imaginaires et de laisser place à des formes parfois plus radicales de récits. Par exemple, les pratiques artistiques non verbales (musique, danse, expression corporelle, dessin, peinture, collage, etc.) sont des dispositifs particulièrement féconds en matière d'expression et de partage d'une vision sensible du monde. De même, **laisser place à la fiction peut être une manière d'ouvrir le champ des possibles et de ne pas se laisser enfermer dans des contraintes systémiques et structurelles paralysantes.**

👉 **Dépasser le storytelling et passer à l'action**

« Si les nouveaux récits peuvent évidemment reprendre des codes du storytelling, ces derniers doivent pour autant le dépasser et s'inscrire dans une réelle démarche d'intérêt sociétal en contribuant activement à changer nos rapports au monde par le biais d'actions concrètes. »⁴⁹

L'expérimentation et l'innovation sociale sont deux piliers de l'ESS et de son imaginaire du pouvoir. Il est essentiel que les récits que nous construisons continuent à s'ancrer dans une démarche transformatrice qui passe par la traduction de nos valeurs en actions. Cette mise en action prend souvent forme à une échelle « *micro* », au niveau local ; pour autant, elle peut générer un effet d'enchaînement et de multiplication suffisant pour *« susciter, comme incidemment, un grand projet collectif. »⁵⁰* Comment ? Par le fort potentiel d'appropriation de récits ancrés dans et vers l'action : les citoyens peuvent *« devenir de véritables acteurs de l'imaginaire dans leur vie quotidienne, que ce soit par leur travail, les projets associatifs auxquels ils adhèrent, les contenus qu'ils partagent sur les réseaux sociaux ou à leur entourage, bref, par leur mode de vie en général. C'est seulement lorsqu'une masse critique de citoyens adhérera à des récits en phase avec*

les enjeux globaux – non seulement par les multiples expositions permises par les imaginacteurs mais aussi par la puissance de la transmission vivante et du bouche-à-oreille, par l’incarnation réelle et par un maillage dense d’initiatives locales en faveur des transitions – que nous pourrions espérer un point de bascule de la société vers des modèles plus justes et écologiques. »⁵¹

2.1.4. UNE EXPÉRIENCE D’UN RÉCIT COMMUN COCONSTRUIT : « LA JOURNÉE DES CHANTIERS DE L’ÉCONOMIE SOCIALE - IL EST TEMPS DE RÉINVENTER NOTRE AVENIR COMMUN ! »

Expérimenter et s’essayer à l’imaginaire du pouvoir, c’est ce que nous avons tenté de réaliser lors de la Journée des Chantiers qui est un événement annuel autour de l’Economie sociale que SAW-B organise depuis 2011. C’est devenu un rendez-vous récurrent des acteurs de l’économie sociale, des coopératives, des associations, des entrepreneurs sociaux et des citoyens qui souhaitent participer à la construction d’une autre économie. Chaque année, un thème différent est abordé faisant suite à des interpellations de nos membres ou à nos propres interrogations sur un sujet majeur. En 2024, nous avons souhaité traiter de la thématique du récit commun.

*Fig. 13 ▼
Il est temps de réinventer notre avenir commun.*



Dans la conjoncture de crises climatiques, sociales, financières, énergétiques etc., nous partions du constat connu du manque de récit(s) commun(s) et de la nécessité d’en imaginer. Notre intention était de trouver l’équilibre entre les discours catastrophistes et les projections naïves actuels dans la construction de nouveaux récits en donnant prioritairement la parole aux personnes participantes.

COMMENT AVONS-NOUS INVITÉ LES GENS À EMBARQUER AVEC NOUS ?

Le déroulement de la journée se voulait le plus participatif possible. C'est-à-dire que nos animations ont donné la part belle aux échanges, à l'apport d'idées de chacune et chacun pour la création de récits. Dans l'esprit de l'éducation permanente, notre volonté était d'inviter le public à adopter une posture créatrice et exploratoire dans l'écriture d'un récit commun. Pour ce faire, **notre journée s'est divisée en trois grands moments.**

Un premier moment théâtral avait pour objectif d'interroger l'avenir du capitalisme, et précisément ce qu'il faut en retenir ou non dans la constitution de nouveaux récits. Nous ne souhaitions pas partir totalement d'une page blanche et ce pour éviter un imaginaire trop naïf ou pas assez ancré. **Le deuxième moment s'est attardé sur l'horizon commun à dessiner.** Nous nous sommes appuyés sur le principe de projection, voire de fiction, en invitant les personnes à imaginer la société en 2150. Un cadre leur avait été donné à savoir un extrait sonore d'une personne fictive, appelée Ginette. Dans cet extrait, Ginette explique qu'elle est heureuse et fière de vivre en 2150 dans un monde égalitaire et solidaire. A cette parole fictive était ajouté un texte sous forme d'une déclaration universelle découpée en différentes thématiques (Gouvernance et démocratie, épanouissement intellectuel et spirituel, Egalité droits fondamentaux et sociaux et Droits économiques). Il était important d'avoir une vision à long terme pour permettre au public de se défaire du présent tout en se rendant compte du temps nécessaire pour qu'une transformation profonde de la société se réalise. **Le troisième moment a consisté au chemin à tracer d'aujourd'hui jusqu'en 2150.** Il s'agissait d'un jeu de rôle mettant à l'œuvre des territoires fictifs gouvernés par les participants. Leur objectif final était de prendre des décisions leur permettant d'aboutir à la société de 2150 imaginée durant la matinée. En organisant leur territoire sur base de caractéristiques prédéfinies, les participants prenaient des décisions selon celles des autres territoires et d'événements qui se présentaient à eux dont une crise importante.

NOTRE VOLONTÉ ÉTAIT D'INVITER LE PUBLIC À ADOPTER UNE POSTURE CRÉATRICE ET EXPLORATOIRE DANS L'ÉCRITURE D'UN RÉCIT COMMUN.

COMMENT LA JOURNÉE S'EST-ELLE DÉROULÉE ? QUE S'EST-IL PASSÉ ?

Notre ambition était grande et il est intéressant de noter les différences entre celle-ci et le déroulement exact de la journée. Pour ce faire, retraçons les trois moments présentés comme les trois actes ou chapitres d'une histoire.

👉 Chapitre 1 – « *La main invisible du marché au service du capitalisme* »

Cette histoire a débuté, sans suspense mais avec surprise, en dévoilant d'entrée de jeu le coupable. La main invisible du marché au service du dieu capitalisme ! Au travers d'une saynète de théâtre-action imaginée par la Compagnie Maritime, chaque personne a reçu une languette de feuille avec un prénom d'emprunt et une phrase à lire écrite par les comédiens. Ces passages revenaient sur les limites et les espoirs du capitalisme mais aussi sur les alternatives comme en témoigne cette phrase de « *Fabio* » : « *Puisqu'il y a la main invisible du marché, on pourrait créer le poing phare de l'économie solidaire* ». Les gens comprenaient petit-à-petit ce vers quoi les comédiens les dirigeaient. Ils lisaient leur papier en y ajoutant de l'intonation, en s'écartant parfois du texte ou en répondant à la personne précédente. L'humour était bien présent et les participants ont pu garder de ce moment une question en tête : « *Qu'est-ce qu'on hérite du capitalisme pour la suite de l'Histoire ?* »

👉 Chapitre 2 – « *Un voyage dans le temps* »

Il s'agissait de se projeter vers 2150 ! Deux traces du futur étaient à notre disposition, « *l'enregistrement de Ginette* » et « *la Déclaration universelle du Vivre-Ensemble* » à laquelle il manquait certains passages. Ces manques du texte liés à de grandes thématiques étaient à compléter (Gouvernance et démocratie, épanouissement intellectuel et spirituel, Egalité droits fondamentaux et sociaux et Droits économiques). Après avoir écouté Ginette, il était temps de s'imaginer 2150 en (ré)écrivant cette déclaration. « *Ginette* » nous a présenté 2150 avec beaucoup de passion et d'envie, mais à quoi une société telle qu'elle l'a décrite pourrait concrètement ressembler ? Après une effusion d'idées, des dizaines de propositions, des discussions et voire des schémas, le groupe est arrivé à un texte qui a été lu à tour de rôle par les personnes en charge de chacun des grands thèmes. La Déclaration Universelle du Vivre-Ensemble de 2150 était faite !

De façon générale, des grandes balises ont été données sans être aussi concrètes qu'attendues. Les personnes sont restées dans de grandes intentions qui manquaient à certains égards d'un aspect concret. Des thèmes

ont peut-être été plus fouillés. Ceci témoigne de la difficulté d'imaginer la société de demain sur base de toute la complexité actuelle.

👉 **Chapitre 3 – « Retour vers le passé »**

Les balises de la Déclaration Universelle de 2150 étaient affichées. Il ne restait plus qu'à revenir au moment présent, en 2024, et à affronter les défis du chemin qui nous mènerait jusque 2150. Les territoires se sont formés, ils se sont organisés et ils ont commencé leurs échanges entre eux. Le temps défilait, 2024, 2028, 2030 ... 2035 ! Ça y est, une décision inspirante est prise par nos dirigeants : *« La Commission Européenne vient de décider que toutes externalités négatives devront être incluses dans la construction du prix final payé par le consommateur. »* Les territoires réagissent et interagissent en gardant en tête le point d'arriver en 2150. Des décisions sont prises au sein des territoires en veillant à l'équilibre avec les autres. Mais l'entente fut de courte durée ... Nous sommes déjà en 2050 et un bug informatique géant, systémique et irréparable s'abat sur le monde. Les systèmes d'exploitation non open source sont particulièrement frappés par l'incident majeur. Des décisions rapides sont prises en réaction, tous les secteurs de la vie et de la production sont touchés (logistique, production de biens manufacturés, paiements, santé, messagerie, téléphonie, médias, etc.) et des comités thématiques territoriaux (1. Santé, éducation et culture, 2. Energie, 3. Alimentation et logistique) sont convoqués spécialement pour permettre aux territoires de s'entendre. Une conférence de presse se tient et tout le monde entend les propositions de ces comités. Chaque territoire peut intégrer ces propositions pour décider au mieux des suites. Nous sommes maintenant en 2070 et une bonne nouvelle tombe à nouveau : *« L'Union Européenne annonce que les brevets sont interdits et la connaissance devient un bien commun. »* L'histoire s'arrête là et les territoires devront continuer leurs échanges en sachant que le chemin jusque 2150 sera encore long, malgré les avancées ...

👉 **Et à la fin, ils vécurent heureux ?!**

Imaginer et raconter un récit est une expérience démocratique forte. Durant toute une journée, les gens ont dû s'écouter, s'entendre sur des éléments prospectifs qu'il n'est pas aisé d'appréhender. La conclusion principale est qu'il n'est pas du tout évident de (re)créer même à petite échelle une sphère de décision et de vision à long terme. Tout au long de la journée, et surtout durant l'après-midi, les participants ont dû, au-delà de raconter un récit, trouver les moyens de s'entendre et de s'accommoder l'un à l'autre en vue d'aboutir à ce récit commun. Le récit était ancré dans l'action pour permettre à la scénarisation de se faire, et de se vivre, plutôt que d'être pensée. Même si l'expérience ne fut pas simple, les participants ont pu goûter et éprouver ce travail collectif en se donnant la liberté d'être créatif.

2.2. ÊTRE PRAGMATIQUE - ESSAI DE CONSTRUCTION D'UNE FEUILLE DE ROUTE PAR LES ACTEURS DE L'ÉCONOMIE SOCIALE EN BELGIQUE FRANCO- PHONE

La mise en action de récits construits autour des valeurs de l'ESS s'ancre à différents échelles et niveaux politiques avec plus ou moins de succès. En février 2024, à Liège, la Conférence des ministres européens en charge de l'économie sociale a adopté une feuille de route pour l'économie sociale dans le cadre de la présidence belge du Conseil de l'Union européenne. Une feuille de route décrit le quoi et le pourquoi d'une stratégie, mais elle ne décrit pas le « comment ». Elle est un pont entre la vision stratégique et son application concrète. Ce concept de feuille de route a été popularisé par la feuille de route pour la paix en 2003 face au conflit israélo-palestinien. C'est une traduction de l'anglais « roadmap ».

La feuille de route de l'UE pour l'économie sociale contient les arguments pour valoriser l'économie sociale ainsi que des recommandations d'actions ou de décisions des ministres européens en charge de l'économie sociale à destination du Conseil de l'Union européenne et la Commission européenne. Ce travail est la suite de nombreuses avancées européennes sur l'économie sociale, y compris la recommandation du Conseil relative à la mise en place des conditions-cadres de l'économie sociale, adoptée par le Conseil de l'UE le 27 novembre 2023, qui fournit un cadre politique, juridique et économique nécessaire pour que l'économie sociale puisse se développer. En d'autres mots, par ce processus long, l'UE incite ses membres à développer les conditions pour favoriser un cadre pertinent et adéquat pour l'économie sociale.

Si cette reconnaissance européenne est encourageante, elle est à mettre en parallèle avec la réalité concrète comme une décision tardive et après une pression forte d'avoir un commissaire européen ayant en charge l'économie sociale, la baisse des budgets dédiés à l'ES dans plusieurs pays européens, ou des réalités plus locales ...

De bonnes intentions, mais une réalisation concrète qui peine à se matérialiser ou qui passe au second ou au troisième plan facilement.

Lors de cette rencontre, SAW-B a commencé à réfléchir à l'intérêt de construire sa propre feuille de route pour l'ES, voire, avec d'autres acteurs de l'économie sociale. Avoir une feuille de route politique est essentiel et si elle est rédigée par et pour l'économie sociale, c'est encore mieux. Voilà comment est née l'idée initiale et voici les premiers pas réalisés à sa suite.

**SAW-B A
COMMENCÉ À
RÉFLÉCHIR À
L'INTÉRÊT DE
CONSTRUIRE SA
PROPRE FEUILLE
DE ROUTE
POUR L'ES.**

2.2.1 DES STRATÉGIES POUR L'ES EN BELGIQUE FRANCOPHONE ?

 es dernières années, en Belgique francophone, les gouvernements wallons et bruxellois ont mis en place des stratégies pour valoriser et renforcer l'économie sociale de manière plus ou moins explicite (voir la Shifting Economy bruxelloise et Alternativ'ES Wallonia). Ce travail s'ajoute aux législations préexistantes qui ont reconnu ou reconnaissent l'économie sociale depuis de nombreuses années maintenant. Ces législations ont émergé par la volonté des acteurs de l'ES qui agissaient parfois en-dehors de tout cadre légal et par la volonté des acteurs publics et politiques de mieux cadrer une économie qui existait en-dehors de toute préoccupation publique. Nous pourrions appeler cela de la co-construction de l'action publique⁵².



A BRUXELLES : LA SHIFTING ECONOMY

Le gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale s'est mis d'accord sur une stratégie pour favoriser la transition économique de la région. Elle présente ainsi sa stratégie : la Shifting Economy Brussels est définie comme « *la transformation progressive des activités économiques bruxelloises dans la perspective de contribuer aux défis sociaux et environnementaux locaux et mondiaux, ainsi qu'à la création et au maintien d'emploi de qualité pour les Bruxellois* ». La Shifting Economy propose ainsi un cadre de référence qui lie le dynamisme économique à la justice sociale et à la protection de l'environnement, en favorisant l'épanouissement des citoyens. Cette approche intégrée inscrit l'économie bruxelloise dans des limites qui ne bousculent plus les équilibres fragiles de la planète.

Bien que cette stratégie ne soit pas centrée sur l'économie sociale, les acteurs de l'ES y tiennent une place et sont valorisés par un des sept leviers (soutien à l'entrepreneuriat social et démocratique) et en reconnaissant le rôle important joué par les entreprises d'économie sociale.



EN WALLONIE : ALTERNATIV'ES WALLONIA

La Région wallonne présente cette stratégie ainsi : Le gouvernement wallon ambitionne de faire de la Wallonie un terreau d'innovation en économie sociale en soutenant la création, le développement et l'expansion des entreprises d'économie sociale wallonnes, tel que dévoilé dans son plan « *Alternativ'ES Wallonia* », en accord avec sa Déclaration politique régionale pour la législature 2019-2024. Trois axes stratégiques, cinq secteurs et dix mesures transversales sont fixées.

On le voit, dans cette version wallonne, l'économie sociale est au centre de la réflexion avec une stratégie pensée pour l'économie sociale. Des acteurs ont été impliqués dans la réflexion et dans sa mise en œuvre.

UNE RECONNAISSANCE QUI AFFECTE LES RÉCITS DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ?

Le contexte politique favorise le déploiement de l'économie sociale, d'autant que l'ES bénéficie d'une reconnaissance à de multiples échelles (sectorielles, transversales, fédératives...). **C'est une preuve de la qualité et de l'importance que jouent les entreprises dans la société.** Cependant, cet environnement favorable a des conséquences négatives, des effets pervers. Au-delà du risque d'isomorphisme⁵³, d'autres peuvent apparaître en raison de cette reconnaissance institutionnelle.

« DÉRESPONSABILISATION »

Dans son livre « *De la démocratie en Amérique* »⁵⁴, Alexis de Tocqueville disait : « *le souverain étend ses bras sur la société tout entière ; il en couvre la surface d'un réseau de petites règles compliquées, minutieuses et uniformes, à travers lesquelles les esprits les plus originaux et les âmes les plus vigoureuses ne sauraient se faire jour pour dépasser la foule ; il ne brise pas les volontés, mais il les amollit, les plie et les dirige ; il force rarement d'agir, mais il s'oppose sans cesse à ce qu'on agisse ; il ne détruit point, il empêche de naître ; il ne tyrannise point, il gêne, il comprime, il énerve, il éteint, il hébète, et il réduit enfin chaque nation à n'être plus qu'un troupeau d'animaux timides et industriels, dont le gouvernement est le berger* ». Ce processus peut être conscient ou inconscient. Faire ce constat n'implique pas de soutenir une dérégulation, l'absence de l'état...

Dans une perspective plus actuelle, bien que centrée sur le travail des assistant·es sociales des Centres Publics d'Action Sociale (CPAS), Grégory Meurant⁵⁵, chargé de cours en sociologie et travailleur en CPAS, dit : « *le double aspect de contrôle et de standardisation crée un risque intrinsèque de déresponsabilisation des assistants sociaux vis-à-vis de la dimension sociopolitique de leur fonction* ».

Ces deux pensées, bien qu'issues de deux réalités très différentes, à presque deux siècles d'intervalle, évoquent **le risque de déresponsabilisation lié à un état imposant de normes contrôlantes, dirigeantes.** Un encadrement réglementaire couplé avec des exigences de vérification, de reporting, d'indicateurs de performance peut diminuer le sentiment de responsabilité et d'innovation. Les structures financées en viennent à devoir rendre des comptes davantage voire uniquement à leurs financeurs et à leur organe d'administration qu'à leur bénéficiaires/usagers/clients... C'est ce que Éric Forgues⁵⁶, sociologue, explique

^{53/} Processus d'homogénéisation des structures, de la culture, des produits entre des organisations. Pour l'économie sociale, on parle d'une tendance à adopter des méthodes, des attitudes, une organisation semblable aux entreprises de l'économie privée lucrative. - ^{54/} Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, volume II, partie IV, chapitre VI, 1840. - ^{55/} Grégory Meurant, *Comprendre la violence institutionnelle, Santé conjugulée*, n°107, juin 2024, <https://www.maisonmedicale.org/comprendre-la-violence-institutionnelle/>

dans son ouvrage : « *Il semble que les craintes [...] formulées avant le renforcement du partenariat avec l'État étaient justifiées à l'égard de la dépendance financière, de l'éloignement des organismes de la population, de la faible participation de la population et de la perte d'autonomie des organismes en échange du financement gouvernemental* ».

Cette déresponsabilisation peut diminuer voire annihiler les capacités d'innovation ou l'autonomie des acteurs de l'économie sociale.

Cette déresponsabilisation peut aussi favoriser le sentiment de libre arbitre mais aussi de prise en main de la stratégie et du déploiement de l'économie sociale en donnant l'impression que tout dépend des autres surtout dans la réussite, même si elle peut renforcer le sentiment de responsabilité face à l'échec. Les conséquences de toute prise de risques (tenter de nouvelles approches, de nouvelles méthodes, toucher de nouveaux publics mais aussi critiquer...) peuvent être élevées quand des emplois, la prise en charge de personnes ou la survie de la structure sont en jeu.

« DÉPOLITISATION »

En parallèle de ce problème de déresponsabilisation, l'économie sociale fait face à une dépolitisation aux causes multiples mais dont les démonstrations prennent parfois une dimension très visible.

- ☛ La multiplication de la création de fédérations d'employeurs pour défendre les intérêts des entreprises, de l'emploi et participer à la concertation sociale ou comme la volonté, pour certains, de créer des mouvements patronaux.
*« L'absence de volonté affichée, de la part des institutions de l'ESS, de réinventer les fondements du rapport salarial affaiblit ainsi la portée de l'idée selon laquelle on travaille « autrement » dans les entreprises de l'ESS. »*⁵⁷
- ☛ Le recours à des méthodes managériales (KPI's/indicateurs de performance, gouvernance par objectifs pour fixer une liste de résultats à atteindre sur une période donnée...), à des processus de centralisation et à des obligations publiques qui *« participent activement à la transformation des organisations de l'ESS en opérateurs privés de politiques publiques »*⁵⁸ et qui rend les acteurs de l'ES plus proche des pouvoirs publics et politiques que de leurs bénéficiaires.
- ☛ La volonté manifeste ou non de ne pas ou ne plus s'identifier à l'économie sociale. Lorsque l'on interroge empiriquement les dirigeants sur leur sentiment d'identification à l'ESS, seuls un tiers d'entre eux répondent que ce syntagme fait sens pour eux⁵⁹.

56/ Forgues, É. (2012). Le partenariat des communautés francophones en situation minoritaire avec l'État : frein ou tremplin à l'autonomie ? Minorités linguistiques et société = Linguistic Minorities and Society, 1, 180-194. <https://doi.org/10.7202/1009214ar> - 57/ Mathieu Hély, "De l'économie sociale « historique » à « l'économie sociale et solidaire » : une nouvelle configuration des relations entre monde associatif et collectivités publiques", Revue française d'administration publique n° 163, 2017, p. 543-556 - 58/ Ibidem - 59/ Hély, Matthieu ; Rétif, Sophie et Simonet, Maud (2015), « Figures de l'employeur et formes du "dialogue social" dans les entreprises de l'ESS », Mouvements, 81, p. 116 125

- ☛ La sociologie et même l'homogénéité des cadres de l'économie sociale, souvent issus des mêmes cursus scolaires (sciences économiques, sciences de gestion notamment) éloignés des réalités des travailleurs et travailleuses de l'ES mais encore plus des bénéficiaires.
- ☛ L'éloignement (voire la désertion) par de nombreux acteurs de l'ES des combats collectifs sociaux, syndicaux au-delà des préoccupations sectorielles.
- ☛ ...

Prises isolément, ces démonstrations n'ont pas un impact essentiel, mais leur accumulation génère des conséquences politiques. Robert Crémieux le dit ainsi : *« Il faut dire aussi que, pour avoir déserté le terrain du combat politique, les acteurs et partisans de l'économie sociale solidaire ont laissé le champ libre au libéralisme triomphant. En renonçant à présenter leur vision de l'économie comme une alternative, ils ont renoncé du même coup à en faire un enjeu de débat et de combat politiques. »*⁶⁰

Pour reprendre les mots de Bruno Frère : *« Tout se passe parfois en effet comme si l'on acceptait de laisser aux mains des institutions le réel pouvoir politique [...]. Et, jusqu'à présent, qu'il s'agisse des épargnants de la finance solidaire, de consommateur de café équitable ou encore du professeur investi dans un RERS (réseaux d'échanges de savoirs) auprès des plus démunis, l'altruisme ou le plaisir du lien social prévaut parmi les motifs de l'engagement ... or le monde jusqu'à présent n'a jamais pu être réellement transformé que là où des intérêts biens perçus, et collectivisés, parvenaient à faire violemment effraction dans les rapports de force institués »*.⁶¹

Tout comme la déresponsabilisation peut annihiler, la dépolitisation peut inhiber les acteurs de l'économie sociale et les inciter à réduire leur action collective, sociale et politique tout en favorisant la division entre les acteurs. Ces processus sont lents et souvent le fruit d'une accumulation de facteurs intrinsèques à l'économie sociale mais aussi extrinsèques et partagés par la société. Ces processus sont également à mettre en parallèle avec l'évolution de l'ES et une volonté de répondre avant tout à des besoins de manière pratique, concrète. Mais il n'empêche que cette réalité pousse à s'interroger sur comment créer un récit collectif et porteur de l'ES quand les acteurs eux-mêmes ne croient pas ou plus au récit émanant de l'économie sociale ?

**TOUT COMME LA
DÉRESPONSABI-
LISATION PEUT
ANNIHILER, LA
DÉPOLITISATION
PEUT INHIBER LES
ACTEURS DE L'ES.**

2.2.3. LES FREINS À LA CONSTRUCTION D'UNE FEUILLE DE ROUTE PAR ET POUR L'ES EN BELGIQUE FRANCOPHONE

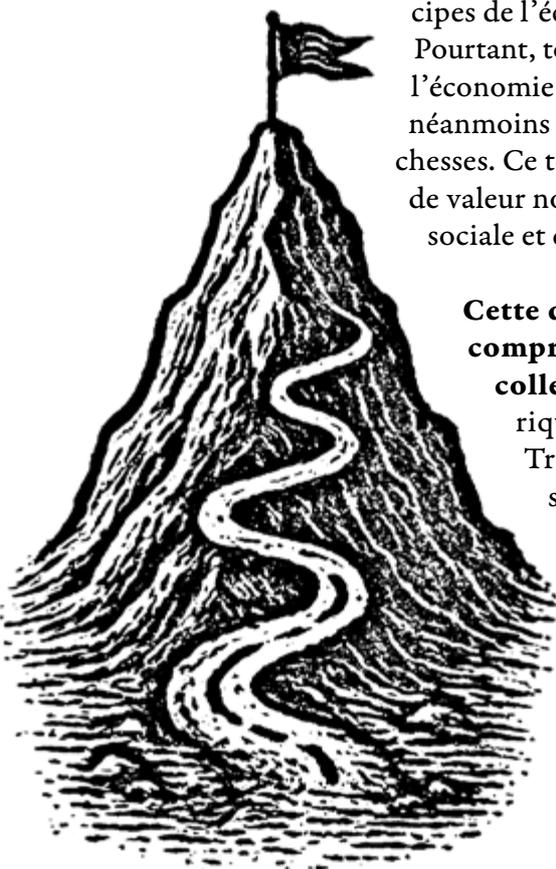
Nous avons évoqué les effets parfois délétères d'une reconnaissance publique, politique et juridique de l'économie sociale. De la même manière, dans le concret du paysage de l'économie sociale en Belgique francophone, il existe plusieurs freins qui limitent et entravent la construction d'une feuille de route, bien que ceux-ci soient insuffisants pour empêcher les essais.

Fig. 14 ▼

Construire une feuille de route n'est pas un chemin aisé et tranquille.

Les acteurs de l'économie sociale sont nombreux et diversifiés. Diversifiés dans leur taille, leur histoire, le ou les secteurs d'activités où ils se déploient, leur vision de la capacité transformative ou non de l'économie par les principes de l'économie sociale et bien sûr leur vision stratégique et politique. Pourtant, tous partagent un ADN commun à travers les principes de l'économie sociale certes mis en œuvre de manières très différentes mais néanmoins porteurs d'une base intangible de la vision de production de richesses. Ce terme de « richesses » – au pluriel – est choisi à dessein, au sens de valeur non seulement économique mais aussi démocratique, de justice sociale et d'équité.

Cette diversité d'acteurs cause des difficultés de dialogue et de compréhension commune, de définition d'un plan d'action collectif. Effectivement, qu'ont à se dire des structures historiques, parfois de taille imposante comme les Entreprises de Travail Adapté qui comptent des centaines de travailleurs et sont actifs sur des marchés considérables, se prêtant à des collaborations avec des entreprises capitalistes et les petites coopératives de production ou de services ne comptant que quelques travailleurs – du reste pas forcément salariés – qui misent sur l'agilité et la coopération avec d'autres entreprises d'économie sociale pour répondre à des marchés ? Malgré ces difficultés, des efforts sont menés pour développer le dialogue, notamment au sein de l'organe de concertation de l'Économie Sociale – ConcertES – mis en place dès 2005 à l'initiative de Saw-b, Febecoop et Syneco.



Une des difficultés à développer le dialogue vient de différences entre les acteurs au sein de l'économie sociale.

- ☛ Différence dans le rapport à l'Etat et aux financements. Certains sont fortement institutionnalisés et organisés en fédérations sectorielles qui peuvent peser de tout leur poids – tant au sein de ConcertES qu'auprès des pouvoirs publics et politiques. Souvent subventionnés ils mettent en œuvre des politiques sociales de réparation : formation et insertion socio-professionnelle, inclusion, etc. D'autres acteurs disposent de peu de subventions – voire pas du tout – et sont morcelés entre de nombreux secteurs d'activités économiques. Ils sont souvent de taille modeste et disposent de peu de pouvoir de plaidoyer.
- ☛ Différence dans le rapport au salariat. Des fédérations d'employeurs font face à des fédérations ou des acteurs avec un modèle coopératif ou reposant sur des modèles d'autogestion et/ou d'échanges basés sur la réciprocité dans les rapports entre collaborateurs ou coopérateurs.
- ☛ Différence entre des fédérations sectorielles et des fédérations transversales ou thématiques.
- ☛ ...

Mais tous sont enfermés dans des agendas et des flux d'activités tendus qui les empêchent de penser en termes d'extra-coopération⁶² pour définir et défendre un avenir commun.

Malgré ce constat, **la volonté de définir une stratégie commune pour transformer l'économie par l'économie sociale s'inscrit progressivement dans l'esprit des membres de ConcertES.** C'est le signe qu'émerge une prise de conscience de la nécessité d'anticiper et de proposer aux pouvoirs politiques régionaux une feuille de route ambitieuse pour l'Economie Sociale, capable de répondre aux enjeux économiques, sociaux et environnementaux sans cesse plus critiques en ce monde globalisé, organisé par les principes économiques de l'ultra-libéralisme, le libre marché et la compétition.

Cette dynamique est en marche au sein de Concert'ES. Si la première rencontre de membres s'est déroulée quelques semaines après les élections, en début juillet 2024, la décision de l'organiser était bien antérieure et marque la volonté de plusieurs membres de l'OA de s'emparer de la question. L'objectif du processus est de construire une « *feuille de route pour l'économie sociale* » à défendre auprès des pouvoirs politiques, feuille de route qui va bien au-delà des tradi-

tionnels mémorandums sectoriels issus des fédérations. **Une feuille de route qui inspirerait les Déclarations de Politiques Régionales** avec des mesures capables de démontrer que l'Economie Sociale est porteuse de changements, de se dépasser et de dépasser le cadre où elle est cantonnée. L'histoire de l'ES, des mouvements ouvriers, coopératifs et associationnistes montre qu'elle a souvent été pionnière, innovante, inductrice de changements et que nous pouvons nous en inspirer. **Une autre motivation réside aussi dans le fait que face aux enjeux de société auxquels nous sommes confrontés, les pouvoirs politiques ont besoins d'ordonnancement, de mesures cohérentes et systémiques, ce qui nous impose d'être inspirants !**

2.2.4. CONSTRUIRE UNE FEUILLE DE ROUTE COMMUNE ?

a première étape visait à coaliser les porteurs d'entreprises d'économie sociale et leurs fédérations sur l'idée même d'une feuille de route commune malgré toutes les différences abordées ci-dessus, de faire prendre conscience que pour nombre d'enjeux, l'ES gagnait à travailler en inter-coopération et non en silos, secteur par secteur, voire en compétition ne fut-ce que parce que les moyens publics vont s'amenuisant.

Une animation rassemblant une quinzaine de personnes représentant dix membres de ConcertES pour une journée entière a permis de rencontrer cet objectif. SAW-B et ConcertES animaient cette rencontre qui visait plus spécifiquement à :

- **Relever** et partager nos ambitions en matière de transformation de l'économie ;
- **Relever** et partager nos ambitions en matière de changement d'échelle de l'Economie Sociale ;
- **Identifier** des mesures que nous, des pouvoirs publics ou d'autres mettraient en œuvre et permettraient ce changement d'échelle, à différents niveaux de décision et dans différents domaines ;
- **Nourrir et argumenter** concrètement ces mesures pour les formuler de manière accessible et désirable.

Au vu des difficultés identifiées pour développer le dialogue, nous avons opté pour une animation qui permette de naviguer en thématiques générales et sectorielles, de croiser les regards, de construire tantôt sur des éléments

concrets, tantôt sur des réflexions « *out of the box* », de s'inspirer de l'expérience des participants ou de témoignages. Une porte d'entrée très pragmatique mais qui amène à poser les questions de fond, la nécessité de définir un positionnement politique quant au fonctionnement de l'économie et le rôle de l'économie sociale. Nous présentons brièvement la démarche poursuivie dans l'encadré « *Du pragmatisme au positionnement stratégique* ».



La journée a permis d'engranger quelques acquis qu'il reste à transformer tant il est évident que l'élaboration d'une feuille de route pour l'ES ne se réalise pas en une journée, aussi riche qu'en soient les échanges. Néanmoins l'avancée principale est incontestablement la prise de conscience de la nécessité de coconstruire un avenir à long terme, un récit commun propre à l'ES et pour ce

faire de remettre sur le métier le plan stratégique de ConcertES pour y donner une part belle à des actions transversales à l'ES et systémiques à l'économie. Ce travail est en chemin puisqu'un groupe de Travail « *Vision* » interne à ConcertES est mis en place et s'attèle à la réalisation d'un plan stratégique répondant à ces enjeux.

D'un regard plus critique, en tant que co-animateur du processus et sur base de l'évaluation faite par les participants de cette journée inspirante, SAW-B identifie quelques points d'inflexion intéressants que le processus a suscité ou auxquels il a contribué chez les participants :

- ☛ la prise de conscience de la nécessité d'être proactif auprès des pouvoirs politiques et non pas d'être en position d'attente ou sur la défensive pour défendre des acquis sectoriels ;
- ☛ l'identification des effets négatifs de l'institutionnalisation des structures historiques de l'ES qui amène une réflexion et un travail « *en silo* » sans vue commune, ni défense d'intérêts partagés ou de revendications fortes pour une vision transformatrice de l'économie par l'économie sociale ;
- ☛ le sentiment d'être en chemin, de construire un récit commun « made in ES, de raccorder les motivations et valeurs profondément ancrées dans les entreprises d'ES, leurs travailleurs et sociétaires pour répondre aux défis de l'Humanité ;
- ☛ la conscience des difficultés, des freins et limites face d'une part, à l'ampleur du chantier et d'autre part, aux complexités techniques et institutionnelles qui limitent notre capacité d'action (règles européennes, législations réglementant le travail, la formation, les aides et investissements en matière de non-concurrence, etc.)

A l'heure d'écrire cette étude, le processus de construction d'une feuille de route commune à l'ES est en route au sein de ConcertES. Un Groupe de Travail « *Vision* » est mandaté pour formuler des propositions à l'OA et l'AG quant à une vision commune de l'Economie Sociale qui ferait **la synthèse entre deux enjeux : d'une part, le développement d'un projet politique proposant un autre système économique, humain et durable et d'autre part la défense de l'accès au marché et le soutien public aux entreprises de l'ES dans le système économique actuel.** A ce stade, le GT « *Vision* » constate une grande convergence sur la vision mais des divergences quant aux modalités d'action et de communication, la posture, le ton. Ce désaccord pourrait se résumer par l'interrogation suivante : faut-il être subversif ou réformiste ?

En d'autres termes, faut-il s'attaquer aux racines, les identifier et comprendre leurs mécanismes pour les modifier substantiellement ou faut-il agir par des réformes progressives qui atténuent les symptômes, adoucissent le mal ? Dépasser ce désaccord demande de construire un consensus et nécessite d'identifier plus finement les lignes rouges à ne pas franchir pour qu'une feuille de route commune à l'ES puisse être portée par l'ensemble des acteurs.

2.2.5. CONCLUSION

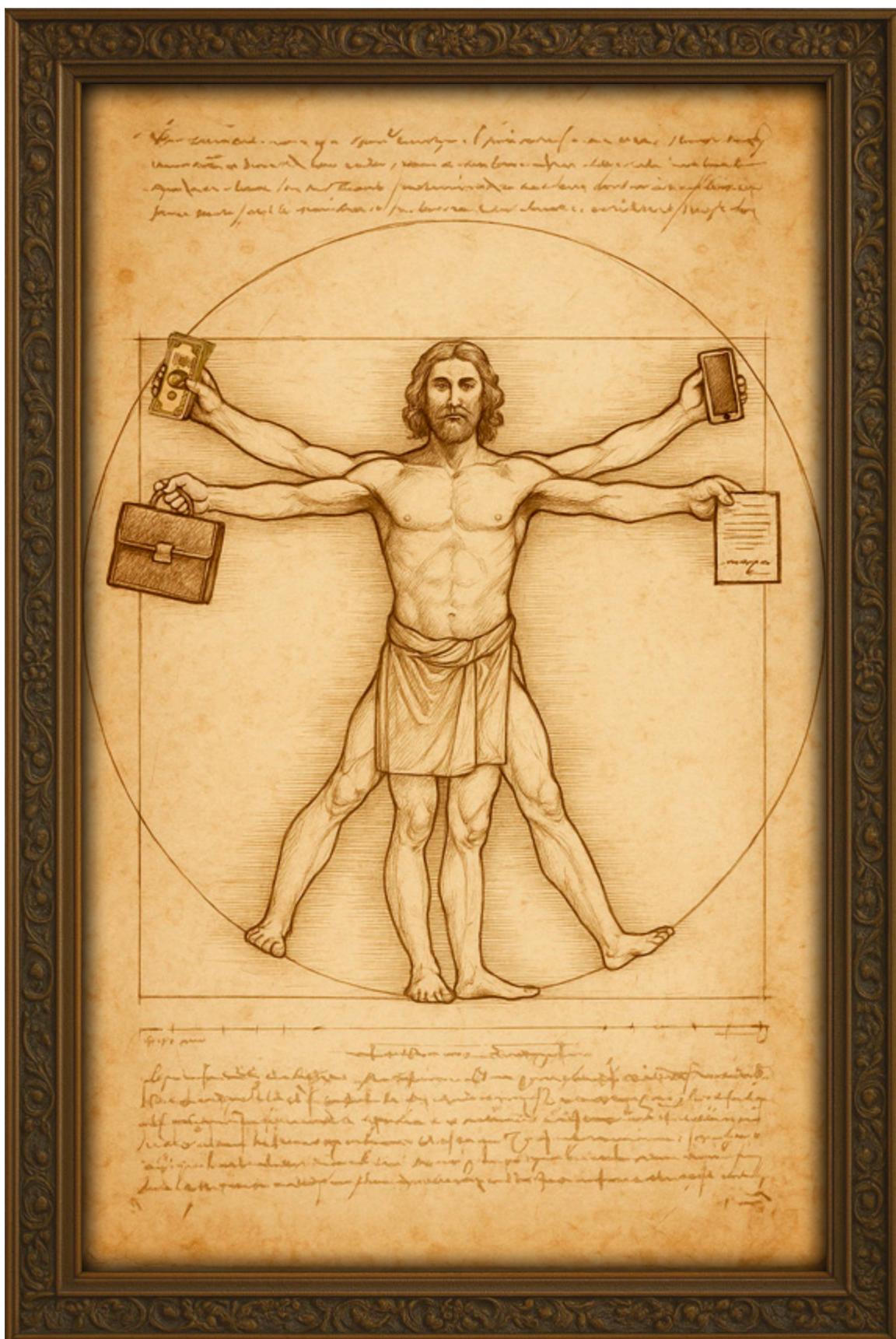
Construire une feuille de route n'est pas un chemin aisé et tranquille, pas tant pour trouver des stratégies collectives que pour allier les dimensions pragmatiques du terrain et de la gestion à court et moyen terme des entreprises, mais surtout pour dépasser les effets parfois asphyxiants et pernicieux d'une reconnaissance pourtant nécessaire et essentielle de l'économie sociale.



◀ Fig. 15
Coopérer pour
défendre une vision
d'un autre système
économique.

Le désinvestissement par les acteurs de l'économie sociale de la sphère politique au profit de la sphère gestionnaire et lobbyiste (c'est-à-dire de défense des intérêts sectoriels et particuliers) entrave lourdement les capacités de peser et d'être une troisième voie entre l'Etat et le secteur privé lucratif. Créer ou recréer un terreau favorable au déploiement d'une économie sociale actrice de transformation sociale peut et doit passer par une approche pragmatique, mais elle ne pourra prendre corps et vie que si, en parallèle, l'économie sociale s'insère et se réapproprie le champ politique.

MALGRÉ CES DIFFICULTÉS ET CONSTATS, IL EST CRUCIAL QUE NOUS, ACTEURS DE L'ÉCONOMIE SOCIALE, SOYONS CONSCIENTS QUE SI NOUS NOUS NE METTONS PAS EN CAPACITÉ D'EXTRA-COOPÉRER POUR DÉFENDRE NOTRE VISION D'UN AUTRE SYSTÈME ÉCONOMIQUE, HUMAIN ET DURABLE, LE CADRE INSTITUTIONNEL ET POLITIQUE NOUS DÉTOURNERA VERS UNE FONCTION RÉPARATRICE DES DÉGÂTS SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX QUE GÉNÈRE L'ÉCONOMIE LIBÉRALE ET BIEN MOINS TRANSFORMATRICE DE LA SOCIÉTÉ.



Partie 3.

DIALOGUES AVEC OLIVIER DE SCHUTTER ET FLORENCE JANY-CATRICE

L'ancrage politique resterait le nerf de la guerre pour l'économie sociale et solidaire. Pour ouvrir plus encore le débat, nous avons partagé l'ensemble de notre travail à Olivier De Schutter, juriste belge et professeur de droit international à l'UCLouvain, et à Florence Jany-Catrice, économiste française qui dirige notamment un master en économie sociale et solidaire à l'Université de Lille, afin qu'ils puissent nous apporter leur regard critique. S'ils nous rejoignent sur certains éléments, ils pointent aussi des voies qui appellent à une mobilisation politique plus ancrée et incarnée.

3.1. *OLIVIER DE SCHUTTER : ENTRE DILEMMES ET FORCES DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE ÉMERGE L'IDÉE D'UN ETAT PARTENAIRE*

QUELLES SONT LES FORCES DE L'ÉCONOMIE SOCIALE POUR INFLUER SUR LA SOCIÉTÉ ?

Je commencerai par dire qu'il y a certainement une pédagogie à améliorer à propos de l'économie sociale et solidaire (ESS). Le grand public n'a pas

vraiment conscience des enjeux que comporte l'ESS. Personnellement, je **mettrais en en avant les cinq atouts suivants qui justifieraient qu'elle soit davantage soutenue**, y compris à travers des incidents fiscaux et des subventions.

1. Le premier atout, c'est ce qu'on peut appeler en jargon économique **les externalités positives** qu'elle amène. L'ESS contribue à satisfaire certains besoins que le marché n'arrive pas à satisfaire : l'entretien des écosystèmes et des communs, l'intégration sociale, etc.
2. Le deuxième atout consiste en ce que **l'économie sociale et solidaire évite ce que d'autres secteurs de l'économie causent comme problème**, à savoir : l'accumulation de la richesse entre les mains d'un petit nombre, qui est responsable de toute une série d'effets pervers. Par exemple : la formation de bulles sur les marchés financiers et des phénomènes de spéculation sur l'immobilier, sur les terres ou sur des produits financiers qui expliquent l'instabilité des marchés financiers.
3. Le troisième atout, c'est que **l'économie sociale repose sur une gouvernance plus démocratique de l'entreprise**. Et ceci est important parce que cela évite une situation où la vie civique, l'investissement politique seraient limités aux seules institutions étatiques. Je crois qu'il faut démocratiser non seulement l'État, mais aussi l'économie. En tant que citoyen, avoir voix au chapitre dans l'entreprise auprès de laquelle on se trouve employé peut faciliter d'autres investissements dans d'autres activités civiques. En général, lorsqu'on participe sur le lieu de son travail, on a l'impression d'appartenir davantage à la communauté. C'est une source de motivation importante pour celles et ceux qui s'investissent dans l'économie sociale. Et cela peut éviter, en partie en tout cas, le sentiment de déconnexion entre les élites politiques et la population, entre les gouvernants et les gouvernés, qui explique à mes yeux la montée du populisme.
4. Le quatrième atout de l'économie sociale, c'est qu'**elle favorise la relocalisation, la reterritorialisation de l'économie**. Elle répond de la sorte à une série de problèmes ou de défis causés par l'économie classique, vouée à la maximisation des profits : notamment une très grande déconnexion entre les lieux où les décisions sont prises et les lieux où les impacts de ces décisions sont ressentis. Les chaînes d'approvisionnement sont de plus en plus mondialisées. Les détenteurs du capital sont coupés des réalités que les communautés locales vivent face à certains processus de production ou certains choix d'investissement. L'économie sociale et solidaire, au contraire, raccourcit cette distance.

5. Et, enfin le cinquième atout, c'est que **l'économie sociale et solidaire a pour vocation de participer à l'éducation civique de la population** par rapport à certains enjeux sociétaux. Parce que les entreprises de l'économie sociale et solidaire se vouent à d'autres choses qu'à la maximisation des profits des actionnaires, elles envoient un message à la société qui concerne ce qui peut nous réunir et ce qui peut être un objectif commun désirable au-delà de la croissance économique, au-delà de l'augmentation de la richesse disponible.

Voilà des services que l'économie sociale et solidaire rend à la collectivité en général qui justifieraient que, par des incitants fiscaux et des subventions, elle soit davantage soutenue financièrement. Personnellement, je n'ai aucune difficulté à construire un argumentaire en faveur de ce soutien public accru à l'ESS. C'est simplement un juste retour vers l'ESS pour les services importants qu'elle rend.

Cet argumentaire pour l'économie sociale et solidaire pourrait être plus explicite, mieux illustré, basé sur des recherches scientifiques plus nombreuses.

SI CET ARGUMENTAIRE ÉTAIT DÉVELOPPÉ ET SUIVI, QU'EST-CE QUE CELA CHANGERAIT ?

Les externalités positives de l'ESS forment un contraste évident avec les externalités négatives que l'économie mainstream impose à la collectivité de subir.

Au nom de ces externalités positives de l'économie sociale et solidaire, on peut justifier que des incitants fiscaux et des subventions soient accordés, que l'on favorise des démarches d'investisseurs socialement responsables pour qu'ils s'intéressent davantage à l'économie sociale et solidaire, y compris par une labellisation de l'investissement dans l'économie sociale. Il y a toute une série de dispositifs qu'on peut mettre sur pied. **Cette valorisation des contributions positives de l'économie sociale et solidaire peut constituer le point de départ d'un plaidoyer pour que les pouvoirs publics la soutiennent davantage** et aménagent le cadre réglementaire mais aussi financier, fiscal et les subsides pour permettre à l'économie sociale et solidaire d'être plus viable. On peut en dire autant d'ailleurs du commerce équitable par exemple.

Mais il serait très trompeur intellectuellement et problématique politiquement de dire l'économie sociale et solidaire est à encourager seulement si elle est économiquement viable dans un environnement concurrentiel. Non ! L'économie sociale et solidaire ne sera jamais en mesure d'être concurrentielle. Elle n'a pas

**L'ÉCONOMIE
SOCIALE ET SOLI-
DAIRE NE SERA
JAMAIS EN MESURE
D'ÊTRE CONCUR-
RENTIELLE.**

les mêmes économies d'échelle, elle n'a pas les mêmes accès au financement, elle n'a pas la même capacité d'extraire de la valeur pour favoriser la création de profit et **il est très difficile pour l'économie sociale et solidaire de survivre dans un environnement concurrentiel**. C'est donc seulement si on arrive à faire valoir les externalités positives qu'elle génère que l'on pourra aménager un cadre qui permettra à celle-ci d'être mieux soutenue et donc de prospérer.

A QUEL DÉFI PRINCIPAL, L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE DOIT-ELLE S'ATTELER POUR FAIRE ÉVOLUER SA PLACE DANS LA SOCIÉTÉ ?

L'économie sociale et solidaire fait face à un dilemme au-delà duquel il faut aller. Le dilemme est le suivant :

- ☛ soit les idées, dont l'économie sociale et solidaire constitue un laboratoire, influencent ce qu'on peut appeler entre nous, l'économie mainstream. Par exemple, quand, en France, on permet aux entreprises d'adopter le statut de l'entreprise à mission, c'est un trompe-l'œil. Celle donne l'impression aux gens, y compris les actionnaires et les fonds d'investissement que, au fond, l'entreprise à mission est vertueuse et contribue à une transformation sociale, alors qu'en fait, c'est surtout une manière pour l'entreprise de ne pas opérer de réformes plus profondes. Donc il y a ce risque de récupération des idées de l'ESS par l'économie mainstream en leur faisant perdre leur dimension subversive.
- ☛ soit, l'économie sociale et solidaire développe des expérimentations locales sous forme de coopératives ou de circuits courts, d'épiceries sociales... coexistant avec l'économie mainstream et préservant sa pureté, son idéalisme en ne cherchant pas à réformer le système de manière plus fondamentale et en entretenant par là ce qu'on peut appeler une socio-diversité, comme on a une biodiversité dans la nature. Cette seconde branche du dilemme n'est pas non plus satisfaisante parce que l'économie sociale et solidaire ne peut rester à l'infini une niche expérimentant des nouvelles manières de produire et de consommer, des nouvelles manières de relier la production à la consommation, sans subvertir davantage le système dominant. C'est le risque de la marginalisation.

Le défi devient alors : comment sortir de ce dilemme et comment faire en sorte que l'expérimentation de l'économie sociale et solidaire influence le régime dominant au lieu d'être récupéré par lui ou au lieu de coexister avec lui,

en s'ignorant mutuellement ? Sortir de cette incapacité de l'économie sociale et solidaire à influencer le régime dominant suppose que ce régime dominant soit remis en question par certaines pratiques importées de l'économie sociale et solidaire sans qu'elles soient amoindries ou modifiées par les entreprises dominantes.

Avec Tom Dedeurwaedere, nous avons fait des recherches sur ce qui permettait à ces expérimentations de niche, dont l'économie sociale et solidaire, de ne pas être récupérées et de jouer au contraire un rôle subversif⁶³. Pour résumer très rapidement nos conclusions, si cette récupération se fait à l'initiative des entreprises dominantes, il y a un grand risque que la subversion n'opère pas. Mais **si cette récupération se fait parce que l'économie sociale et solidaire, activement, va à la recherche de partenariat et impose ses propres lignes rouges et ses propres modes de gouvernance alors il y a un potentiel plus important de subversivité dans l'économie sociale et solidaire.** Le défi est vraiment celui-là.



UN ETAT PARTENAIRE

L'Etat partenaire cherche à soutenir l'expérimentation locale et à accélérer l'apprentissage collectif, tant au sein des pays qu'entre eux. Il collabore avec les initiatives citoyennes ainsi qu'avec celles des autorités publiques locales et des communautés. L'État partenaire encourage l'autonomie et la réflexivité sociale, c'est-à-dire la capacité des individus à remettre en question les normes sociales dominantes et les idées reçues sur la signification de « progrès » et de « réussite », ainsi que sur la manière de définir le « bonheur » ou le « bien-être ». Il ne s'agit pas uniquement d'une autre façon de réglementer les comportements : au lieu de prescrire des comportements ou d'encourager les individus à faire certains choix, l'État partenaire accorde la priorité à renforcer les individus dans leurs capacités à être autonomes et à expérimenter, seuls ou avec d'autres (O. De Schutter, T. Dedeurwaerdere (2022). L'Etat partenaire, Transition écologique et sociale et innovation cityoenne, PUL, Louvain-la-Neuve, 325 p.)

63/ De Schutter, Olivier ; Dedeurwaerdere, Tom. Pour un état partenaire. L'innovation citoyenne au cœur de la transformation sociale et écologique. Etopia & Altura : Namur / Liège (2024) (ISBN:978-2-931190-07-4) 164 pages

QU'ENTENDEZ-VOUS PAR "ETAT PARTENAIRE" ?

L'Etat partenaire, c'est un Etat qui ne se substitue pas aux acteurs sociaux mais qui les aide dans leurs innovations sociales à faire mieux ce qu'ils font déjà et évite une situation où on aurait une sorte d'auto-exploitation par les acteurs de l'économie sociale et solidaire. On encourage donc l'Etat à jouer son rôle.

TRANSFORMER L'ENSEMBLE DE L'ÉCONOMIE OU RESTER UNE NICHE : UN DÉFI

D'abord, on a, à côté du statu quo, une vision généreuse pour l'avenir de l'économie sociale dans le pays ou à l'échelle européenne mais les étapes pour y arriver ne sont pas toujours très claires. Et même si on a des plans d'action pour l'économie sociale et solidaire, on n'a pas de monitoring, de progrès et pas d'objectif fixé dans le temps pour améliorer le cadre réglementaire et financier dans lequel l'économie sociale peut prospérer.

Ensuite, on a la vision qu'il faut créer un écosystème permettant à l'économie sociale et solidaire d'exister, de subsister mais on n'a pas d'ambition de transformer l'économie classique pour que l'économie sociale d'exception devienne la règle. Et je pense que si on avait l'audace nécessaire, on pourrait dire : *« Voilà sur 15 ans, il faut que chaque année la place de l'économie sociale dans la production de richesses augmente, mettons de 3% »*. Et au bout de 15 ans, ça veut dire que l'économie sociale sera devenue dominante. Et cette vision-là, je ne la vois pas, soutenue par les acteurs. En d'autres mots, **l'économie sociale tient à préserver sa place, à conserver sa niche**, à occuper sa niche, à être aidée dans l'occupation de sa niche. Mais l'idée que toute l'économie devrait évoluer dans cette direction n'est pas une idée que l'économie sociale défend même un petit peu. Comme si l'économie sociale voulait préserver sa spécificité pour ne pas être concurrencée par d'autres sur son terrain.

Pourtant, je pense que c'est l'inverse dont on a besoin. Le succès véritable de l'économie sociale, c'est quand elle aura disparu comme secteur à part et que toute l'économie lui ressemblera. Et c'est cela que les plans d'action devraient viser à faire. C'est **augmenter la place de l'économie sociale en généralisant les pratiques dont l'économie sociale a montré qu'elles étaient viables et désirables**.

MÊME SI ON A DES PLANS D'ACTION POUR L'ESS, ON N'A PAS DE MONITORING, DE PROGRÈS ET PAS D'OBJECTIF FIXÉ DANS LE TEMPS

Cette vision est assez iconoclaste par rapport au discours général sur l'économie sociale, y compris de la part des acteurs de l'économie sociale. Voyez-vous des signes, des pistes, des régions où cette vision est partagée et mise en place ?

Ma réponse est nuancée là-dessus. Le premier constat que je voudrais faire, c'est que beaucoup de gouvernements tiennent un discours consistant à dire que l'économie sociale et solidaire, c'est très bien. L'OIT (Organisation Internationale du Travail) a adopté en 2022 une résolution prometteuse avec pour la première fois une définition de l'économie sociale et solidaire⁶⁴. Mais en même temps les gouvernements disent : « *Attention, la priorité doit être la création de richesses, l'amélioration de la productivité* ». **Mais ça, ce sont les entreprises mainstream qui peuvent le faire. Et pas l'économie sociale et solidaire.** Donc l'économie sociale et solidaire est soutenue comme complètement sympa mais n'est pas vue comme offrant une vraie réponse à la question du développement et de la croissance du PIB. C'est un problème. L'essentiel de l'action gouvernementale reste orienté vers l'augmentation du PIB. Et, au fond, il y a une sorte de manque de foi dans l'économie sociale et solidaire dont on ne considère pas qu'elle puisse créer de la valeur économique. C'est un grand malentendu parce que, en fait, l'économie sociale et solidaire crée bien de la valeur. Mais cette valeur, c'est de la valeur pour la société, ce n'est pas de la valeur qui revient à l'entreprise elle-même et lui permet de se refinancer. Et cette valeur n'est pas bien mesurée pour ce qu'elle est. On revient à la question des externalités que j'évoquais à l'instant et les gouvernements restent coincés avec cette idée

**L'ESS CRÉE BIEN
DE LA VALEUR.
MAIS CETTE
VALEUR, C'EST DE
LA VALEUR POUR
LA SOCIÉTÉ**

d'une économie sociale et solidaire qui ne peut pas vraiment servir l'objectif du développement. D'autant plus que tant que l'économie sociale et solidaire sera dans un contexte économique général caractérisée par une mise en concurrence des entreprises, elle aura besoin d'être soutenue notamment par des incitants fiscaux et par des subventions si elle veut être économiquement viable. Les gouvernements se disent que ce n'est pas une solution.

Mais **imaginons une économie où toutes les entreprises fonctionneraient selon les principes de l'économie sociale et solidaire**, par exemple en termes de rémunération maximum des investisseurs, de gouvernance démocratique, de prise en compte des impacts sociaux et environnementaux. **Ce serait parfaitement viable et ce serait beaucoup plus durable** comme économie que celle qu'on a aujourd'hui.

Alors, est-ce qu'une prise de conscience s'opère peu à peu ? Je vois progresser la réflexion sur plusieurs questions qui touchent à l'économie sociale et solidaire. Un, la microfinance est vue comme indispensable pour le développement

64/ A découvrir ici <https://www.ilo.org/fr/resource/ilc/110/r%C3%A9solution-concernant-le-travail-d%C3%A9cent-et-l%E2%80%99%C3%A9conomie-sociale-et-solidaire>

économique dans beaucoup de pays, parce que l'accès à du microcrédit pour le démarrage de microentreprises est très difficile pour beaucoup d'individus auto-entrepreneurs ou de petites et très petites entreprises, notamment dans les pays du Sud. **Ce qui progresse aussi, c'est la prise de conscience que l'entreprise doit être plus démocratique en donnant une plus grande voix aux travailleurs et aux travailleuses pour prendre les meilleures décisions.** C'est aussi l'idée que toutes les entreprises doivent rendre des comptes non seulement à leurs actionnaires qui attendent un retour sur investissement, mais aussi sur les performances sociales, environnementales et de gouvernance, les fameux critères ESG. Donc, au fond, cela progresse.

Mais on bute sur une sorte de limite qui est que **les gouvernements ne croient pas que l'économie sociale et solidaire puisse sortir de son statut de niche intéressante**, puisse véritablement irriguer la manière dont toute l'économie fonctionne. Et c'est cela qu'il faut opérer comme déclic.

3.2.

FLORENCE JANY-CATRICE - POUR UNE LECTURE POLITIQUE DE L'ÉCONOMIE



Comment favoriser la rencontre entre des analyses académiques et les perspectives émanant des acteurs de terrain pour renforcer la place de l'économie sociale dans la société ?

Comment se fait-il que, alors que la conscience s'accroît quant aux impasses du système économique contemporain, il y ait une telle inertie dans notre manière de penser et dans les dispositifs d'action ? Il s'agit d'impasses en termes d'effondrement écologique mais aussi en termes d'incapacité grandissantes à vivre ensemble qu'incarnent les menaces populistes et des extrêmes droites à nos portes, deux problématiques interdépendantes. Il n'est plus possible de considérer qu'il s'agit simplement d'événements exotiques, historiques ou limités à d'autres continents. Ces défis sont l'expression d'un capitalisme prédateur et du chacun pour soi.

Parmi les raisons de cette inertie, celle qui m'intéresse le plus, le premier « *vent contraire* » comme je l'appelle, c'est l'inertie des logiciels de pensée. **L'économie dominante a un logiciel bien particulier : elle envisage le monde à partir d'externalités positives et négatives ; à travers le prisme du marché**, qui est, toujours selon elle, le standard de la coordination des acteurs entre eux ; elle se représente les crises comme des chocs externes.

Pendant la crise du COVID, un économiste français très connu considérait par exemple que la crise du COVID était comparable à un choc de météorite. L'imaginaire véhiculé par ce rapprochement avec un choc de météorite est tout à fait symptomatique parce qu'il laisse entendre que ce qui nous arrive n'est pas de notre responsabilité, qu'il n'y aurait pas eu de ressorts internes à la crise COVID ni un lien avec les contradictions du capitalisme. L'usage d'une telle comparaison mettrait sous le tapis les analyses en termes de zoonose, en termes d'imbrication et d'interdépendance entre tous les vivants, au sein de la nature et entre les individus. Une autre aporie de la manière de penser des économistes, est que, pour eux, la société peut être réduite à une somme d'individus. Jamais ils n'envisagent qu'un substrat, qu'est la société, puisse s'imposer à nous.

Or, **nous sommes des êtres bien plus vulnérables que l'homo economicus : nous faisons corps avec la société, et nous avons besoin de la société.** Quand nous naissons, par exemple, le langage est déjà là. Pour le meilleur et pour le pire, des institutions sont déjà là, etc., qui forment ce substrat. Les acteurs bien entendu interagissent avec ce substrat, et peuvent remodeler les règles et les institutions. Mais tout cela fabrique nos interdépendances, et nous rend tout à la fois plus forts et plus vulnérables.

Il y avait un accord à une époque qui est en train de s'effriter. Or, ce qu'on voit c'est l'effritement de règles, institutions qui forgeaient l'Etat social : celui-ci s'effrite, comme si une valeur qu'on a sans doute pensé universelle comme l'humanisme ou la social-démocratie, pouvait s'effacer. Par exemple, l'indexation des salaires a été longtemps considérée comme un pilier de l'Etat social. Avec la nouvelle période inflationniste, ce pilier a été contesté. Et il est abandonné en France pour une partie des salaires depuis

longtemps. Cela rejoint le sujet des conventions d'égalité : regardons quelles étaient nos conventions d'égalités économiques au lendemain de la seconde guerre mondiale et ce qu'elles sont devenues aujourd'hui, en témoigne l'hubris de la banalisation des richesses accumulées sans fin, dans l'indécence morale et éthique, en particulier face aux conséquences de ces richesses sur le vivre ensemble et sur l'effondrement écologique.

Fig. 17 ▼
L'homo economicus
ou l'être purement
rationnel mu par
la maximisation
du profit.



Il y a donc une incapacité des logiciels économiques *mainstream*, à penser ce substrat qui va au-delà de dire que la société est la somme des individus.

Pour moi, les logiciels économiques dominants sont ce premier défi. Je pars du contexte académique qui est le mien, bien sûr, puisque ces logiciels de pensées sont fabriqués par les académiques. Mais penser en termes d'externalités, de chocs externes face à la multiplicité des crises qui nous envahit, c'est aussi penser le marché comme la seule institution légitime. Tout cela participe d'un mouvement de désencastrement, très bien identifié par Karl Polyani dans ses travaux. **L'encastrement, pour Karl Polyani, consiste précisément, et à rebours de la doxa dominante, en l'idée que nous sommes des êtres structurellement interdépendants les uns aux autres.** Nous sommes en interdépendance constante aussi (on pourrait dire en inter-vulnérabilités) avec la nature. A chaque fois que l'obsession pour la croissance se traduit par la mise en place de nouveaux marchés, on participe au détricotage de la société et de ses solidarités.

Le désencastrement pourrait être envisagé comme un conglomérat sans institutions mais c'est en réalité beaucoup complexe. L'ère du néo-libéralisme a montré par exemple qu'on pouvait intervenir sur les marchés, créer de nouvelles institutions pour faire fonctionner les marchés. **C'est un mythe d'ailleurs que de penser que les marchés puissent fonctionner seuls.** Des financements abyssaux sont d'ailleurs accordés depuis l'arrivée de Macron au pouvoir en France pour préserver les marchés et leurs entreprises. **Il a été montré qu'une partie de notre dette publique pouvait s'expliquer par les très grosses subventions fournies au capital.** Difficile donc d'envisager un désencastrement sans intervention de l'État. Mais lorsque l'Etat se met à vouloir désencastrement, d'une part, il change de nature, d'autre part, il fait prendre le risque de dissoudre la société : c'est alors la mise en concurrence qui devient le socle de la coordination (comme on le voit dans l'ESS par exemple), comme s'il n'y avait pas d'alternative, comme si mutualiser, solidariser, coopérer n'existaient pas comme autres modalités efficaces. Efficaces pour quoi ? Efficaces justement pour envisager de nouvelles finalités au-delà du projet de croissance, qui est suranné et qu'il faudra dépasser. **L'obsession pour la croissance confisque la capacité même de pouvoir penser autre chose que la croissance comme projet de société, comme projet du vivre ensemble.** Le désencastrement nous fait nous comporter comme des êtres individuels, calculateurs, optimisateurs, consommateurs, et soucieux de notre bien être immédiat. Cela pose le problème de notre incapacité à penser le futur.

**UNE PARTIE DE
NOTRE DETTE
PUBLIQUE POU-
VAIT S'EXPLIQUER
PAR LES TRÈS
GROSSES SUBVEN-
TIONS FOURNIES
AU CAPITAL**

Tout ce qui permet de nous mettre à distance de cette transformation structurale, que ce soit dans la contestation académique, dans les pratiques alternatives ou dans les expérimentations me semble aller dans un sens encourageant. Mais le problème d'une partie de l'ESS, est qu'elle ne se positionne plus par rapport à ces grandes transformations du capitalisme. Elle est trop occupée à survivre. Le capitalisme a appris à récupérer la critique de l'ESS en la mettant sous son joug de deux manières au moins :

- en réduisant sa capacité d'action et ses marges de manœuvre par des financements toujours plus exsangues ;
- en la faisant travailler pour elle, pour ce nouvel État, en la mettant en délégation de service public.

Or, la délégation de service public de l'après deuxième guerre mondiale n'est plus la délégation de service d'aujourd'hui. La transformation de la nature de l'État fait que, inévitablement, l'ESS s'est mise au pas de cette transformation. Une délégation de service public d'un État social n'est pas une délégation d'un Etat néolibéral.

De manière plus générale, la difficulté à résister tient au fait qu'une partie des acteurs sont le nez dans le guidon. Mais cela n'est pas propre à l'ESS. On retrouve les mêmes difficultés dans les syndicats, ou encore dans l'enseignement supérieur et la recherche où la bureaucratisation accentue la charge de travail et est source d'empêchement pour penser et résister. En outre, en ce qui concerne l'ESS, les ressources sont tellement exsangues qu'il est plus délicat de penser de manière critique ce qui arrive. Pourtant, si nous n'arrivons pas à poursuivre une analyse critique et réflexive quant au capitalisme tel qu'il est aujourd'hui, si nous n'arrivons pas à penser en termes de responsabilités, si nous nous résignons devant le fait accompli, sans approfondir les causes de ce qui nous arrive, cela est mortifère. Cette capacité réflexive et critique est absolument essentielle. Elle seule permet aussi une pluralité de réflexions et d'analyses.

Prenons l'exemple des Territoires zéro chômeur de longue durée. L'expérimentation est vraiment passionnante. Les acteurs montent des projets en s'engageant vraiment, en « *mouillant la chemise* ». Ils revendiquent être une alternative, ce qui est, dans l'esprit du projet, tout à fait vrai. Mais dans les Hauts-de-France, l'expérimentation représente approximativement 300 emplois créés sur 7 ans. Sur ces 7 ans, Camaïeu, en une seule journée, met à la porte 2 500 personnes dans cette même région. Cet exemple vise simplement à dire que si l'on reste centré exclusivement sur son projet, en délaissant ce qu'on peut appeler la « *Big Picture* », on rate des marches dans l'analyse et dans la capacité d'engagement collectif. J'ai parfois un regard critique sur ces produc-

teurs d'utopies et ces entrepreneurs de cause. **Les analyses de la mise en œuvre de ces projets utopiques montrent qu'une énergie considérable y est dépensée, et que les contradictions des projets mènent à de nombreux burn out, et au découragement des forces engagées.** Tout cela pour dire qu'il est nécessaire d'analyser, et de penser un grand nombre d'institutions, pour tenir les deux bouts : le projet territorial, mais aussi la « *Big Picture* ».

Dans les faits nous sommes dans le même bateau et l'ESS pourrait faire beaucoup. A chaque fois qu'il y a un retrait du pluralisme dans les instances académiques, l'ESS devrait être vent debout, comme l'a été un temps Benoit Hamon par exemple. Parfois, on a manqué d'alliés dans l'ESS, certainement pour des raisons légitimes, considérant que « *ce sont des conflits internes* ». Mais ce ne sont jamais que des conflits internes. Si la parole un peu orthogonale à la pensée dominante n'est pas qualifiée comme une parole légitime dans le champ académique, c'est un problème de société. C'est un premier point.

Il faut, second point, rendre légitimes les recherches-actions menées avec les acteurs de l'ESS. C'est d'ailleurs un point positif en voyant que la notion de recherche-action est moins disqualifiée qu'avant dans des institutions comme le CNRS (NDLR Centre National de la Recherche Scientifique – France). **Mais, troisième point, il faut être attentifs à ne pas jouer d'instrumentalisations réciproques** : instrumentaliser les acteurs académiques, pour produire des plaidoyers pro domo de l'ESS ; instrumentaliser l'ESS pour avoir accès à du terrain, ou à des cofinancements etc. C'est pourquoi il est nécessaire de mettre les choses à plat de temps en temps, de construire des lieux de délibérations pour co-élaborer des questions de recherche qui puissent faire monter en compétences, en connaissances, en compréhensions...

Par exemple, le débat entre « *croissance verte* » ou « *décroissance* » est, selon moi, un faux dilemme. Mais cette manière de le présenter permet de laisser le débat entre les mains d'économistes. Des espaces de délibération peuvent être construits avec les acteurs de l'ESS qui y auraient absolument toute leur légitimité. Il faut du partage des savoirs, ne pas laisser la réponse entre les mains des experts, en particulier les économistes, fussent-ils alternatifs. Cela nécessite de repenser les institutions de l'éducation, de réfléchir à l'émancipation de l'ESS par rapport aux financements publics d'un Etat néolibéral.

Il est nécessaire également de repenser l'articulation entre centre et territoires. Il y a beaucoup de choses qui peuvent partir des territoires mais si, derrière, les questions de la monnaie, du financement, du rapport salarial, ne sont pas repensées, on manque les réflexions sur les institutions qui enchâssent pourtant les actions. Il faut penser aux grandes institutions en même temps qu'on étudie les expérimentations territoriales.

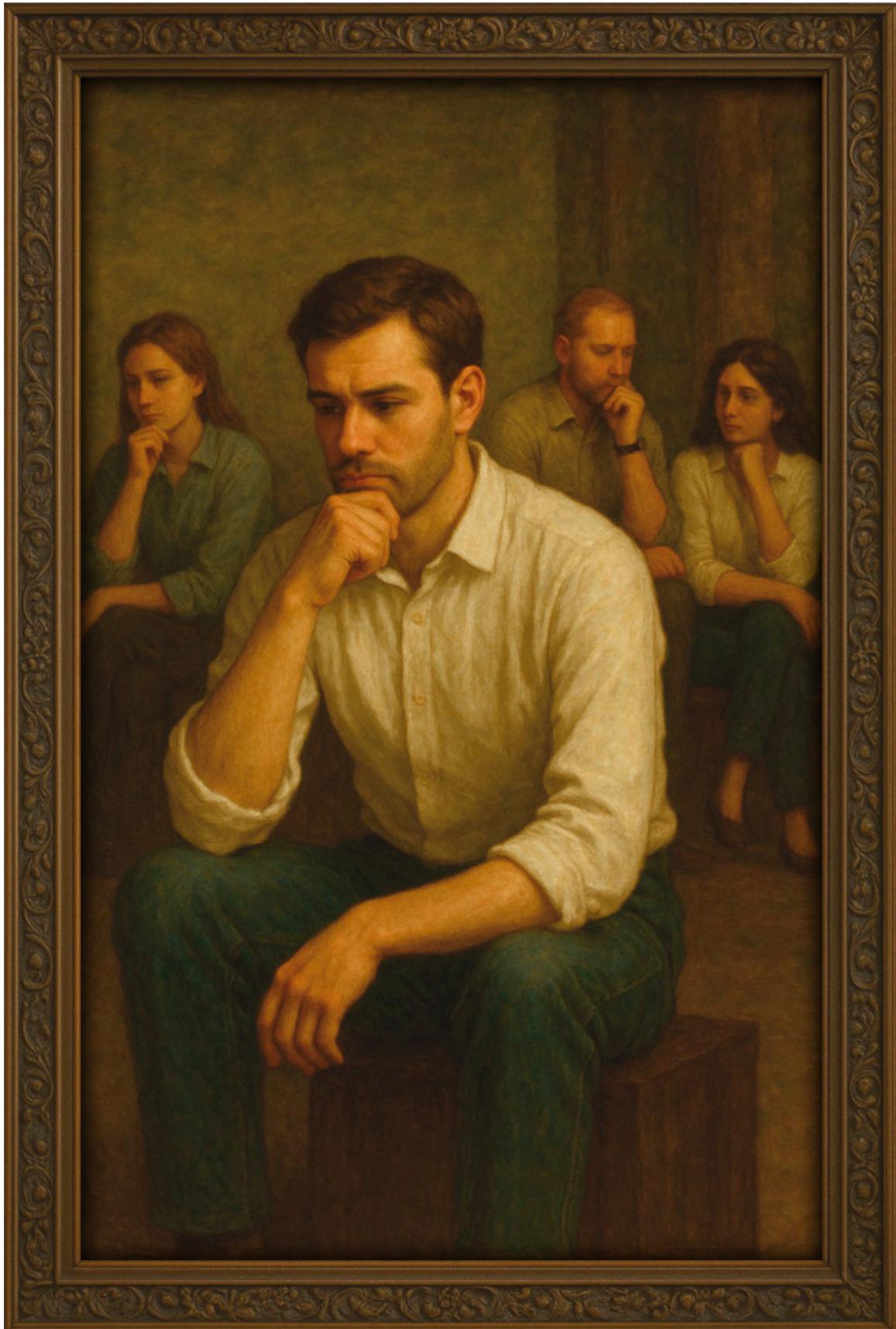
QUE MANQUE-T-IL À L'ÉCONOMIE SOCIALE POUR ÊTRE PERÇUE COMME UN MODÈLE ÉCONOMIQUE CRÉDIBLE ET POUR RASSEMBLER DAVANTAGE D'ACTEURS AUTOUR DE SON PROJET ?

La grande difficulté de l'ESS, c'est sa forte hétérogénéité. C'était une force de l'ESS quand elle se comptait, mais cela devient une faiblesse aujourd'hui. Quand on entend « ESS », on ne sait pas très bien ce qu'il y a derrière. Ce malentendu, qui permet d'agir, devient moins profitable. Si vous vous comptiez en tant que force pure, vraiment alternative, vous trouveriez le résultat vertigineux parce que vous seriez peut-être assez peu. C'est une difficulté et une question stratégique et tactique. On peut faire de ce point de vue des analogies entre les mouvements politiques et ce mouvement de la société civile et articuler ces mouvements avec les défis et mouvements écologiques.

NOUS CONSTATONS QUE LES MOUVEMENTS SOCIAUX (HISTORIQUES ET PLUS RÉCENTS) NE LAISSENT QUE PEU DE PLACE DANS LEUR CRITIQUE ET LEURS PROPOSITIONS AUX QUESTIONS ÉCONOMIQUES. EST-CE TON ANALYSE ÉGALEMENT ?

Pour comprendre le manque de place de l'ESS dans les mouvements sociaux, il faut d'abord se demander pourquoi les acteurs des mouvements sociaux se désengagent de la question économique ? Une réponse peut être que tout est fait pour que tout le monde se désengage de la question économique et qu'elle soit confisquée par des économistes qui se portent garants de la compréhension du monde. En construisant des citadelles techniques, en élaborant des modélisations sophistiquées en adoptant un langage abscons, ils mettent intentionnellement ou non les acteurs sociaux à distance des questions décisives. Cela est mortifère. **Il faut que les acteurs de la société civile se réarment d'expertise économique.**

Le deuxième élément de réponse dans le prolongement de ce premier concerne **l'éducation populaire. Celle-ci est essentielle.** Il est possible de déconstruire avec eux de multiples mythes et reconstruire, sur des bases solides et accessibles, des manières de se représenter le monde et les défis contemporains. Le troisième élément de réponse est que nous sommes parfois plus intelligents et créatifs au pied du mur, dans les moments d'urgence. Quand on a le temps, les échanges sont trop souvent confisqués.



CONCLUSION

La transformation de l'économie sociale et solidaire (ESS) apparaît comme une nécessité impérieuse face aux impasses du capitalisme contemporain. À travers l'histoire, l'ESS s'est construite en réponse aux dysfonctionnements du modèle dominant, tentant d'offrir des alternatives plus démocratiques et plus centrées sur la réponse à des besoins sociaux. Malgré sa longue histoire et son rôle essentielle, elle reste marginalisée, peinant à s'imposer face aux logiques de marché qui structurent l'économie globale. Plus important encore, elle a perdu une partie de ces alliés historiques tant dans des milieux alternatifs, dans les mouvements sociaux y compris au niveau syndical qu'auprès de certains acteurs académiques ou politiques. Ce constat souligne l'urgence d'un changement de paradigme : **l'ESS doit non seulement renforcer son poids économique et politique, mais aussi affirmer un récit capable d'inspirer une transformation structurelle de l'ensemble du système.**

L'un des défis majeurs de l'ESS réside dans sa fragmentation et sa diversité, qui compliquent la construction d'une stratégie commune. Robert Boyer, Olivier De Schutter et Florence Jany-Catrice partagent un constat commun fort : si l'économie sociale et solidaire se comptait sur base de celles et ceux qui se revendiquent réellement de l'ESS, elle ne pèserait plus beaucoup. Pourtant, tous les trois estiment qu'il y a un potentiel énorme dans les ferments de l'ESS comme alternative au modèle économique dominant. **Il devient alors crucial d'organiser des alliances stratégiques entre ses différentes composantes ainsi qu'avec des acteurs publics.** Ces collaborations permettraient d'instaurer un cercle vertueux où la coopération et la délibération remplaceraient la simple logique de marché, renforçant ainsi l'impact et la viabilité du secteur.

De plus, **l'ESS ne peut se contenter d'exister en marge du système économique dominant** : elle doit chercher à l'influencer de manière plus structurelle en inspirant les autres notamment les entreprises classiques, et non en adoptant les pratiques des autres. Cela suppose une reconnaissance accrue de son rôle dans la transition écologique et sociale, ainsi qu'une meilleure intégration dans les politiques publiques. L'adoption d'une feuille de route politique claire, élaborée par et pour les acteurs de l'ESS, est un chemin intéressant pour permettre son développement à long terme et éviter qu'elle ne soit réduite à une simple niche expérimentale.

La transformation de l'ESS nécessite une refonte des récits qui accompagnent l'action économique et sociale. Aujourd'hui, le discours capitaliste dominant structure notre vision du monde et limite les perspectives de changement. **Produire de nouveaux récits, capables de mobiliser les citoyens et de redonner du sens aux pratiques économiques, est une étape essentielle pour inscrire l'ESS dans une dynamique de bifurcation radicale.** Ce travail de

narration collective, couplé à une action stratégique concertée, pourrait permettre à l'ESS de dépasser son statut actuel et de devenir un levier central de la transformation économique et sociale.

Les forces de l'ESS sont indéniables. Sa capacité à intégrer ses externalités négatives est au cœur de cette distinction comme le soulève Olivier De Schutter. Mais **la portée de ses atouts est fragilisée depuis de nombreuses années par une lente dépolitisation des acteurs et de l'écosystème qui gravitent autour d'elle.** La dépendance aux subsides et à des financements conditionnés à des résultats chiffrés entrave sa liberté et ses capacités d'innovation. Concentré sur sa survie quotidienne et sur des logiques gestionnaires, elle néglige une vue à long terme et systémique (ce que Florence Jany-Catrice appelle la « *Big picture* »). En se centrant sur le comment, elle oublie le pourquoi.

Les rencontres organisées dans le cadre de cette étude déploient une ribambelle d'espoir, d'opportunités et de pistes pour faire revivre non seulement une économie sociale et solidaire en adéquation avec ses origines, mais qui intègre aussi pleinement les défis environnementaux d'aujourd'hui et de demain ainsi que les nécessités d'inclusion et d'égalité. **Elle doit tout autant s'attaquer aux fondements des dysfonctionnements du capitalisme et des inégalités que construire son modèle dans un cadre économique existant.** Ne pas s'oublier, ne pas se soumettre aux diktats des uns ou des autres, rester ancrer dans ses valeurs tout en inspirant et portant une volonté de convaincre d'autres d'adopter ses principes, **c'est un horizon qu'elle ne peut atteindre qu'en réinvestissant le champ politique dans un sens large.** Bien sûr, cet investissement passe par une reconnexion avec les acteurs politiques, au-delà de la défense de ses intérêts, mais elle doit aller plus loin.

LA CRÉATION D'ESPACE D'ÉCHANGES, DE DÉBATS ET D'ALLIANCES AVEC UNE MULTITUDE D'ACTEURS ACADÉMIQUES, DE L'ESS, DES MOUVEMENTS SOCIAUX EST UN PRÉALABLE ET UN ESSENTIEL AFIN D'ASSUMER ET DE PORTER UN DISCOURS PUBLIC ET POLITIQUE FORT SUR LE RÔLE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE COMME ALTERNATIVE À UN CAPITALISME MORTIFÈRE.

QUI EST SAW-B ?

Créée en 1981, Solidarité des Alternatives Wallonnes et Bruxelloises (SAW-B) est une association qui a pour mission de défendre et de développer l'économie sociale comme alternative crédible et concrète au capitalisme néolibéral mondialisé. À la fois fédération d'associations et d'entreprises d'économie sociale, agence-conseil pour le développement d'entreprises sociales et organisme d'éducation permanente, SAW-B est composée d'une vingtaine de travailleurs passionnés qui :

- interpellent en étant force de critiques et de propositions ;
- soutiennent les acteurs de l'économie sociale en renforçant l'impact et la viabilité des entreprises sociales ;
- innovent en étant un labo de recherche et d'expérimentation par la mise en œuvre de projets de terrain.

SAW-B

Auteurs : Joanne Clotuche, Hugues De Bolster, Marian de Foy, Olivier de Halleux, Quentin Mortier, Alexia Stathopoulos

Relecteurs : Antoinette Dumont et Jean-François Herz

Graphisme : Cédric Michiels

Images : Ce texte contient des illustrations générées par intelligence artificielle et retravaillées graphiquement. L'une d'entre elles contient une image générée à partir d'une photo d'un des membres de l'équipe de SAW-B. L'avez-vous repéré et reconnu ?

Éditeur responsable : Solidarité des Alternatives Wallonnes et Bruxelloises ASBL. 42/6 rue de Monceau-Fontaine, 6031 Monceau-sur-Sambre. Numéro d'entreprise : BE 0422 621 674

Année d'édition : 2024

N° ISBN : 978-2-9602095-4-9

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles



Continuer la réflexion ensemble ?

Cette étude est aussi une invitation à poursuivre et approfondir la réflexion avec vous. Si cela vous intéresse, n'hésitez pas à nous contacter ! info@saw-b.be – 071/53.28.30

ÉTUDE 2024

ET SI L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE NE DEVAIT PLUS SEULEMENT RÉPARER, MAIS TRANSFORMER ?

A travers une analyse riche, critique et accessible, cette étude propose une relecture radicale du rôle de l'économie sociale et solidaire dans nos sociétés contemporaines. Ecrite collectivement, elle déconstruit la fable triomphante du capitalisme et plaide pour une réappropriation politique de l'économie. Entre récits historiques et entretiens éclairants notamment avec Robert Boyer, Olivier De Schutter et Florence Jany-Catrice, notre étude interroge les limites de l'économie sociale et solidaire, ses contradictions, mais aussi son potentiel comme levier de bifurcation démocratique, écologique et solidaire. Un appel à dépasser la dépolitisation ambiante pour faire de l'économie sociale et solidaire non plus une alternative à la marge, mais un projet politique central.



RETROUVEZ NOS ANALYSES
ET ÉTUDES PRÉCÉDENTES :

WWW.SAW-B.BE

(rubriques publications)